

# VILLE DE TOURNAI

## Procès-verbal du Conseil communal du 27 mars 2017

---

**Présents** : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,  
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. ~~V. BRAECKELAERE~~, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;  
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M.C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, ~~G. HUEZ~~, E. VANDECAVEYE, Mmes ~~C. GUISET-LEMOINE~~, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, ~~G. DENONNE~~, S. LECONTE - Conseillers communaux;  
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

### 1. Communications.

Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 35 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance du 20 février 2017, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

D'emblée, Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCOQ**, formule la remarque suivante :

"Le 30 janvier 2017, j'avais ajouté une question à l'ordre du jour du conseil communal : pour rappel : « Quid de la réalité de la demande du permis d'urbanisme pour un mât de 120m ? ».

J'apprends par la presse, et ce n'est pas la première fois, que le permis d'urbanisme a été refusé car en zone agricole, comme je l'avais indiqué.

Pourquoi n'en ai-je pas été informée ?"

Le **président** d'assemblée invite le directeur général à formuler une proposition de procédure au collège communal en vue de rencontrer le souhait de la conseillère communale.

Conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sur proposition de Monsieur le **Président** d'assemblée, le conseil communal, à la majorité des membres présents, déclare ensuite l'urgence d'examiner le point suivant :

«Environnement. Opération «Communes zéro déchet». Dépôt de candidature. Approbation.»

L'urgence est motivée comme suit :

Le dossier de candidature doit être envoyé pour le 3 avril 2017. Il doit comprendre une délibération au conseil communal.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, admet l'urgence de voter sur ce point pour que le projet soit déposé dans les délais. Il fait, cependant, observer que l'appel à projet n'est pas récent.

Le **président** d'assemblée fait observer que ce dossier est arrivé trop tard pour figurer à l'ordre du jour du précédent conseil communal et que son instruction a pris du temps.

L'urgence est déclarée par les membres suivants :

Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE,  
C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ,  
MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY,  
Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX,  
D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID,  
MM. A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD,  
MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et  
M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ce point sera examiné en fin de séance publique.

Le conseil communal prend ensuite connaissance des documents suivants :

- les règles d'utilisation du droit de tirage dans le cadre du service d'appui aux communes établies par IPALLE, relatif à une gestion cohérente et intégrée de l'assainissement des eaux usées.
- l'approbation par l'autorité de tutelle de la décision prise en séance du 19 décembre 2016, relative à la modification du cadre du personnel communal.
- la réponse de Monsieur le Premier ministre, Charles MICHEL, relative à la motion du conseil communal (28 novembre 2016) sur la présence militaire belge dans la province de Hainaut.
- la délibération du conseil communal de Celles relative à la motion visant au maintien de l'activité militaire belge dans la province de Hainaut.
- le rapport de la réunion de la 2ème commission (21 février 2017) relative à la rénovation et l'extension du musée des Beaux-Arts et de la maison de la culture.
- le courrier de Monsieur le Conseiller communal, Benoît MAT, suite à la séance du conseil communal du 20 février 2017 et la décision du collège communal s'y rapportant, dont il rappelle succinctement le contenu en séance :

"Lors de la réponse à la question posée par Monsieur le Conseiller communal Simon LECONTE, l'échevin délégué à la fonction maïorale Paul-Olivier DELANNOIS, a ouvertement déclaré que je n'étais pas en règle par rapport aux déclarations de mandats. En fait, en tant que conseiller communal, n'ayant pas de mandat dans une intercommunale, la seule obligation qui m'incombe est de remplir la déclaration des mandats et des rémunérations auprès du SPW et pas auprès de la Cour des Comptes. Par rapport à cela, j'ai estimé que j'étais bafoué. J'ai donc demandé à Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, de prendre des dispositions lors de ce conseil pour rétablir la vérité."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, lui répond comme suit :

"Monsieur le Conseiller,

Vous avez été outré et indigné d'avoir fait l'objet d'une attaque personnelle injuste et déplacée de ma part. J'aurais affirmé haut et fort que vous ne respectiez pas votre obligation de déclaration annuelle de mandats et de rémunérations.

Si l'on s'en tient au procès-verbal que vous venez d'approuver, j'ai signalé que lorsque j'allais sur le site Cumuleo, je constatais que vous n'aviez pas rempli votre déclaration.

En fait, il est exact qu'on ne vous retrouve pas sur Cumuleo malgré le fait que vous soyez conseiller communal comme d'autres.

Par contre, et là vous avez raison, le site ne mentionne pas les conseillers communaux siégeant exclusivement dans un conseil communal. Il y a donc erreur de ma part et je m'en excuse.

Monsieur le Conseiller,

Depuis que je suis au conseil communal, j'adore la confrontation verbale. J'adore le ping-pong oratoire. J'ai un péché mignon, je le sais, c'est le plaisir de trouver la formule qui fera mouche. Rappelez-vous, je vous avais dit, à l'époque où vous étiez vétérinaire, d'arrêter de placer le débat au niveau du plancher des vaches. On aime ou on n'aime pas, mais vous n'allez pas réussir à me changer à ce niveau-là.

Vous vous dites outré, vous vous dites indigné. Ce n'est pas grave. C'eût été grave si vous m'aviez dit que je vous avais blessé.

En effet, je vous prends à témoin et je prends à témoin l'ensemble des conseillers communaux. Je n'ai jamais blessé quelqu'un lors d'un conseil communal. Si tel était le cas, si un jour je l'avais fait par inadvertance, j'adresse à celui ou à celle qui en aurait été victime mes excuses sincères.

Cependant, Monsieur le Conseiller, soyons aussi de bon compte, tous ces propos ont été tenus dans un contexte, car, avant la question posée par votre groupe, vous étiez intervenu dans un autre dossier de façon quelque peu maladroite me semble-t-il, et ce contexte peut expliquer, peut-être pas justifier, mon propos.

En effet, lorsque nous avons débattu de l'opportunité d'accorder un subside à l'ASBL SIEP qui a accueilli en 2017 9.500 visiteurs, vous ne vous êtes pas exprimé en tant que conseiller communal.

Vous êtes intervenu directement, en premier lieu et vos paroles sont, le procès-verbal l'atteste, «en tant que président de l'ASBL Orga Expo, je voudrais faire connaître à l'ensemble de notre conseil les raisons pour lesquelles l'ASBL a décidé que, pour cette année 2017, elle n'accorderait pas la gratuité de la location au SIEP.»

Je suis désolé, mais il y a confusion des genres.

Je dis bien confusion des genres, car on ne peut pas dans un même conseil communal, demander de la transparence et porter en même temps différentes casquettes.

De plus, vous signalez plus loin dans votre intervention qu'il n'y a aucune urgence à leur octroyer 7.100,00€.

Or, je suis certain que vous saviez que cette somme couvrirait en partie la possibilité de créer un village de la citoyenneté et de la culture, qui permettrait à quinze ASBL de Wallonie picarde de disposer d'un stand gratuit.

Refuser le point au conseil communal équivalait à plonger le SIEP dans le rouge, mais également à créer des problèmes pour toutes ces ASBL de Wallonie picarde.

Cela, vous ne pouviez pas l'ignorer. Mais je vous rassure tout de suite, il n'est pas dans mes intentions de demander des excuses et encore moins de porter plainte auprès du ministre de tutelle comme vous souhaitiez le faire à mon égard.

Je vous remercie."

Le **président** d'assemblée souhaite que l'incident soit clos et qu'on évite à l'avenir ce type de propos ad hominem. "Personne n'en sort grandi ni honoré. Je pense que notre conseil doit se consacrer au fond" conclut-il.

Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que 4 questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

1) "Opération Communes zéro déchet", déposée par Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT.

Le président d'assemblée précise à cet égard qu'il proposera à Monsieur le Conseiller communal, Benoît MAT, de lui donner la priorité d'intervention dès que Monsieur l'Echevin Philippe ROBERT aura terminé son exposé.

2) "Installation d'une antenne PROXIMUS à Warchin et informations à diffuser aux citoyen(ne)s", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE.

3) "Avis défavorable du CRAC sur le budget 2017 du Centre public d'action sociale", déposée par Madame la Conseillère communale cdH, Hélène CLEMENT-COUPLET.

4) "Sécurité de tous sur la voie publique", déposée par Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE.

Il y sera répondu en fin de séance publique par, respectivement, Messieurs les Echevins Philippe ROBERT (lors de l'examen du point inscrit en urgence), Robert DELVIGNE, Madame l'Echevine Laetitia LIENARD et la présidente du CPAS Rita DESENCLOS-LECLERCQ, Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale Paul-Olivier DELANNOIS et Madame l'Echevine Ludivine DEDONDER, présidente d'IPALLE.

**2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Chercq, rue Carlos Gallaix, 213  
B. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Un certain nombre d'éléments manquent au dossier.

Le Conseil décide de reporter le point.

**3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, boulevard Delwart, 7.  
Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 28 novembre 2016 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°7 du boulevard Delwart à Tournai;

Considérant que, vu le décès du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

Article 1er : au boulevard Delwart à Tournai, face au n°7, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié, conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public,

conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, rues des Combattants de Kain et Albert Delcambre. Création de deux passages pour piétons.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation des piétons à l'angle de la rue des Combattants de Kain et de la rue Albert Delcambre à Kain, en vue d'une meilleure sécurité;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan de localisation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

Article 1 : à Kain, des passages pour piétons réalisés au moyen de marques de couleur blanche seront établis aux endroits indiqués ci-dessous :

- rue Albert Delcambre, à son débouché sur la rue des Combattants de Kain
- rue des Combattants de Kain, à hauteur du n°3.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de Barges. Création d'un passage pour piétons.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Considérant qu'il y a lieu de sécuriser la traversée de la rue de Barges à Tournai, au niveau du carrefour formé par les boulevards du Roi Albert et Lalaing;  
Considérant l'avis favorable du service de police;  
Considérant le plan de localisation;  
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;  
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

Article 1er : dans la rue de Barges à Tournai, un passage pour piétons est tracé dans le prolongement naturel du trottoir des boulevards Lalaing et du Roi Albert.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de l'Écorcherie.  
Interdiction de stationnement.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;  
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;  
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;  
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;  
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Attendu que les conducteurs des camions du magasin COLRUYT éprouvent des difficultés à manœuvrer rue de l'Écorcherie à Tournai;  
Considérant que le service de police estime qu'effectivement, les manœuvres des camions sont fortement gênées par les véhicules en stationnement et qu'il propose, dès lors, d'interdire le stationnement devant les habitations portant les numéros 5, 7 et 9;  
Considérant le plan de localisation;  
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;  
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DÉCIDE**

Article 1 : dans la rue de l'Écorcherie à Tournai, le stationnement est interdit devant les habitations portant les numéros 5, 7 et 9.

Cette mesure sera matérialisée par le traçage au sol de lignes jaunes discontinues.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié, conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public,

conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, quai Andreï Sakharov. Interdiction de stationnement à hauteur de la bulle à verre.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal ( P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries de la commune;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu qu'une bulle à verre est installée au quai Andreï Sakharov à Tournai sur le parking à hauteur du carrefour formé par la rue de l'Arsenal;

Considérant que, lorsque la vidange de cette bulle doit être effectuée, il arrive régulièrement qu'une voiture en stationnement gêne cette manoeuvre;

Attendu qu'en conséquence, la police propose d'interdire le stationnement au pied de cette bulle;

Considérant que cette bulle est fortement utilisée, ce qui nécessite des vidanges régulières et qu'il était donc urgent de régler ce problème;

Considérant que, dans l'attente de l'approbation d'un règlement complémentaire communal par le conseil communal et de façon à pouvoir matérialiser rapidement cette interdiction, une ordonnance a été prise par le collège communal en séance du 27 janvier 2017;

Considérant le plan de localisation;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1 : le stationnement est interdit à Tournai, quai Andreï Sakharov, à hauteur de la bulle à verre placée sur le parking dans le prolongement du carrefour formé par la rue de l'Arsenal.

Cette mesure sera matérialisée par une ligne jaune discontinue.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai. Places Crombez et de Lille. Interdiction de stationnement pour les marchés hebdomadaires.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que, d'après les responsables des marchés hebdomadaires, il serait utile d'implanter des panneaux fixes annonçant les marchés de la place Crombez et de la place de Lille et interdisant le stationnement, en lieu et place des panneaux amovibles;

Considérant que ces panneaux fixes éviteraient une perte de temps et d'argent;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant les plans de localisation;

Considérant que les mesures s'appliquent à des voiries communales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

Article 1 : à Tournai, place de Lille, le stationnement est interdit le samedi de 5 à 14 heures, du côté opposé aux immeubles compris entre le n° 2 et le carrefour avec la rue des Carmes.

Le début et la fin de l'interdiction sont matérialisés par le signal E1 avec additionnels de type V portant la mention «le stationnement est interdit le samedi, entre 5 heures et 14 heures», et de type X a et b.

Les panneaux sont placés conformément au plan établi.

Article 2 : à Tournai, place Crombez, le stationnement est autorisé et régi par la zone bleue, sauf les jeudis et samedis de 5 à 14 heures, sur le parking central en saillie dans sa totalité.

Le début de la zone de stationnement est matérialisé par le signal ZE9a portant le pictogramme zone bleue et la mention «stationnement interdit les jeudis et samedis, de 5 à 14 heures».

La fin de la zone de stationnement est matérialisée par le signal ZE9a - barré - portant le pictogramme zone bleue et la mention «stationnement interdit les jeudis et samedis, de 5 à 14 heures».

Les panneaux sont placés conformément au plan établi.

Article 3 : à Tournai, place Crombez, le stationnement est interdit les jeudis et samedis entre 5 heures et 14 heures, sur l'aire de stationnement du côté opposé au parking en saillie susmentionné (côté monument Jules Bara).

Le début et la fin de l'interdiction sont matérialisés par le signal E1 avec additionnels de type V portant la mention «le stationnement est interdit le jeudi et le samedi, entre 5 heures et 14 heures» et de type Xa et b.

Les panneaux sont placés conformément au plan établi.

Article 4 : à Tournai, place Crombez, le stationnement est interdit le jeudi entre 5 heures à 14 heures, sur l'aire de stationnement du côté opposé aux immeubles compris entre les numéros 14 et 20.

Le début et la fin de l'interdiction sont matérialisés par le signal E1 avec additionnels de type V portant la mention «le stationnement est interdit le jeudi, entre 5 heures et 14 heures» et type Xa et b.

Les panneaux sont placés conformément au plan établi.



Article 5 : à Tournai, place Crombez, le stationnement est interdit le jeudi entre 5 heures et 14 heures, sur l'aire de stationnement du côté opposé aux immeubles compris entre le numéro 8 et le carrefour formé avec l'avenue Leray.

Le début et la fin de l'interdiction sont matérialisés par le signal E1 avec additionnels de type V portant la mention «le stationnement est interdit le jeudi, entre 5 heures et 14 heures» et type Xa et b.

Les panneaux sont placés conformément au plan établi.

Article 6 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié, conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public. Il est sanctionné des peines portées par l'article 29 de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, rue Sainte-Aldegonde.  
Suppression du stationnement alterné et de la zone bleue. Instauration du stationnement de part et d'autre de la chaussée.**

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, demande si on a laissé une place suffisante pour le maraîcher.

Il est demandé à Monsieur l'Echevin des travaux, **Armand BOITE**, de s'en assurer.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversale (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 30 juin 1980 instaurant le stationnement alterné dans la rue Sainte-Aldegonde à Kain, ainsi qu'une zone bleue face aux bâtiments de la poste;

Considérant que ces règles ne conviennent plus aujourd'hui, la poste ayant notamment disparu;

Considérant la demande des riverains;

Considérant qu'il y a lieu de modifier la réglementation du stationnement dans la rue Sainte-Aldegonde à Kain;

Considérant le plan de localisation;

Considérant que cette mesure s'applique à une voirie communale;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/02/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DÉCIDE**

Article 1 : dans la rue Sainte-Aldegonde à Kain, le stationnement alterné semi-mensuel et la zone bleue sont supprimés.

Article 2 : dans la rue Sainte-Aldegonde à Kain :

le stationnement est interdit du côté pair :

- du chemin des Maures à l'avenue d'Audenarde;
- de la rue des Radis au n° 56;
- le long des n° 20 et 22.

Le stationnement est interdit du côté impair :

- du chemin des Maures au n° 41;
- de la rue des Radis à la rue Montgomery.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E1 munis des panneaux additionnels flèche montante et flèche descendante, ainsi que par une ligne jaune discontinue.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

|                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>10. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Templeuve. Rue Jules Schelstraete. Réglementation de la circulation.</b> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu la décision du conseil communal du 16 septembre 2013 de dénommer rue Jules Schelstraete la nouvelle voirie du lotissement à Templeuve situé entre la rue de Tournai et les rues Camille Dépinoy et Léon Herbo;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer cette voirie;

Considérant le plan joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

Article 1er : dans la rue Jules Schelstraete (extension de la cité Camille Dépinoy) à Templeuve, une zone 30 est établie. La circulation et le stationnement sont organisés en conformité avec le plan terrier ci-joint. Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F4a, F4b, C1 avec, respectivement, les panneaux additionnels M2 et D1, M2 et F19, M4 et E9a avec pictogramme des handicapés et les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public. Il est sanctionné des peines portées par l'article 29 de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**11. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Froyennes, rue Taverne de Maire. Réglementation de la circulation. Modification.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 12 décembre 1988 déterminant les sens de circulation rue Taverne de Maire et rue des Roselières à Froyennes;

Attendu que, dans le cadre des travaux d'aménagement sur le site du zoning commercial de Froyennes, les sens de circulation ont été modifiés sur le domaine privé du parking du magasin Carrefour et que ces modifications ne permettent plus qu'une circulation en boucle à sens unique;

Considérant un premier rapport de police datant du 2 juillet 2015;

Considérant qu'afin de permettre aux automobilistes de pouvoir quitter directement le parking sans devoir faire un tour complet en passant par la rue Taverne de Maire et la rue des Roselières, la mise à double sens du tronçon de la rue Taverne de Maire, entre la sortie du parking et le giratoire, a été instaurée par arrêté de police pris en date du 27 août 2015;

Considérant le plan de situation actuelle joint en annexe;

Considérant, cependant, que les commerçants situés sur la boucle «rue Taverne de Maire-rue des Roselières» se plaignent de l'impact négatif de cette modification qui a entraîné une baisse de leurs chiffres d'affaires, les automobilistes n'étant plus obligés de passer devant leur commerce;

Considérant le nouveau rapport de police daté du 6 février 2017 qui précise que *«le double sens de circulation à cet endroit permettait également de limiter la vitesse et d'interdire les stationnements anarchiques»*;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Vu la demande des commerçants;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DÉCIDE**

Article 1er : la mise à double sens du tronçon de la rue Taverne de Maire à Froyennes, entre la sortie du parking du magasin Carrefour et le giratoire, est supprimée.

Article 2 : dans le tronçon de la rue Taverne de Maire à Froyennes, entre la sortie du parking du magasin Carrefour et le giratoire, la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes. Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C1 avec additionnel M2 et F19 avec additionnel M4 et les marques appropriées au sol.

Le marquage divisant ce tronçon en deux bandes de circulation sera effacé.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public. Il est sanctionné des peines portées par l'article 29 de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Une évaluation du nouveau dispositif sera réalisée trois mois après sa mise en oeuvre.

**12. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai. Rue de l'Epinette.  
Réglementation de la circulation et du stationnement. Modifications.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que, durant les travaux au niveau du quai Dumon, la rue de l'Epinette a été ouverte à double sens de circulation tout en interdisant le stationnement du côté impair;

Considérant qu'à cette occasion, le service de police a constaté que la circulation était plus fluide qu'auparavant et qu'il propose de maintenir définitivement ces dispositions (rapport du 6 décembre 2016);

Considérant que dans l'actualisation du plan communal de mobilité, la rue de l'Epinette appartient au réseau routier non déterminant, à vocation de desserte des quartiers;

Considérant qu'en séance du 27 janvier 2017, le collège communal a marqué son accord sur la mise à double sens de circulation de la rue de l'Epinette à Tournai et sur l'interdiction du stationnement du côté des numéros impairs;

Considérant le plan de localisation;

Considérant que cette mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : dans la rue de l'Epinette à Tournai, les dispositions précédentes concernant la circulation et le stationnement sont supprimées.

Article 2 : dans la rue de l'Epinette à Tournai :

- la circulation se fera à double sens;
- le stationnement est interdit du côté impair.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux E1 côté impair.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public. Il est sanctionné des peines portées par l'article 29 de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

|                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>13. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Zones piétonnes.<br/>Réglementation de la circulation.</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal prise en séance du 19 septembre 2016 de passer un marché de travaux ayant pour objet la gestion informatisée visant à commander le réseau des bornes électriques limitant l'accès aux zones piétonnes du centre-ville de Tournai;

Considérant qu'il convient maintenant de réglementer les modalités d'accès à ces zones piétonnes, notamment en matière de circulation routière;

Considérant les mesures antérieures relatives à la circulation dans ces zones piétonnes;

Considérant le plan joint;

Considérant que ces mesures s'appliquent à des voiries communales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DÉCIDE**

Article 1er : à Tournai, les mesures antérieures relatives à la circulation sont supprimées:

- dans le quartier formé par les rues Vieux marché aux Poteries, des Chapeliers, de Paris, Soil de Moriamé, de la Cordonnerie, Gallait, du Puits Wagnon et du Chevet Saint-Pierre ainsi que la ruelle d'Ennetières et les places de l'Evêché, Paul-Emile Janson et Saint-Pierre (partie comprise entre les rues Poissonnière et du Chevet Saint-Pierre et la ruelle d'Ennetières);
- dans le quartier formé par les rues du Bas Quartier, de l'Ecole et des Cheoncq Clotiers.

Article 2 : à Tournai, des zones piétonnes admettant les cyclistes ainsi que les chargements et déchargements entre 6 et 11 heures sont établies:

- dans le quartier formé par les rues Vieux marché aux Poteries, des Chapeliers, de Paris, Soil de Moriamé, de la Cordonnerie, Gallait, du Puits Wagnon et du Chevet Saint-Pierre ainsi que la ruelle d'Ennetières et les places de l'Evêché, Paul-Emile Janson et Saint-Pierre (partie comprise entre les rues Poissonnière et du Chevet Saint-Pierre et la ruelle d'Ennetières);
- dans le quartier formé par les rues du Bas Quartier, de l'Ecole et des Cheoncq Clotiers.

Ces mesures seront matérialisées par le placement des signaux F103 et F105.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

#### **14. Zones piétonnes. Dispositif d'accès. Modalités. Arrêt.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 15 janvier 2016, le collège communal a décidé de revoir la gestion des zones piétonnes en centre-ville en vue d'en faciliter l'accès aux différentes catégories d'usagers et de permettre aux habitants d'y vivre dans les meilleures conditions;

Considérant que dans ce contexte, le conseil communal du 19 septembre 2016 a décidé de passer un marché de travaux ayant pour objet la mise en œuvre d'une gestion informatisée visant à commander le réseau des bornes électriques limitant l'accès aux zones piétonnières du centre-ville pour un montant estimé à 208.070,00€ hors TVA, soit 251.764,70€ TVA comprise;

Considérant la circulaire relative aux modalités d'accès des véhicules aux zones piétonnes du centre-ville rédigée par le service juridique;

Considérant que ladite circulaire a pour objectif de rassembler les règles d'accès des véhicules à une zone piétonne du centre-ville;

Considérant que la plupart des principes y contenus doivent être considérés comme une simple exécution des règles prescrites par le code de la route ne nécessitant donc pas de décision du conseil communal;

Considérant, par contre, que les points suivants nécessitent une décision préalable du conseil communal :

1. Le montant de la caution pour remise d'un dispositif d'accès (badge);
  2. Le tarif pour intervention des services communaux en vue d'abaisser les bornes afin de permettre la sortie d'un véhicule présent dans une zone piétonne en violation des dispositions légales et réglementaires;
  3. La délégation du conseil communal au collège communal afin d'octroyer un dispositif d'accès à l'usager dont la situation n'aurait pas été appréhendée par la circulaire et qui justifie de l'absolue nécessité d'accéder avec son véhicule à une zone piétonne;
- Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DÉCIDE :**

1. De fixer à 50,00€ le montant de la caution pour la délivrance d'un dispositif d'accès (badge) à une zone piétonne.
2. De fixer à 50,00€ le montant dû en raison de l'intervention des services communaux en vue d'abaisser les bornes pour permettre la sortie d'un véhicule présent dans une zone piétonne en violation des dispositions légales et réglementaires.
3. De déléguer au collège communal la faculté d'octroyer un dispositif d'accès à l'usager dont la situation n'aurait pas été appréhendée par la circulaire et qui justifie de l'absolue nécessité d'accéder avec son véhicule à une zone piétonne.

#### **15. Ordonnances de police. Amendes administratives. Adaptation. Mesures alternatives. Approbation.**

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Il s'agit d'adapter le tarif de l'amende administrative dans les ordonnances de police et de prévoir la possibilité pour le fonctionnaire sanctionnateur de proposer au contrevenant une mesure alternative à l'amende (par analogie au règlement de police).

Le groupe ECOLO s'abstiendra sur ce point en concordance avec ses votes précédents et ses positions précédentes."

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande des exemples de mesures alternatives.

Le **président** d'assemblée cite les exemples suivants : détagage, nettoyage, services d'utilité collective.

Par 33 voix pour et 2 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.  
Se sont abstenues : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'article 4 §1er 1° de la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales, lequel stipule que le conseil communal peut assortir la violation de ses règlements ou ordonnances d'une amende administrative d'un montant maximum de 175,00€ ou 350,00€ selon que le contrevenant soit mineur ou majeur;

Considérant que certaines ordonnances de police adoptées par le conseil communal mentionnent encore le montant maximum de 250,00€, à savoir:

- l'ordonnance du 27 mai 2002 réglementant l'accès au site de la carrière de l'Orient - article 11
  - l'ordonnance du 28 octobre 2002 réglementant la pêche sur le site de la carrière de l'Orient - article 16
  - l'ordonnance du 19 décembre 2005 interdisant la circulation motorisée sur les sentiers - article 4
  - l'ordonnance du 27 février 2006 relative à la fermeture des magasins de nuit durant le week-end du carnaval et durant la nuit de la Saint-Sylvestre - article 4
  - l'ordonnance du 14 mai 2007 relative à l'implantation et l'exploitation des magasins de nuit - article 8
  - l'ordonnance du 14 mai 2007 relative à l'implantation et l'exploitation des bureaux privés pour les télécommunications - article 8
  - l'ordonnance du 30 juin 2008 sur les répulsifs à ultrasons "Mosquito" - article 2
  - l'ordonnance du 1er février 2010 relative aux mesures visant à garantir durant le carnaval la propreté, la salubrité, la sécurité et la tranquillité publiques - article 11
  - l'ordonnance du 7 juin 2010 relative aux manifestations publiques organisées sous chapiteaux - article 38
  - l'ordonnance du 1er juillet 2013 relative aux horaires de fermeture des débits de boissons - article 4;
- Considérant qu'il convient de les adapter à la loi du 24 juin 2013 et d'assortir leur violation d'une amende administrative d'un montant maximum de 175,00€ si le contrevenant est mineur et de 350,00€ si le contrevenant est majeur;

Considérant, par ailleurs, que la loi précitée stipule en son article 4 §2 que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements soit une mesure de prestation citoyenne soit une mesure de médiation, lesquelles consistent en des mesures alternatives à l'amende administrative;

Considérant qu'il est possible pour le fonctionnaire sanctionnateur de proposer ces mesures alternatives pour des violations figurant dans le règlement général de police, mais non dans les ordonnances de police particulières;

Considérant qu'il est opportun de prévoir également cette faculté accordée au fonctionnaire sanctionnateur pour les ordonnances particulières et ce, par analogie avec le règlement général de police;

Vu l'article 119 bis de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales;

Sur proposition du collège communal;

Par 33 voix pour et 2 abstentions;

#### **DECIDE**

- de fixer à 175,00€ si le contrevenant est mineur et 350,00€ si le contrevenant est majeur, le montant maximum des amendes administratives encourues en cas de violation des ordonnances de police communales suivantes:
  - l'ordonnance du 27 mai 2002 réglementant l'accès au site de la carrière de l'Orient - article 11
  - l'ordonnance du 28 octobre 2002 réglementant la pêche sur le site de la carrière de l'Orient - article 16
  - l'ordonnance du 19 décembre 2005 interdisant la circulation motorisée sur les sentiers - article 4
  - l'ordonnance du 27 février 2006 relative à la fermeture des magasins de nuit durant le week-end du carnaval et durant la nuit de la Saint-Sylvestre - article 4
  - l'ordonnance du 14 mai 2007 relative à l'implantation et l'exploitation des magasins de nuit - article 8
  - l'ordonnance du 14 mai 2007 relative à l'implantation et l'exploitation des bureaux privés pour les télécommunications - article 8
  - l'ordonnance du 30 juin 2008 sur les répulsifs à ultrasons "Mosquito" - article 2
  - l'ordonnance du 1er février 2010 relative aux mesures visant à garantir durant le carnaval la propreté, la salubrité, la sécurité et la tranquillité publiques - article 11
  - l'ordonnance du 7 juin 2010 relative aux manifestations publiques organisées sous chapiteaux - article 38
  - l'ordonnance du 1er juillet 2013 relative aux horaires de fermeture des débits de boissons - article 4;
- de prévoir au sein de ces mêmes ordonnances la faculté pour le fonctionnaire sanctionnateur de proposer au contrevenant une mesure alternative à l'amende (prestation citoyenne ou médiation) et ce, conformément à la procédure visée à l'article 253 §4 et 5 du règlement général de police et de modifier les articles définis ci-avant en conséquence.

|                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>16. Tournai, centre-ville. Installation de caméras de surveillance. Avis.</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------|

Monsieur le Conseiller communal Guillaume DENONNE entre en séance.

Le **président** d'assemblée propose d'examiner les points 16 et 17 ensemble. Il cède ensuite la parole à Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE** :

"Nous allons voter ce point en signalant qu'on est au début d'un processus. Il ne faudrait pas que l'installation de ces caméras devienne urgente parce qu'il faut des signaux positifs avant 2018. N'y voyez aucune allusion. Mais tout le monde aura compris. L'installation des caméras est une première étape. Je voudrais insister à cet égard sur deux points :



1) a priori, dans ce projet, il n'est pas question de caméras mobiles. Or cela a été évoqué au conseil de police. Je cite un extrait du procès-verbal : "la ville envisage également quelques caméras mobiles qui pourraient être utilisées en cas d'évènements n'étant pas sur le périmètre de Tournai, soit en cas de criminalité hors caméra." On peut y inclure des évènements particuliers qui pourraient avoir lieu par exemple sur l'esplanade du Conseil de l'Europe. Dans le projet, on ne parle pas du tout de caméras mobiles. Il n'est question que de caméras fixes.

2) au sujet précisément de ces caméras fixes, il ne faut pas faire croire à la population que cela va tout régler.

Je rappelle à cet égard que lors d'une question posée au conseil de police, le commissaire divisionnaire a signalé qu'à l'heure actuelle, il n'a ni la place, ni le personnel pour effectuer le visionnage en temps réel. Cela signifie que tant que le nouveau commissariat ne sera pas aménagé - et ce n'est pas pour demain - ces caméras ne seront utilisables qu'a posteriori. Il faudrait donc rétablir l'ordre des choses et dire qu'on n'en est qu'au tout début.

Quand le nouveau commissariat sera aménagé, il faudra mettre des moyens supplémentaires. Ainsi le commissaire divisionnaire indiquait que pour effectuer un visionnage en temps réel du jeudi 17 heures au lundi 17 heures - les périodes les plus cruciales - il fallait 6 équivalents temps plein. Est-ce que la zone de police aura les moyens de dégager 6 équivalents temps plein pour effectuer ce visionnage en temps réel et rien qu'à ces moments plus cruciaux ? Nous nous réjouissons que le dossier avance. Mais il ne faut pas considérer pour autant que le dossier est clôturé.

Les images ne pourront être visionnées qu'a posteriori. Il faudra du personnel pour les visionner en temps réel quand le nouveau commissariat sera aménagé. De plus, il faudra qu'il y ait des équipes disponibles pour intervenir quand on visionnera en temps réel. Il faudra donc à la fois du personnel pour visionner et des équipes disponibles pour réagir rapidement. Il ne faudrait pas que ce soient de grands travaux inutiles."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite :

"Nous sommes assez dubitatifs. Il y a beaucoup d'inconnues. On n'en est qu'au début. Le collège nous propose d'installer 75 caméras de surveillance dans le centre-ville, dans le périmètre dit festif et le parc communal.

Pour nous, les caméras forment un élément de la chaîne de la sécurité et ne doivent pas en être le chaînon essentiel. La police est avant tout composée de personnes formées pour assurer la sécurité, qui peuvent être aidées dans leur mission par des outils techniques. La présence de caméras peut aider à la résolution d'enquêtes. C'est donc une aide intéressante pour les enquêteurs.

L'investissement, que vous nous proposez aujourd'hui, est problématique pour le budget communal :

- 1,8 million d'euros (c'est une estimation, car le coût de la technologie augmente très rapidement) pour l'installation des caméras et points Wi-Fi;

- maintenance estimée entre 50.000,00€ et 70.000,00€/an;

- coût en personnel important, mais pas chiffré aujourd'hui.

Le poids pour le budget communal reste donc impressionnant, mais incertain. Il dépend notamment de l'installation d'un système de visualisation. Ce coût a été estimé en tenant compte de l'installation de celui-ci dans le commissariat actuel ou à l'hôtel de ville, mais pas dans le nouveau commissariat prévu par le conseil de police. Avez-vous réalisé une telle estimation aujourd'hui ? Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

Dans le coût global, il n'est pas précisé non plus si la visualisation se déroulera 24heures/24 et combien de personnes y seront affectées en fonction de ce choix.

Toutes ces incertitudes nous font craindre une explosion de ce budget entièrement à charge de la Ville de Tournai.

Des caméras sur l'espace public peuvent jouer un rôle de dissuasion, mais de manière limitée.

Nous savons que les délinquants adaptent leur comportement à la présence de caméras et que la criminalité se déplace lorsque des caméras de surveillance sont installées en ville.

Nous restons sceptiques face à cet important déploiement. Au vu du déplacement possible des actes criminels, il faudra augmenter le nombre de caméras assez vite et le budget risque d'exploser.

En 2013, lorsque le conseil communal a commandé l'étude de faisabilité à Tournai, le groupe ECOLO s'est abstenu, car nous restons très réticents à la présence de caméras partout, qui contrôlent tous les déplacements sur l'espace public. La réflexion de notre groupe nous amène à ne pas défendre aujourd'hui une position idéologique pure et dure : non à l'atteinte de notre vie privée par l'installation de caméras qui pistent les citoyen(ne)s partout et tout le temps. A l'heure d'internet, des réseaux sociaux, notre vie privée est bien souvent mise à mal.

Quelques caméras fixes à des endroits ciblés en fonction d'actes délictueux importants (bagarres, coups et blessures, vandalisme) nous semblent convenir à une ville comme Tournai. Comme disaient nos anciens maïeurs, Roger Delcroix et Christian Massy, «Tournai n'est quand même pas Chicago». Ce dispositif pourrait être renforcé, comme le préconise le commissaire divisionnaire, par quelques caméras mobiles utilisées en cas d'événements exceptionnels ou dans les quartiers non couverts par les caméras où se développent des comportements délictueux.

Quant au réseau Wi-Fi couplé au réseau de caméras, ECOLO a insisté à deux reprises sur le caractère dépassé du Wi-Fi urbain: les gens, qui circulent en ville, utilisent en grande majorité les réseaux 3G et 4G pour se connecter. Quelques points de Wi-Fi gratuit à l'intérieur de bâtiments publics répondent mieux aux besoins des utilisateurs.

Quant à l'investissement dans un système de visualisation en direct, il nous semble largement exagéré dans une ville moyenne comme la nôtre. Non seulement, pister tout le monde, tout le temps, reste une atteinte à la vie privée. Mais, en plus, est-ce vraiment efficace? Il faut que l'intervention soit rapide sur le terrain. En avons-nous les moyens? Non, il faudrait engager un nombre important de personnes pour le centre de visualisation et multiplier les équipes mobiles de policiers d'intervention, notamment durant la nuit et le week-end pour réagir très vite.

Nous nous interrogeons également sur les possibilités d'extension du système évoquées dans votre note : aide à la détection de problèmes d'éclairage ou de signalisation déficiente, d'incivilités comme les déjections canines, les sacs-poubelle : cela fait un peu gadget technologique !

Nous sommes aussi étonnés que vous préconisiez la visualisation par caméras pour contrecarrer le stationnement en infraction en ville. Nos policiers de quartier et agents constatateurs attendent-ils le déploiement des caméras pour agir ? Pour ECOLO, ce n'est pas acceptable.

Quant à l'aide à la gestion du trafic automobile, n'est-ce pas aussi un peu exagéré dans une ville moyenne comme la nôtre ? Tournai, c'est un boulevard de ceinture saturé aux heures de pointe et quelques radiales qui viennent s'y accrocher. Si vous mettez très vite en oeuvre le plan de mobilité, ces problèmes se résoudront, notamment, par l'encouragement à l'utilisation d'autres modes de transport.

Au vu de tous ces éléments, nous préconisons que Tournai se dote d'un réseau bien pensé, mais limité de caméras urbaines fixes et de quelques caméras mobiles et non d'un système de visualisation en direct, qui ferait exploser le budget «sécurité», sans pour cela être réellement efficace. Ce budget épargné pourrait être efficacement affecté à des emplois de proximité utiles au vivre ensemble dans la cité.

Nous préférons qu'on déploie plus d'agents dans les quartiers pour diminuer les problèmes d'incivilité et les comportements problématiques; des agents qui doivent être présents sur le terrain, proches des habitants et non occupés à des tâches administratives.

La position écologiste est partagée par la maire socialiste de Lille, grande ville de l'Eurométropole. Martine AUBRY rappelle son credo, je la cite : «Rien ne remplace la présence policière au contact direct de la délinquance.» Elle en veut pour preuve «l'absence d'efficacité

probante de la vidéosurveillance sur le secteur de la rue Jules Guesde, à Wazemmes. Un sévère bilan pour ces huit caméras installées depuis un an.» Extrait de La Voix du Nord (du 26 mars 2017).  
A côté de ces agents de police, le déploiement d'éducateurs de rue et le renforcement d'autres dispositifs sociaux amélioreraient aussi grandement le bien-être dans les quartiers urbains."

Monsieur l'Echevin délégué la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond comme suit à ces interventions :

"Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, je suis d'accord avec vous quand vous dites qu'il ne faut pas perdre de temps. Je pense que nous en avons perdu un peu, mais c'était dans le but d'améliorer le projet. Au début, nous voulions le faire au départ du commissariat Becquerelle. Mais, comme vous le savez en tant que membre du conseil de police, ce commissariat ne correspond plus à l'heure actuelle aux besoins de la zone.

Nous avons donc cherché d'autres solutions comme, par exemple, l'installation de Portakabins près de l'actuel commissariat ou la construction d'un module complémentaire en centre-ville avec les problèmes liés au permis d'urbanisme, à l'architecture...

Et puis, est arrivée par hasard la possibilité de ce nouveau commissariat de police sur le site Ores près des Bastions. Nous nous sommes dit qu'il n'était pas indiqué d'investir ici dans les locaux actuels des Amis de Tournai où l'implantation avait également été envisagée. Le temps nous a donc permis de constituer un bon dossier et de faire des économies.

Nous allons peut-être perdre un peu de temps, mais pour finalement gagner du temps et de l'argent. Nous allons installer le centre de visionnage dans le nouveau commissariat de police. Sur le plan budgétaire, tout cela a été prévu dans l'enveloppe globale.

Est-ce que l'installation de caméras va tout régler ? Non, bien entendu. Il faut aussi s'attendre, dans un premier temps, à une hausse de la petite criminalité. Quand les caméras seront installées, il est fort probable qu'une série de faits qui n'étaient pas nécessairement connus, qui ne faisaient pas l'objet de plaintes, seront connus.

Donc, dans un premier temps, cela ne résoudra pas tout. Il n'empêche que lorsqu'elles seront installées, les caméras vont enregistrer. Si un fait précis s'est passé, rien n'empêchera d'aller visionner suite au dépôt d'une plainte. Par exemple, ce week-end, une voiture a été taguée. A l'avenir, quand de tels faits se seront produits, on pourra visionner l'enregistrement et identifier l'auteur des faits. Je pense que ce sera un système évolutif. Vous parlez de caméras mobiles. Le dispositif, qui nous est proposé ce soir, est évolutif. On peut tout envisager. Je crois qu'il y a vraiment une volonté politique d'aller plus loin, même au-delà des deux familles politiques qui forment la majorité. Quand on parle de frais de maintenance, de visionnage, c'est une volonté politique. Il faudra donc dans les années à venir mettre les moyens pour faire en sorte qu'il ne s'agisse pas de grands travaux inutiles.

En matière de criminalité, dans des villes comme Marseille, en plein centre urbain, on a constaté une diminution de 50% de la petite criminalité. Vous dites qu'à Tournai, il faudrait plus investir dans l'humain. Sachez qu'en 2012 et 2013, lorsque la nouvelle majorité s'est mise en place, nous avons reçu des directives du CRAC concernant le personnel. La première mesure que le collège a prise, c'est de ne plus engager ou de ne plus remplacer systématiquement, sauf deux exceptions, les pompiers et la police.

La volonté politique de la majorité actuelle a été aussi d'investir dans l'humain. Nous avons engagé à l'époque, après 2013, plus de 8 policiers pour compléter le cadre.

Vous dites qu'il faut plus de policiers sur le terrain. C'est vrai, je suis aussi le premier à le demander. Mais sachez qu'il y a un élément important qui s'est passé dans notre pays : nous sommes passés au niveau 3 de la menace. Les policiers ne se déplacent plus seuls. Les caméras doivent-elles être utilisées pour traquer les petites incivilités ? Pour moi, oui. Les agents constatateurs ne sont pas sur le terrain 24 heures sur 24. C'est quasiment impossible. L'agent constatateur est connu.

Hier, en passant à 6 heures du matin après le carnaval, j'ai constaté que toutes les fleurs dans le piétonnier avaient été arrachées. Je trouve cela inacceptable. Si, demain une caméra peut identifier l'auteur des faits, je trouve normal qu'il soit verbalisé.

Vous dites qu'à Tournai, on vit relativement bien et que tout cela n'est pas nécessaire. Je ne suis pas d'accord avec vous. Samedi matin, je suis allé chez le pharmacien près du Viaduc. J'y ai croisé un commerçant du coin. Ce dernier, dans son magasin, a été mis en joue avec un revolver. Je souhaite que des caméras soient installées sur les grands axes. Cela aidera les policiers dans leurs enquêtes. Vous me parlez d'atteinte à la vie privée. A 20 ans, je tenais ce type de raisonnement. Maintenant, depuis que je lis les rapports de police journaliers, je ne parle plus de la même façon. Il y a une évolution dans la société. On parle de caméras. Est-ce que c'est problématique d'être filmé ? Je pense aux informations que les uns et les autres peuvent trouver facilement. Quand vous allez au GB, vous êtes filmé. Dans certains bistrots à Tournai, vous êtes filmé aussi. C'est un combat d'arrière-garde que de penser que les caméras sont une atteinte à la vie privée. Je pense qu'on vit avec ce genre de choses. Quand on voit tout ce qui se passe sur les réseaux sociaux, il y a de quoi être beaucoup plus choqué.

Au niveau du visionnage, effectivement il faudra prévoir du personnel. Cela viendra plus tard.

Concernant les horaires, l'idéal serait que les caméras soient visionnées 24 heures sur 24, 365 jours par an. Mais il faut être raisonnable. Nos finances ne nous le permettront pas. Je pense qu'il faut aussi arriver à un modus vivendi entre le commissaire divisionnaire et le pouvoir politique."

Le **président** d'assemblée poursuit :

"Personne autour de la table ne pense que les caméras de surveillance sont la panacée universelle.

Mais personne ne pense non plus qu'a priori il est inutile d'augmenter le niveau de renseignements et d'informations.

Si personne aujourd'hui n'a la certitude que les caméras ont un rôle purement préventif, ce qui est, par contre, acquis, comme l'a dit l'échevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, c'est que les caméras permettent souvent a posteriori d'avoir des pistes qui conduisent à ceux qui ont perpétré des actes plus ou moins graves de petite délinquance ou de criminalité. Ce sont des choses, quand il s'agit d'atteinte aux personnes allant du viol au meurtre, des indices qui permettent de remonter à ceux qui étaient à l'origine du fait, aux personnes qui ont perpétré les faits. Rien ne doit donc être négligé.

L'observation même des modes opératoires est importante. Nous ne pouvons donc pas nous dispenser de collecter ce type d'informations.

Sur le plan strictement politique, pendant la campagne électorale, toutes les formations politiques présentes ont eu l'occasion d'assister à des débats citoyens. Une forte demande a été formulée par la population de Tournai à l'époque, celle de placer des caméras de surveillance. Donc, l'engagement a été pris dans la déclaration de politique communale votée par la majorité. Il est logique qu'on l'applique.

Pour répondre à l'intervention du conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, je dirai que, pour moi, cela arrive très tard. Le souci a été celui de suivre les procédures de manière stricte. C'est une préoccupation honorable, mais en matière de technologie, le souci est également de vouloir donner l'heure. Quand on veut la caméra la plus efficace possible, le "dernier cri", et que l'on veut se donner le temps d'observer le marché, on ne l'acquiert jamais. Parce que quand on demande l'heure, il est déjà la seconde qui suit. Il en est de même pour les technologies en matière de caméra. Cela tarde et nous ne pouvons plus nous permettre aujourd'hui de perdre du temps.

Sur les questions de personnel sur le terrain, je voudrais rappeler les chiffres. Nous avons simplement atteint la norme KUL. Quand on parle d'1,6 million d'euros en équipement de base, ce n'est rien du tout à côté des investissements que nous faisons aujourd'hui en augmentant le budget du personnel de la police. Nous avons augmenté de manière structurelle le budget de la police de 500.000,00€ dès

la première année de la législature. Il y a là un choix qui montre que la question du personnel sur le terrain n'a certainement pas été négligée non plus. La question du respect de la vie privée n'est pas seulement liée à l'usage des caméras. Aujourd'hui, nos GSM dits intelligents et les croisements de big data nous permettent de savoir combien de personnes sont présentes et dans quel local. Nous pouvons tout savoir de leur déplacement, de leur emploi du temps. La question de la vie privée n'est aujourd'hui plus circonscrite au seul usage des caméras de surveillance.

Nous aurons l'occasion de nous revoir pour tirer un premier bilan de cette expérience. C'est également un souhait de la police."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient à nouveau :

"L'utilité a posteriori pour les enquêtes n'est pas remise en question. Cela a été clairement dit dans mon exposé. Vous dites qu'on a investi dans le personnel de terrain, je suis d'accord. Mais il reste toujours le problème du manque d'équipes de nuit et de week-end. C'est un problème. Si vous avez un centre de visualisation et que nous n'êtes pas en mesure d'intervenir tout de suite, c'est un gros problème. Il faudrait donc qu'il y ait plus d'équipes qui puissent intervenir. Si deux équipes sont déjà en mission pour un événement et qu'on détecte quelque chose ailleurs, le centre de visualisation ne servira à rien.

On pensait que les caméras pouvaient être utiles a posteriori dans le cadre d'enquêtes. Il ne s'agit pas, pour nous, d'un combat d'arrière-garde. Voilà ce qu'a dit Martine AUBRY le week-end dernier : "l'absence d'efficacité probante de la vidéo-surveillance sur le secteur de la rue Jules Guesde à Wazemmes, sévère bilan pour les 8 caméras installées depuis un an", ne vous interpelle pas ? Moi oui. Je ne veux pas épiloguer à ce sujet non plus. Mais on sait très bien que Londres était la ville où il y avait le plus de caméras. Même les Londoniens en reviennent. Je ne voudrais pas qu'on fasse un investissement d'arrière-garde qui n'ait pas l'efficacité souhaitée."

Le **président** d'assemblée lui répond ce qui suit :

"A Londres, ce sont les caméras qui ont permis de remonter les filières, notamment dans l'usage de bombes à l'intérieur du métro ou des bus. Il faut faire attention, l'argument est à double tranchant. Nous ne sommes pas ici pour faire des procès d'efficacité. Nous sommes ici pour utiliser tous les instruments possibles et le faire avec un sens de la modération et de la relativité sans porter au pinacle une technologie au détriment de la présence humaine."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient à nouveau :

"Je crois qu'il faut être attentif au caractère évolutif du système. Au risque de faire sourire certains, je pense qu'il faudrait que les caméras fixes puissent devenir mobiles. Il faut être attentif à ce que le dispositif soit modulable au point que les caméras fixes devraient pouvoir devenir mobiles, qu'elles puissent être déplacées en fonction des besoins."

Par 33 voix pour et 3 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.  
Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant sa décision du 14 octobre 2013 de passer par procédure négociée, un marché de services ayant pour objet la réalisation et le suivi d'une étude relative à l'installation d'un réseau de caméras de surveillance sur le territoire communal de la ville de Tournai;

Considérant le marché de services confié à la société AV PROTEC par décision du collège communal du 20 décembre 2013;

Considérant l'étude de ladite société visant l'installation de 75 caméras sur le territoire communal après concertation des acteurs concernés par les problématiques de sécurité;

Considérant le schéma d'implantation desdites caméras réalisé par la société AV PROTEC tel que joint en annexe;

Considérant qu'en vertu de la loi du 21 mars 2007 réglementant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu ouvert est prise par le responsable de traitement après avis positif du conseil communal de la commune où se situe le lieu, lequel se prononce après avoir consulté préalablement le chef de corps de la zone de police où se situe le lieu (article 5);

Considérant l'avis positif du commissaire divisionnaire de la zone de police du Tournaisis daté du 9 février 2017 sur ce schéma d'implantation;

Sur proposition du collège communal;

Par 33 voix pour et 3 voix contre;

#### **DECIDE**

de rendre un avis positif sur l'implantation de 75 caméras de surveillance dans le centre-ville de Tournai, conformément au schéma d'implantation réalisé par la firme AV PROTEC tel que joint en annexe.

|                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>17. Tournai. Fourniture et mise en oeuvre d'un dispositif de vidéosurveillance urbaine et d'une infrastructure wi-fi urbain. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.</b> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Par 33 voix pour et 3 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 25;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 2;

Considérant qu'en séance du 20 décembre 2013, le collège communal a désigné la firme AV PROTEC comme prestataire de services dans le cadre du marché ayant pour objet la réalisation et le suivi d'un

étude relative à l'installation d'un réseau de caméras de surveillance sur le territoire communal, au montant de son offre négociée s'élevant à 6.900,00€ hors TVA (phase 1) et 8.490,00€ hors TVA (phase 2), soit un montant total de 15.390,00€ hors TVA, soit 18.621,90€ TVA comprise, offre régulière jugée la plus intéressante;

Considérant qu'en séance du 11 juillet 2014, le collège communal a pris en considération, pour l'étude sur l'installation d'un réseau de vidéosurveillance urbaine, l'emplacement du futur centre de visionnage et du local technique pour les serveurs informatiques, à la zone de police du Tournaisis, rue du Becquerelle 24 à 7500 Tournai dans une éventuelle extension à bâtir au-dessus des garages donnant côté rue du Sondart à Tournai, sous réserve des aspects urbanistiques et du règlement foncier du dossier;

Considérant qu'en séance du 10 octobre 2014, le collège communal a envisagé l'installation du centre de visionnage dans les bâtiments situés au square Bonduelle, entre le self du parc et les Amis de Tournai;

Considérant qu'en séance du 7 novembre 2014, il a autorisé le paiement à AV PROTEC de 2.420,00€ TVA comprise, somme liée à la nouvelle demande d'analyse de ce lieu d'implantation;

Considérant qu'en séance du 16 décembre 2014, le conseil communal a approuvé l'avenant à cet effet;

Considérant que le comité de pilotage s'est réuni le 11 décembre 2014, que la firme AV PROTEC a présenté son étude en matière de vidéosurveillance urbaine clôturant la première phase du marché confié à l'entreprise et qu'à cette date, l'estimation pour la vidéosurveillance s'élevait à 1.268.777,00€;

Considérant qu'en janvier 2015, la deuxième phase du marché a été commandée à AV PROTEC (aide à la maîtrise d'ouvrage pour le marché de travaux concernant l'installation du réseau de caméras);

Considérant que la société AV PROTEC a, par ailleurs, été désignée le 14 août 2015 pour le marché de services relatif à l'analyse de la mise en place d'un réseau mutualisé et évolutif des projets de vidéosurveillance, Wi-Fi et interconnexion de bâtiments dans l'intra-muros;

Considérant qu'en séance du 9 décembre 2016, le collège communal a désigné la firme MULTITEL, rue Pierre et Marie Curie, 2 à 7000 Mons, comme prestataire de services pour le marché ayant pour objet une mission d'accompagnement à la procédure de marché public pour le Wi-Fi urbain : rédaction de la partie technique du cahier des charges, analyse des offres et suivi de l'exécution du marché, au montant de son offre s'élevant à 8.100,00€ hors TVA soit 9.801,00€ TVA comprise;

Considérant que ce dernier marché ayant été prévu au départ dans le contexte d'un Wi-Fi urbain non mutualisé, il a été convenu, dans le cadre de cette mission, de modifier les spécifications techniques du cahier des charges pour l'adapter à une architecture basée sur un réseau mutualisé pour les caméras de vidéoprotection et le Wi-Fi urbain, en étroite collaboration avec la société AV PROTEC responsable de la rédaction des spécifications techniques du réseau de caméras et coordinateur du cahier des charges mutualisé;

Considérant que l'objet du présent marché consiste en la fourniture, l'installation et la mise en fonctionnement :

- d'un réseau mutualisé et d'un dispositif de vidéosurveillance urbaine sur certains sites de la Ville avec garantie et maintenance;
- d'une infrastructure Wi-Fi urbain sur différents sites, intérieurs ou extérieurs, géographiquement dispersés dans la Ville, ainsi que la mise à disposition du service Wi-Fi urbain associé à l'accès à internet (par le biais d'un portail web dédié pour accueillir et authentifier les utilisateurs). Cette nouvelle infrastructure sera installée au profit du pouvoir adjudicateur et sera entièrement gérée, exploitée et maintenue par l'adjudicataire. L'infrastructure Wi-Fi se greffera sur le nouveau réseau en fibre optique mis en place dans le cadre du projet de vidéosurveillance, également objet de ce marché;

Considérant que les travaux relatifs à la vidéosurveillance (estimation de 2014 : 1.268.777,00€) et au Wi-Fi (300.000,00€) sont estimés globalement à 1.600.000,00€ TVA comprise, mais que l'estimation pour la vidéosurveillance n'est donnée qu'à titre indicatif, les prix du matériel, de la main-d'oeuvre et de la maintenance ayant évolué;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2017 à concurrence de 300.000,00€, sous l'article 104/742-53 et 1.500.000,00€ sous l'article 421/744-51;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'appel d'offres ouvert conformément aux articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du collège communal;

Par 33 voix pour et 3 voix contre;

#### **DECIDE :**

**Article 1** : il sera passé un marché ayant pour objet la fourniture et la mise en oeuvre d'un dispositif de vidéosurveillance urbaine et d'une infrastructure Wi-Fi urbain avec accès à internet sur le territoire de la Ville, estimé à 1.600.000,00€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

**Article 2** : ce marché sera passé par appel d'offres ouvert conformément aux articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006.

**Article 3** : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

**Article 4** : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- la situation juridique du soumissionnaire (droit d'accès) : par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion décrits aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;
- la capacité économique et financière du soumissionnaire (sélection qualitative) :
  - \* une déclaration bancaire appropriée établie conformément au modèle figurant à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011. Formulaire joint à l'annexe 1 du présent cahier des charges.
  - \* la preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels.
  - \* une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du marché au cours des trois derniers exercices disponibles pour un montant minimum de 1 million d'euros par an.
- la capacité technique du soumissionnaire (sélection qualitative):

Pour l'appréciation des capacités techniques du soumissionnaire, les références suivantes sont requises :

Pour la partie vidéosurveillance :

- \* la liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années dans la vidéosurveillance urbaine avec leurs montants, dates et destinataires en précisant le nombre de caméras installées et le nombre de caméras maintenues.
- \* une liste d'au minimum 4 références en vidéosurveillance urbaine sur les deux dernières années (2015 et 2016), dont au moins une d'installation et de mise en œuvre d'un système portant sur un montant minimum de 300.000,00€ TVA comprise.



- \* l'installation et la maintenance d'au minimum 50 caméras pour une seule installation et sur les deux dernières années (2015 et 2016), prouvées par une attestation de bonne exécution.
- \* une déclaration précisant le nom des techniciens formés au matériel, équipements et logiciels proposés. Le soumissionnaire doit disposer d'au moins deux techniciens dans la vidéosurveillance.
- \* un justificatif relatif à la certification, par l'éditeur du logiciel d'exploitation, d'au moins un technicien.

Pour la partie Wi-Fi :

- pour la partie dédiée au Wi-Fi urbain,

le candidat doit justifier d'une expérience confirmée dans des projets identiques ou similaires (minimum 3) à celui faisant l'objet du présent marché. A cet effet, le candidat doit joindre obligatoirement un dossier technique comprenant :

\* une liste de minimum 3 références, dont au moins une portant sur un montant minimum de 300.000,00€ TVA comprise, concernant des prestations analogues réalisées au cours des 3 dernières années correspondant à des installations structurellement similaires à celles pour lesquelles le candidat postule, et ce parmi les domaines suivants :

- réseaux de communication sans fil de type Wi-Fi IEEE 802.11a/b/g/n/ac outdoor en version centralisée (installation et configuration des équipements);
- réseaux de communication filaire de type Ethernet IEEE 802.3 avec VLANs (installation et configuration des commutateurs);
- câblage structuré (UTP/FTP Cat6 et liens fibres optiques) ;
- fourniture d'accès internet non résidentiel.

Une justification de leur savoir-faire et expérience dans chacun des domaines suivants:

- installation et configuration de réseaux sans fil Wi-Fi IEEE 802.11a/b/g/n/ac (2,4 et 5 GHz) multi-sites gérés par des systèmes de contrôle centralisé;
- installation et configuration d'une infrastructure d'authentification de type IEEE 802.11i RADIUS/entreprise (WAPA2-entreprise) et de type portail web;
- architecture, installation et configuration de réseaux Ethernet avec segmentation en VLANs;
- installation de câblage structuré (UTP/FTP CAT6 et liens fibres optiques);
- fourniture d'accès internet non résidentiel.

Les ressources humaines et techniques que le candidat se propose de dédier à l'exécution du marché, en particulier :

- Les moyens humains et techniques que le candidat possède dans le domaine de la réalisation de réseaux Wi-Fi outdoor (minimum exigé : 2 ingénieurs WLAN et 1 gestionnaire de projet);
- Les moyens humains et techniques que le candidat possède dans le domaine des installations de câblage structuré (cuivre et fibres optiques) (minimum exigé : 5 techniciens et 1 gestionnaire de projet);
- Les moyens humains et techniques que le candidat possède dans le domaine de la réalisation de réseaux Ethernet avec VLANs (minimum exigé : 2 ingénieurs LAN et 1 gestionnaire de projet);
- Les moyens humains et techniques que le candidat possède dans le domaine de la fourniture d'accès internet non résidentiel (minimum exigé : 2 ingénieurs réseau et 1 gestionnaire de projet);
- Les certifications, partenariat et/ou accords particuliers qu'il possède vis à vis de certains matériels et/ou constructeurs de matériel qui pourraient apporter un avantage technologique, financier ou autre à la réalisation de ce marché (minimum exigé : certifications dédiées au constructeur du matériel fourni).

**Article 5** : les critères d'attribution consisteront pour ce marché en :

Chacune des offres se verra attribuée une cote sur 100 sur base de la répartition suivante :

- 70 points pour la partie vidéosurveillance et réseau mutualisé dont :

. 35 points pour le prix

. 35 points pour les qualités et performances techniques de la solution et des prestations

- 30 points pour la partie Wi-Fi dont :

. 15 points pour le prix

. 15 points pour les qualités et performances techniques de la solution et des prestations.

S'agissant du prix : la règle applicable pour donner une pondération aux différents montants remis par les soumissionnaires est la suivante : pondération du critère prix x (montant de l'offre la moins-disante)/(montant de l'offre).

Pour le Wi-Fi : le prix considéré pour la comparaison est le prix total de l'offre avec un niveau de SLA[v1] commun à l'ensemble des sites et services.

Il sera tenu compte pour ce critère des prix initiaux de mise en service et de la somme des coûts récurrents mensuels sur la durée totale du marché comme spécifié dans l'inventaire annexé à l'offre, en tenant compte des options obligatoires.

S'agissant de la qualité : les qualités et performances techniques de la solution et des prestations seront évaluées sur base des éléments suivants :

\* pour la partie vidéosurveillance et réseau :

- équipements d'acquisition et la performance de visualisation : 12,25 points

- spécifications techniques de la centrale et de l'architecture informatique et d'exploitation : 10,85 points

- équipements et architecture de la transmission 10,5 points

- mise en œuvre du génie civil et le respect de l'environnement : 1,4 point

Le pouvoir adjudicateur prendra comme base pour sa notation les cadres de réponses intitulés : annexes D5.01, D5.02 et D6.01, D6.02, D6.03.

Pour la partie Wi-Fi :

- performances de la liaison internet et évolutivité du système en termes de capacité et de services (amélioration des performances à coût égal) : 4 points

- infrastructure Wi-Fi et fonctionnalités supportées par le matériel réseau, y compris encombrement, esthétique et protection contre le vol : 4 points

- portail d'accueil et d'authentification (qualités techniques, graphiques et ergonomiques) : 4 points

- rapidité d'intervention en cas de problème technique (délai maximum de prise en charge et délai maximum de réparation) et niveau de pénalités proposé pour non-respect du SLA : 3 points.

Le pouvoir adjudicateur prendra comme base pour sa notation :

- en particulier les cadres de réponses intitulés annexes D5.01, D5.02 et D6.01, D6.02, D6.03 et, également, l'ensemble des informations fournies dans son offre et ses annexes en réponse aux clauses techniques dédiées à la partie vidéo et wi-fi urbain.

**Article 6** : les crédits nécessaires pour ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2017 à concurrence de 300.000,00€, sous l'article 104/742-53 et 1.500.000,00€ sous l'article 421/744-51.

**Article 7** : de transmettre la présente délibération au ministère subsidiant.

**18. École communale Paris. Direction. Remplacement temporaire. Profil de fonction et appel à candidatures. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Considérant le décret du 2 février 2007 de la Communauté française qui fixe le statut des directeurs et impose aux pouvoirs organisateurs de lancer un appel à candidatures pour tout remplacement de direction dépassant les 15 semaines;

Considérant que cet appel ne peut être lancé qu'après avoir consulté la commission paritaire locale sur le profil de fonction;

Considérant que le directeur de l'école fondamentale Paris est en arrêt de maladie depuis le 7 novembre 2016 et qu'il a remis un certificat médical couvrant la période allant jusqu'au 31 mars 2017;

Considérant qu'il y a lieu d'entamer la procédure de désignation temporaire dans la fonction de promotion de direction pour un remplacement de plus de 15 semaines et qu'il convient, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer un appel à candidatures;

Considérant que le collège communal a pris connaissance de cette procédure en séance du 27 janvier 2017;

Considérant que la commission paritaire locale a approuvé le profil de fonction qui lui a été présenté le 13 février 2017;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité,

#### **DÉCIDE :**

- 1. d'approuver le profil de fonction de directeur de l'école communale fondamentale PARIS, rue du Sondart, 12 à 7500 Tournai, comme suit :**

#### Description de la fonction :

- mettre en œuvre les matières et objectifs définis dans la lettre de mission qui lui est remise lors de son entrée en fonction
- garantir la bonne mise en œuvre des projets pédagogiques et éducatifs de son pouvoir organisateur ainsi que le projet d'établissement de son école
- s'agissant d'une école en immersion (langue néerlandaise), veiller tout particulièrement à l'actualisation et à la dynamisation du projet d'établissement
- construire et pérenniser une équipe soudée et solidaire
- favoriser l'aspect relationnel : développer les meilleurs rapports possibles entre les parents et l'école et y sensibiliser tous les acteurs de l'éducation
- concilier l'aspect social et scolaire en inventant de nouvelles manières de mobiliser les parents et les enfants et en développant des partenariats périphériques à l'école
- veiller à la bonne circulation de l'information envers les membres de son équipe pédagogique
- collaborer avec les différents services administratifs de son pouvoir organisateur
- s'acquitter consciencieusement des tâches administratives inhérentes au poste de direction et prévues par les lois, décrets et règlements.

#### Profil

- posséder le sens des responsabilités et du leadership positif vis-à-vis de l'ensemble du personnel affecté au sein de son établissement : avoir la capacité de donner et faire respecter les directives, de négocier et résoudre les conflits
- posséder un grand sens de l'écoute et de la communication; être en mesure de se faire comprendre clairement de son personnel, des élèves et de toute personne avec qui le candidat est en relation professionnelle
- posséder les compétences pédagogiques lui rendant accessible l'analyse du travail effectué par le personnel enseignant placé sous sa responsabilité, de donner les conseils et directives éventuels qui vont améliorer les pratiques de ce personnel et de donner de la cohérence et de la cohésion à l'équipe pédagogique
- posséder le sens de l'organisation, la maîtrise des missions administratives qui lui sont dévolues par la Fédération Wallonie-Bruxelles et le pouvoir organisateur
- être disponible, flexible et visible dans ses trois implantations
- avoir une bonne connaissance du fonctionnement d'une administration communale
- avoir des notions en informatique (traitement de texte, messagerie interne...).

Il serait souhaitable que le (la) candidat(e) soit en possession du permis B et dispose d'un véhicule;

**2. de lancer un appel à candidatures, selon le modèle adopté par la commission paritaire centrale, du 29 mars au 21 avril 2017, par courrier adressé aux directions en place (appel interne) avec accusé de réception signé par tous les membres du personnel nommés à titre définitif, même ceux écartés momentanément de leur établissement :**

Conditions légales d'accès à la fonction

Les conditions visées au cadre 2 de l'appel aux candidat(e)s sont les suivantes :

Palier 1 article 57 du décret du 2 février 2007

1. Avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du pouvoir organisateur dans l'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 (1).
2. Être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestation complète dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné.
3. Exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007.
4. Avoir répondu à cet appel aux candidat(e)s.
5. Avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation.

Le pouvoir organisateur se réserve la possibilité de s'entourer d'experts externes pour obtenir un avis afin de choisir le candidat qui correspond au profil recherché.

(1) Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté doit avoir été acquise au niveau fondamental.

Titres de capacité :

Article 102 du décret du 2 février 2007

Tableau II tel que modifié par le décret du 10 février 2011 et du 13 juillet 2016

| <b>Fonction de promotion</b>                                       | <b>Fonction(s) exercée(s)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <b>Titre(s) de capacité</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Directeur d'école fondamentale (remplacé par D. 13-07-2016)</i> | <i>a) Instituteur maternel, instituteur maternel chargé des cours en immersion linguistique, instituteur primaire, instituteur primaire chargé des cours en immersion linguistique, maître d'éducation physique, maître de seconde langue (allemand), maître de seconde langue (anglais), maître de seconde langue (néerlandais), maître de travaux manuels, maître d'éducation musicale, maître de morale, maître de philosophie et de citoyenneté, maître de religion.</i><br><br><i>b) Maître de psychomotricité</i> | <i>a) Un des titres suivants :<br/>- diplôme d'instituteur maternel,<br/>- diplôme d'instituteur primaire ou AESI (agrégation de l'enseignement secondaire inférieur) pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant pour l'une des fonctions visées à la colonne 2.<br/><br/>b) Diplôme d'instituteur primaire ou diplôme d'instituteur maternel ou AESI (agrégation de l'enseignement secondaire inférieur)</i> |

**19. Tournai. Salle de jeux sise Grand-Place, 49/1. Nouvelle convention d'exploitation. Approbation.**

Un certain nombre d'éléments manquent au dossier.

Le Conseil décide de reporter le point.

**20. Tournai. Salle de jeux sise Grand-Place, 49/2. Avenant n°1 à la convention d'exploitation. Approbation.**

Un certain nombre d'éléments manquent au dossier.

Le Conseil décide de reporter le point.

**21. Food Trucks Festival Tour 2017. Convention. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale approuvé par le conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel il a été décidé de structurer la politique événementielle, en fédérant, notamment, certains événements afin de renforcer leur visibilité et élargir le rayonnement de Tournai;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, sur décision du collège communal du 24 juin 2016, l'ASBL Visit Events a organisé un festival de Food Trucks les 23, 24 et 25 septembre 2016 dans le parc de l'hôtel de ville;

Considérant que cet événement a connu un beau succès populaire et qu'il s'est déroulé sans encombre;

Considérant la demande de l'ASBL d'organiser à nouveau un festival de Food Trucks à Tournai;

Considérant la décision du collège communal du 10 février 2017:

- d'autoriser l'ASBL Visit Events à organiser un festival de Food Trucks les 18, 19 et 20 août 2017, dans le parc de l'hôtel de ville, du vendredi 18 août 2017 à 6 heures, au dimanche 20 août 2017 à 0 heure, montage et démontage compris.
- de prendre en charge, à concurrence de 550,00€, les prestations d'un disc-jockey, le vendredi 18 août 2017, de 19 à 23 heures, le samedi 19 août 2017, de 19 à 23 heures, et le dimanche 20 août 2017, de 18 à 20 heures.
- de prévoir un budget de 2.000,00€ pour l'achat de guirlandes lumineuses et pour l'organisation d'animations musicales le samedi 19 août 2017, entre 16 et 19 heures, et le dimanche 20 août 2017, entre 15 et 18 heures;

Considérant que la convention de partenariat proposée par l'ASBL Visit Events a été soumise à l'analyse du service juridique;

Considérant que la convention est le reflet de la négociation intervenue entre l'autorité communale et les organisateurs;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 22/02/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

de marquer son accord sur les termes du projet de convention avec l'ASBL Visit Events relatif à l'organisation d'un festival de Food Trucks les 18, 19 et 20 août 2017, dans le parc de l'hôtel de ville :

### **"CONVENTION VILLE HÔTE WALLONIE FOOD TRUCK FESTIVAL TOUR 2017**

ENTRE :

L'ASBL Visit Events ayant son bureau de représentation au 367 avenue Louise à 1050 Bruxelles;  
ci-après représentée par Denis NOIRET en qualité d'administrateur (représentant);

Ci-après dénommée «**VE**»

D'une part,

ET la Ville de Tournai,

ci-après représentée par ....., dûment autorisé(s) aux fins de la présente convention ;

Ci-après dénommée «**La ville hôte**».

D'autre part,

Lieu de la manifestation : parc de l'hôtel de ville

Ci-après dénommé «**Le site**»

Du vendredi 18 août 2017 au dimanche 20 août 2017

Ci-après dénommées «**Les dates**» (dates du Wallonie Food Truck Festival Tour 2017 dans la Ville)

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

En concertation avec le cabinet du ministre wallon du tourisme (Monsieur René COLLIN) en 2016, VE a élaboré le projet «Wallonie Food Truck Festival Tour».

L'objectif est de créer un événement «Food» qualitatif, évolutif, pérenne et d'envergure internationale en Wallonie.

Le concept du «Tour» permet d'assurer la promotion de l'information.

Le Wallonie Food Truck Festival Tour 2017 ci-après dénommé «**L'événement**».

A LA SUITE DE QUOI, IL EST CONVENU QUE :

#### **1. OBJET**

La présente convention a pour objectif de régler les modalités et les responsabilités des parties quant à l'organisation de l'événement dans la ville hôte les vendredi 18, samedi 19 et dimanche 20 août 2017.

#### **2. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES**

Les caractéristiques générales de l'événement sont les suivantes :

- L'événement est ouvert à tout public et son accès est gratuit;
- Il présente la diversité et la richesse culinaire des food trucks;
- Il est la propriété intellectuelle et matérielle de Belgian Food Truck Association.

L'événement se déroule durant trois jours (montage / démontage inclus). Les horaires sont les suivants :

- Jour 1 (vendredi) : 6heures > 11heures : montage / installation, +/-11heures : ouverture au public, +/-23heures30 : fermeture au public, gardiennage > 23heures > 9heures.
- Jour 2 (samedi) : 6heures > 11heures : ravitaillement, +/-11heures : ouverture au public, +/-23heures30 : fermeture au public, gardiennage > 23heures > 9heures.
- Jour 3 (dimanche) : 6heures > 11heures : ravitaillement, +/-11heures : ouverture au public, +/-20heures00 : fermeture au public, +/-0heure : fin de démontage.

#### **3. DURÉE ET RÉSILIATION**

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature et se termine le dernier jour des dates convenues.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou de plusieurs des obligations contenues dans ces diverses clauses, quinze jours après l'envoi d'une lettre de mise en demeure avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte et demeurée sans effet, sans préjudice de tous dommages et intérêts, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

#### 4. OBLIGATIONS

##### 4.1. Dans le chef de la ville hôte

La ville hôte s'engage à mettre gracieusement le site à la disposition de VE durant toute la durée de l'événement selon l'horaire mentionné à l'article 2 de la présente convention.

Pour l'occasion, le site sera privatisé afin de garantir l'exclusivité de l'espace pour l'événement.

Le site restera, néanmoins, accessible pour le ravitaillement des exposants, la logistique de l'événement et les services de secours.

Le site sera unique, tous les food trucks étant regroupés au sein du même lieu : en aucun cas ils ne pourront être dissociés géographiquement les uns des autres.

La ville hôte s'engage à ce que le site soit disponible et accessible 12h (douze heures) avant la date de début de l'événement afin que VE puisse effectuer les installations techniques et logistiques indispensables.

La ville hôte s'engage à ce qu'aucune action publicitaire marketing ou informative (sous quelque forme que ce soit : affichages, distribution de tracts,...) autre que celles de l'événement et de ses partenaires ne soit autorisée sur le site, ses abords immédiats (au moins 50m), ses entrées et sorties, ses zones techniques... sans le consentement préalable et exclusif de VE.

La ville hôte s'engage à mettre des points d'eau à disposition des food trucks exposants sur le site durant toute la durée de l'événement (les frais de consommation seront à charge de VE) et d'informer VE au moins 10 (dix) jours avant les dates de la position de ceux-ci sur le site.

La ville hôte prend en charge toutes les démarches nécessaires en vue de l'obtention des autorisations administratives, licences et permis requis pour la vente de nourriture et boissons de toutes sortes (pour les food trucks et les bars de l'organisation), les animations et à la réalisation de l'événement, notamment auprès des services de police, des pompiers, de la SABAM, de la rémunération équitable, de la commune, de la région,...

La ville hôte s'engage à n'intervenir d'aucune façon dans le choix et la sélection des food trucks exposants (ni de limiter leurs produits), ainsi que des fournisseurs et partenaires de VE.

La ville hôte s'engage à assurer la propreté du site (avant, pendant et après l'événement) et, si nécessaire, à mettre des poubelles et containers à disposition.

La ville hôte promotionnera l'événement via ses différents canaux (web, réseaux sociaux,...) et assurera le placement des bâches promotionnelles fournies par VE.

##### 4.2. Dans le chef de VE

VE s'engage à assurer la coordination technique et logistique nécessaire à l'événement.

VE s'engage à réaliser l'appel à candidatures et la sélection des food trucks, des fournisseurs et des partenaires.

VE s'engage à assurer les installations techniques nécessaires à l'accueil des food trucks, à savoir : régisseurs, groupes électrogènes / câblages / technique / consommation électrique / ...

VE s'engage à assurer le gardiennage du site pour les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche.

VE fournira une animation musicale de manière globale durant l'événement et de manière spécifique par l'intermédiaire d'un DJ jouant de la musique d'ambiance (Lounge) pour les soirées du vendredi et du samedi.

VE s'engage à fournir à la ville hôte un plan du site indiquant les zones techniques (véhicule frigos, parking exposants, générateur électrique,...) le point info éventuel, les zones commerciales (les food trucks, etc.), les zones partenaires (direct radio,...).

VE promotionnera l'événement via ses différents canaux (web, réseaux sociaux,...).

VE fournira à la ville hôte au moins six bâches promotionnelles du format 3m/1m et une bâche au format 6m/1,5m

VE s'engage à réaliser et gérer le site internet de l'événement. ([www.WallonieFoodTruckFestival.be](http://www.WallonieFoodTruckFestival.be)).

#### 4.3. Option

La ville hôte se réserve la faculté d'organiser une «inauguration officielle» le vendredi.

Tous les frais liés à cette inauguration incomberont à la ville hôte.

Le programme de cette inauguration éventuelle devra préalablement être validé par VE.

La ville hôte se réserve la faculté d'organiser des animations musicales ou artistiques durant l'événement.

Tous les frais liés à ces animations incomberont à la ville hôte.

Le programme de ces animations éventuelles devra préalablement être validé par VE.

### 5. CONDITIONS FINANCIERES

Chacune des parties est responsable financièrement de ses obligations telles que mentionnées à l'article 4 de la présente convention, à savoir : (à titre indicatif et sans que ces listes ne soient exhaustives)

#### **Dans le chef de la ville hôte :**

- Tous les frais liés à la gratuité et la privatisation du site.
- Tous les frais liés à la mise à disposition de points d'eau sur le site (consommations à charge de VE).
- Tous les frais liés aux autorisations administratives, licences et permis requis et nécessaires pour la vente de nourriture et boissons de toutes sortes, et la réalisation de l'événement notamment auprès des services de police, des pompiers, de la ville,... Tous les frais liés à la propreté du site (en ce compris la mise à disposition de poubelles et containers).
- Tous les frais liés à l'inauguration éventuelle.
- Tous les frais liés aux animations éventuelles, en surplus de l'animation musicale fournie par VE.
- Tous les frais de promotion via ses différents canaux.

#### **Dans le chef de VE :**

- Tous les frais liés à la coordination technique et logistique de VE.
- Tous les frais liés aux appels d'offre et la sélection des food trucks, fournisseurs et partenaires; effectués par VE.
- Tous les frais d'installation des groupes électrogènes éventuels (et installation annexe : câblages chapelles,...) réalisés par les partenaires de VE.
- Les consommations d'eau et d'électricité.
- Le gardiennage les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche.
- La promotion via ses différents canaux.
- L'impression de plan et flyers qu'elle souhaiterait développer.
- Les frais de développement et de gestion du site internet de l'événement.

### 6. ASSURANCES

VE déclare disposer d'une assurance RC couvrant tous les événements qu'elle organise.

La ville hôte déclare disposer d'une assurance RC couvrant ses prestations liées à ses obligations, tel que mentionnées à l'article 4 de la présente convention.

### 7. DIVERS



VE et Belgian Food Truck Association conservent l'exclusivité de l'usage de l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle, notamment : le nom commercial, les noms de domaine, le logo, les éléments graphiques et le concept de l'événement.

La présente convention ne pourra être modifiée que moyennant un avenant signé par les parties.

L'éventuelle nullité, qui entacherait, en tout ou en partie, l'une ou l'autre disposition de la présente convention, n'entraînerait pas la nullité de l'ensemble de la disposition partiellement valable ni celle des autres dispositions de la présente convention.

Les parties s'engagent à déployer tous leurs efforts en vue de remplacer la disposition nulle par une disposition valable et conforme qui, eu égard aux limites économiques, juridiques et commerciales, permet d'atteindre les mêmes objectifs que celle qui a été déclarée nulle.

La présente convention constitue l'intégralité des accords entre parties.

Elle prime, dès lors, sur tout accord préalable intervenu entre parties par écrit ou verbalement.

Les annexes à la présente convention en font partie intégrante.

#### 8. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS

La présente convention est soumise au droit belge. Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont compétents pour trancher les éventuels litiges entre les parties, à moins qu'agissant comme demandeur, VE ne préfère porter l'action devant tout autre tribunal compétent.

Il ne sera pas dérogé à cette clause attributive de compétence.

Fait à ....., le ....., en double exemplaire original, chacune des parties reconnaissant avoir le reçu le sien.

Pour la ville hôte

Pour Visit Events ASBL."

|                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>22. Réalisation du "Guide d'architecture moderne et contemporaine à Tournai &amp; Wallonie picarde". Convention de partenariat. Approbation.</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la Fédération Wallonie-Bruxelles œuvre depuis plus de dix ans à la constitution d'une culture architecturale commune aux Wallons et Bruxellois;

Considérant que cette action s'est amplifiée depuis la création en son sein de la cellule architecture en 2007, identifiée aujourd'hui tant en Belgique qu'à l'étranger comme l'administration de référence pour l'architecture actuelle en Wallonie et à Bruxelles;

Considérant que la cellule architecture a lancé une collection de «Guides d'architecture moderne et contemporaine en Wallonie et à Bruxelles», conçus comme outils touristiques de découverte des villes et agglomérations urbaines;

Considérant que cette collection comporte quatre volumes dont le 4ème volume [après Liège (2014), Mons (2015) et Charleroi (2016)], concernera Tournai et l'ensemble de son agglomération urbaine ainsi que des itinéraires d'architecture au départ de la Ville vers le milieu rural;

Considérant que la sortie de cette collection réalisée en partenariat avec les quatre universités belges francophones (ULG, U-Mons, UCL, ULB) est prévue dans le courant de cette année;

Considérant que, pour Tournai, le projet est porté par la faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale, d'urbanisme LOCI de l'université catholique de Louvain-la-Neuve — site de Tournai qui en assure le suivi scientifique;

Considérant que cette publication est destinée au grand public (tout en étant de référence pour le spécialiste) et qu'elle retrace les grands jalons de la modernité architecturale à Tournai et environs;

Considérant que le pilotage de la collection est assuré par la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui finance 50% de chacun des volumes (dont le montant est estimé à 100.000,00€ au regard des publications similaires à l'étranger);

Considérant que, pour couvrir le solde restant (50.000,00€ par guide) et dans la mesure où le contenu de la collection cible le patrimoine architectural et sa valorisation touristique, l'institut du patrimoine wallon et l'office de promotion du tourisme de Wallonie et de Bruxelles ont été sollicités comme partenaires à hauteur de 20.000,00€ chacun;

Considérant que les collectivités locales (communes et provinces), au travers des compétences culturelles et touristiques qu'elles exercent, sont également visées par la recherche de financement complémentaire;

Considérant que c'est à ce titre que la Fédération Wallonie- Bruxelles a sollicité, par courrier du 21 septembre 2016, la participation de la Ville à hauteur de 10.000,00€ et transmis un projet de convention de partenariat;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 et du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### DÉCIDE

d'approuver le projet de convention de partenariat avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, dont les termes suivent :

«Entre d'une part :

la Ville de Tournai, dont le siège est situé rue Saint-Martin, n°52 à 7500 Tournai, représentée par Madame/Monsieur ....., fonction, ci-après dénommée "**Ville de Tournai**",

Et d'autre part :

le ministère de la Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles) - administration générale de l'infrastructure cellule architecture, représenté par Madame Chantal DASSONVILLE, directrice générale adjointe, architecte dont le siège est situé boulevard Léopold II, 44 à 1080 Bruxelles, ci-après dénommé "**Fédération Wallonie-Bruxelles**"

II EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### PRÉAMBULE

Considérant que la Fédération Wallonie-Bruxelles met en œuvre une collection de guides d'architecture moderne et contemporaine traitant des principales villes et agglomérations de Wallonie et de Bruxelles et que le calendrier de publication prévoit la sortie du volume sur Tournai & Wallonie picarde en 2017;

Considérant la volonté de fédérer les acteurs concernés par la promotion de l'architecture (Fédération Wallonie-Bruxelles), du patrimoine (institut du patrimoine wallon) et du tourisme (Wallonie-Bruxelles Tourisme), ainsi que les collectivités locales concernées (provinces, villes et communes des guides traités) pour la production de chacun des volumes;

Considérant que le calendrier de publication prévoit la sortie du volume en 2017 sur Tournai & Wallonie picarde;

#### **Article 1. Objet de la convention**

La Ville de Tournai s'associe à la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de la production du "Guide d'architecture moderne et contemporaine à Tournai & Wallonie Picarde", qui sortira au plus tard en décembre 2017.

#### **Article 2. Montant et liquidation du partenariat**

la Ville de Tournai s'engage à verser la somme de 10.000,00€ (dix mille euros) toutes taxes comprises à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ce montant est destiné à couvrir les frais de production du "Guide d'architecture moderne et contemporaine à Tournai & Wallonie picarde".

Il sera liquidé en une fois, en 2017, et sur présentation de la déclaration de créance établie par la Fédération Wallonie-Bruxelles, à hauteur de 10.000,00€.

Cette somme sera versée sur le compte 091-2111085-06 du Fonds des actions communautaires, boulevard Léopold II, 44, 1080 Bruxelles avec la communication suivante :

AGI – Cellule architecture – Livres – Guide Tournai

#### **Article 3. Communication et publicité**

La Fédération Wallonie-Bruxelles s'engage à associer la Ville de Tournai dans toute la communication liée audit guide (conférences et communiqués de presse, lectures et rencontres etc.).

#### **Article 4. Entrée en vigueur**

La présente convention entre en vigueur le jour de sa signature.

#### **Article 5. Litiges**

La Ville de Tournai se réserve le droit de réclamer tout ou partie de la somme versée à la Fédération Wallonie-Bruxelles, s'il s'avérait que celle-ci n'ait pas réalisé le projet décrit dans la présente convention. La Fédération Wallonie-Bruxelles s'engage à ouvrir l'ensemble de ses livres et pièces comptables et à lui transmettre, à la première demande de la Ville, toute pièce justificative de nature à garantir l'affectation de la somme précitée à l'objet décrit à l'article 1 de la présente convention.

Tout différend concernant la présente convention sera soumis à la compétence exclusive des cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Mons - Division Tournai. Les parties mettront néanmoins tout en œuvre en vue de rechercher une solution amiable à tout litige.

Fait en deux exemplaires à Tournai, le ....».

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>23. Coopération au développement. Aide aux personnes handicapées dans la région de Bethléem. Convention. Approbation.</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville contribue, avec la communauté internationale, à relever les défis de la pauvreté par la coopération au développement en faveur des pays classés par le CAD [comité d'aide au développement de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)] parmi les pays en voie de développement;

Considérant que l'action de coopération internationale de la Ville prend en compte la nécessité d'une cohésion avec les stratégies portées par Wallonie-Bruxelles international (WBI), qui a lancé un appel à projets le 19 mai 2016;

Considérant que l'appui financier de la Ville vise principalement le cofinancement de projets tournés spécifiquement vers l'éducation, la santé et/ou le développement socio-économique ainsi que vers les initiatives de sensibilisation et d'éducation au développement;

Considérant qu'en date du 27 mai 2013, la Ville a lancé un appel à projets et que, dans ce cadre, la limite de son financement est de 15.000,00€ maximum par an pour une durée de 5 ans (durée de la législature), soit un total de maximum 75.000,00€;

Considérant que les dossiers présentant un programme soutenu par des apports provenant d'autres sources et utilisant l'apport de la Ville comme fonds propres sont prioritaires;

Considérant que les représentants de la Ville ainsi que ceux de la commission consultative de solidarité internationale de la Ville ont procédé à l'examen de deux dossiers introduits en temps et en heure;

Considérant qu'une proposition de sélection a été transmise au collège communal qui, en séance du 21 juin 2013, a décidé de retenir le dossier introduit par la plate-forme des acteurs de coopération de la région de Tournai, représentée par l'ASBL Maison internationale de Tournai;

Considérant qu'il s'agit du projet : Palestine – Formation et appropriation des compétences nécessaires en matière de diagnostic des handicaps, orientation et accompagnement (guidance) pour les personnels des ETA partenaires (établissements de travail adapté) et formation professionnelle de suivis sur les trois enjeux précités initiée par les personnes porteuses de handicap engagées dans un parcours d'intégration à partir des ETA partenaires;

Considérant que ce projet met en avant la réinsertion des personnes handicapées souvent victimes de violences liées à l'occupation militaire et qui nécessitent des interventions lourdes, notamment en réadaptation fonctionnelle;

Considérant qu'elle seule étant éligible pour obtenir un subside dans ce cadre précis, la Ville a introduit le dossier le 8 juillet 2016 auprès de WBI dans le cadre de son appel à projets du 19 mai 2016;

Considérant que le dossier a été retenu pour un montant de 89.436,00€, que cette subvention octroyée à la Ville de Tournai par WBI est destinée à cofinancer le projet en Palestine, qu'elle a été notifiée le 15 décembre 2016 et qu'elle a pris cours le 1er novembre 2016 jusqu'au 31 janvier 2019;

Considérant que l'ASBL Maison internationale de Tournai, quai des Salines, 11 à 7500 Tournai, gère, au nom de la plate-forme des ANG de Tournai, les subsides alloués par la Ville;

Considérant qu'une convention relative à l'octroi du subside communal et à l'utilisation de la subvention WBI est la voie la plus sûre et efficace dans cette opération en faveur des personnes handicapées de la région de Bethléem et qu'elle sera conclue avec l'ASBL La Maison internationale, quai des Salines, 11 à 7500 Tournai, agissant au nom de la plate-forme des ONG de la région de Tournai;

Considérant que l'ASBL La Maison internationale ouvrira un compte spécifique dédié à ce projet de coopération et justifiera annuellement les dépenses enregistrés auprès de la Ville selon les modalités définies par la Ville en ce qui concerne le subside communal et par WBI pour sa subvention;  
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE:**

d'approuver les termes du projet de convention avec l'ASBL La Maison internationale, quai des Salines, 11 à 7500 Tournai, agissant au nom de la plate-forme des ONG de la région de Tournai, pour la gestion des deux subsides, communal et wallon (WBI) obtenus dans le cadre du projet en Palestine :

## **CONVENTION**

Entre les soussignés :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par M. Thierry LESPLINGART, Directeur général, et M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, en exécution de la délibération du 27 mars 2017, ci-après dénommée "**la Ville**"

et

L'association sans but lucratif La Maison internationale ASBL dont le siège social est établi à 7500 Tournai, quai des Salines, 11, et pour laquelle interviennent M. Pascal CHEVALIER, Président, et Mme Michèle COEN, Vice-présidente, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés suivant les statuts du 26 octobre 2016, ci-après dénommée "**l'ASBL**".

L'ASBL a été désignée par la plate-forme tournaisienne des associations de coopération internationale ci-après dénommée "la plate-forme" pour la gestion du projet :

"Palestine – Formation et appropriation des compétences nécessaires en matière de diagnostic des handicaps, orientation et accompagnement (guidance) pour les personnels des ETA partenaires (établissement de travail adapté) et formation professionnelle de suivis sur les trois enjeux précités initiée par les personnes porteuses de handicap engagées dans un parcours d'intégration à partir des ETA partenaires".

Le responsable du projet désigné par la plate-forme, M. Jacques VARRASSE, et le représentant de l'ASBL auprès de la plate-forme, M. Jean-Felix DRESSEN, interviennent également à la présente convention.

II EST CONVENU CE QUI SUIT :

### **Article 1. Préambule**

L'engagement de la Ville de Tournai dans la solidarité internationale fait sens, car le pouvoir communal possède tous les atouts pour être un acteur de proximité efficace en matière de coopération au développement.

En effet, la Ville, niveau de pouvoir le plus proche du citoyen, peut rencontrer et accompagner des niveaux de pouvoir et de proximité similaires et se doit d'être vecteur de sensibilisation aux relations Nord/Sud de sa population.

Aujourd'hui, de nombreuses communes belges sont devenues, de fait, des territoires internationaux habités par une multiculturalité dont l'harmonie reste chaque jour à construire.

La Ville de Tournai contribue, avec la communauté internationale, à relever les défis de la pauvreté par la coopération au développement en faveur des pays classés par le CAD (comité d'aide au développement de l'OCDE) parmi les pays en voie de développement.

Son programme est mis en œuvre en tenant compte des résolutions des grands sommets des Nations Unies relatifs au développement durable, aux droits de l'homme, à la population, à la liaison entre l'économie, la santé et le social et au droit des femmes au développement.

L'action de coopération internationale de la Ville de Tournai prend en compte la nécessité d'une cohésion avec les stratégies portées par Wallonie-Bruxelles international et s'inscrit également explicitement dans les objectifs du millénaire pour le développement.

La Ville de Tournai reconnaît l'importance des initiatives au travers desquelles des citoyens se mobilisent et s'associent effectivement dans des actions concrètes de solidarité internationale.

De par le choix de cibles géographiques et sectorielles convergentes, elle vise aussi à encourager les synergies et concertations entre acteurs de la solidarité internationale et notamment les pouvoirs

publics locaux et régionaux ainsi que les ANG (acteurs non gouvernementaux de coopération au développement) situés à Tournai.

L'appui financier de la Ville de Tournai vise principalement le cofinancement de projets de coopération internationale au développement visant spécifiquement l'éducation, la santé et/ou le développement socio-économique ainsi qu'un accompagnement d'initiatives de sensibilisation et d'éducation au développement.

Le règlement et les contenus de l'appel à projets s'inspirent largement des démarches similaires établies par Wallonie-Bruxelles international et traduisent la volonté de s'inscrire dans les stratégies reconnues par elle.

### **L'appel à projet lancé par la Ville de Tournai – subside de 15.000,00€ durant 5 ans**

En date du 27 mai 2013, la Ville de Tournai a lancé un appel à projet liant son appui financier aux cinq années de la mandature au récipiendaire de l'appel à projet.

Cet appui financier de la Ville de Tournai a pour objet le cofinancement de projets de coopération internationale au développement.

La limite du financement de la Ville de Tournai est de 15.000,00€ maximum par an pour une durée de 5 ans (durée de la législature).

Par décisions du 21 juin 2013 et du 14 octobre 2013 annexées à la présente convention, le collège communal et le conseil communal ont décidé de reconnaître le dossier introduit par la plate-forme représentative du Centre national de coopération au développement (CNCD 11 11 11), de l'Association belgo-palestinienne de Wallonie picarde (ABP), des magasins du monde Oxfam, de Solidarité mondiale, de Vie féminine, de Handicaps Liban, d'Exploration observations liaison estimation (EOLE, d'Ait Aissa ASBL, d'Amnesty international, de Solidamundo, de l'ASBL Action Sénégal, de l'ASBL Aide au Tiers Monde, de la Mutualité chrétienne Hainaut Picardie, d'Entraide et fraternité, des Amis Dogons, de Solidarité Afghanistan Tournai, du CIEP-MOC, de Présence et actions culturelles et de la Maison internationale de Tournai.

Il s'agit du projet : Palestine – Formation et appropriation des compétences nécessaires en matière de diagnostic des handicaps, orientation et accompagnement (guidance) pour les personnels des ETA partenaires (établissements de travail adapté) et formation professionnelle de suivis sur les trois enjeux précités initiée par les personnes porteuses de handicap engagées dans un parcours d'intégration à partir des ETA partenaires.

Ce projet met en avant la réinsertion des personnes handicapées souvent victimes de violences liées à l'occupation militaire et qui nécessitent des interventions lourdes notamment en réadaptation fonctionnelle. Il propose la mise en œuvre du renforcement des outils de réinsertion visant l'autonomie et la reconnaissance des handicapés dans la société palestinienne ainsi que le renforcement des capacités des acteurs régionaux et locaux.

La région de Bethléem pourra, dès lors, capitaliser les expériences de gouvernance locale visant l'intégration des publics handicapés et mettra en œuvre les outils d'un développement régional et local intégré partagé par les personnes handicapées.

Le projet promet la participation communautaire coordonnée dans le développement local entre les pouvoirs publics et les partenaires mandatés de la société civile en harmonisant son action avec les acteurs déjà présents sur le terrain : le programme APEFE, la province de Hainaut dans son rôle de pouvoir intermédiaire, l'initiative de la Haute école provinciale de Tournai, la direction du patrimoine wallon, Espace santé (Qualias).

La Ville de Tournai entend y jouer également un rôle pivot via son jumelage avec Bethléem. D'ores et déjà, en lien avec les partenaires de Wallonie picarde et du Hainaut dont elle appuie les initiatives, elle est engagée dans des enjeux tels que l'introduction auprès de l'UNESCO du patrimoine de Bethléem et, singulièrement, de l'église de la Nativité en s'appuyant sur la reconnaissance acquise de la cathédrale de Tournai.

### **Le projet valorisé par Wallonie-Bruxelles international – subside de 89.436,00€**

Afin de pouvoir valoriser le projet, la plate-forme a demandé à la Ville de Tournai, comme outil éligible pour cette démarche, d'introduire le dossier auprès de Wallonie-Bruxelles international dans le cadre de son appel à projet adressé le 19 mai 2016.

Cet appel de Wallonie-Bruxelles international concerne le programme de cofinancement de projets de coopération décentralisée présentés par des pouvoirs subordonnés de la Région wallonne, des organisations wallonnes représentatives des travailleurs ou des agriculteurs, des mutualités de Wallonie-Bruxelles ainsi que des Hautes écoles et Ecoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française.

La Ville de Tournai a introduit le dossier en date du 8 juillet 2016.

Le dossier a été retenu pour un montant de 89.436,00€. Cette subvention octroyée à la Ville de Tournai par Wallonie-Bruxelles international est destinée à cofinancer le projet en Palestine et a été notifiée le 15 décembre 2016. Elle prend effet du 1er novembre 2016 au 31 janvier 2019.

Ladite subvention fait l'objet de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2016 annexé à la présente.

### **La gestion du dossier**

Comme exposé ci-avant, le projet est porté par la plate-forme tournaïsiennne des associations de coopération internationale.

Ladite plate-forme regroupe plusieurs associations parmi lesquelles figure l'ASBL Maison internationale. La plate-forme ne possédant pas la personnalité juridique, nécessaire à l'accomplissement d'une série d'actes, a désigné ladite ASBL en qualité de gestionnaire du projet «Palestine» notamment à l'égard de la Ville de Tournai.

Par convention du 10 décembre 2013, un projet de partenariat a été défini à cet effet entre l'ASBL Maison internationale de Tournai et la plate-forme des ONG de Tournai. Ladite convention est annexée à la présente convention.

### **Article 2. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet d'acter l'intervention de l'ASBL Maison Internationale en qualité de gestionnaire du projet Palestine (pièce n° 1) subsidié par la Ville de Tournai conformément aux décisions du collège et conseil communal figurant en pièces n° 2 et n° 3 annexées à la présente et par Wallonie-Bruxelles international conformément à l'arrêté ministériel figurant en pièce n°4 annexée à de la présente convention.

L'ASBL s'engage, en cette qualité, à assumer l'entièreté des engagements afférents à la gestion de projet Palestine. L'ASBL assumera, notamment, l'entière responsabilité de l'usage et la justification des subsides destinés à cofinancer le projet précité.

L'ASBL répondra de tout dommage qui résulterait de manquements dans l'usage et la justification desdits subsides.

S'agissant du subside communal, la Ville intervient en qualité de pouvoir subsidiant.

S'agissant du subside régional, la Ville intervient en qualité d'intermédiaire officiel porteur du projet devant Wallonie-Bruxelles international. De ce fait, l'ASBL s'engage à l'égard de la Ville à réparer intégralement tout dommage causé à cette dernière qui résulterait du non-respect des obligations découlant de l'Arrêté ministériel dont référence ci-avant.

### **Article 3. Versement des subsides**

Les parties conviennent que les subsides alloués par la Ville de Tournai dans le cadre de l'appel à projet lancé par elle et par Wallonie-Bruxelles international, via l'intermédiaire de la Ville, seront versés sur le compte n° IBAN : BE20363132309656 – BIC : BBRUBEBB ouvert au nom de l'ASBL Maison internationale.

Le compte précité est un compte spécifique dédié au projet de coopération subventionné.  
La Ville procédera au versement du subside annuel de 15.000,00€ dans le mois de la réception de la déclaration de créance et des justificatifs produits par application de l'article 4.  
La Ville s'engage à procéder au versement des subsides perçus par Wallonie-Bruxelles international destinés au projet dans le mois suivant la réception de ceux-ci.

#### **Article 4. Justifications – Conditions**

L'ASBL justifiera les dépenses enregistrées auprès de la Ville de Tournai selon les modalités suivantes :  
S'agissant du subside communal, l'ASBL introduira annuellement une déclaration de créance et les justificatifs permettant le contrôle de l'utilisation desdits subsides, conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, titre III, chapitre unique - articles L3331-1 à L3331-8 – relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions).

S'agissant du subside de Wallonie-Bruxelles international, l'ASBL se soumettra au calendrier et devoirs signifiés dans l'arrêté ministériel joint à la présente convention.

#### **Article 5. Litige**

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire dont dépend la Ville de Tournai.

Fait à Tournai, le .....,

Pour l'ASBL,

Pour la Ville de Tournai,

Pour la plate-forme,

|                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>24. Programme fédéral de coopération internationale communale 2017-2021. Convention de collaboration avec l'Union des villes et communes de Wallonie. Approbation.</b> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Monsieur le Conseiller communal Didier SMETTE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que Tournai a décidé de participer au programme fédéral de coopération internationale communale 2017-2021 avec la commune de Cové au Bénin;

Considérant qu'en séance du 1er février 2012, la Ville a conclu un accord de partenariat (jumelage) avec la commune de Cové située en République du Bénin et que la participation à ce programme fédéral permettra d'accomplir quelques missions prévues dans le cadre de cet accord;

Considérant qu'en séance du 26 février 2016, le collège communal a manifesté son intérêt auprès de l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW) pour un partenariat avec une commune du Bénin, dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale 2017-2021, étant entendu qu'un partenariat avec la commune de Cové serait le bienvenu en raison du jumelage existant entre les deux villes depuis le 27 septembre 2012;

Considérant que, par mail du 29 février 2016, la directrice du service Europe/International de l'UVCW a signifié que la Ville était reprise dans la prochaine phase de programmation du programme fédéral de coopération internationale communale;

Considérant que l'ensemble de ce programme fédéral a pour objectif principal d'«upgrader» l'organisation et la capacité fonctionnelle des administrations municipales au Bénin dans les domaines de l'état civil et du registre foncier;

Considérant que l'ensemble des coûts liés à cette collaboration avec la commune de Cové seront pris en charge dans le cadre de ce programme fédéral;



Considérant que, par mail du 22 février 2017, la directrice du service Europe/International à l'UVCW, a invité la Ville à signer une convention spécifique de collaboration avec l'UVCW;  
Considérant que cette convention entre l'UVCW et chaque commune belge satisfait au nouveau dispositif légal, un nouvel arrêté royal relatif à la coopération au développement belge prévoyant que seules les dépenses effectuées par une entité belge ayant signé une convention avec un organisme agréé (l'UVCW dans ce cas d'espèce) sont éligibles;  
Considérant que la convention doit être remise à la direction générale-coopération au développement et aide humanitaire (DGD) pour le 31 mars 2017;  
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

d'approuver les termes de la convention spécifique de collaboration avec l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW), dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale (CIC) 2017-2021 :

#### **PROGRAMME FÉDÉRAL DE COOPÉRATION INTERNATIONALE COMMUNALE (PHASE 2017-2021)**

#### **CONVENTION SPÉCIFIQUE DE COLLABORATION AVEC L'UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE**

"Considérant que la ville belge de Tournai a acté sa volonté de participer à la phase 2017-2021 du programme de coopération internationale communale (CIC) en sa délibération du conseil communal du 19 septembre 2016;  
Considérant que l'Union des villes et communes de Wallonie en est le gestionnaire général mandaté pour ce faire par la direction générale-coopération au développement et aide humanitaire (DGD) et, de ce fait, responsable vis-à-vis d'elle au même titre que la commune belge de Tournai et sa commune partenaire;

#### **ENTRE**

D'une part, la ville de Tournai, ici représentée par son collège communal au nom duquel agissent Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction majeure, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, et ci-après dénommée "**la Commune belge**",

#### **ET**

D'autre part, l'Union des villes et communes de Wallonie, ici représentée par sa secrétaire générale, Madame Louise-Marie BATAILLE, et ci-après dénommée "**l'UVCW**".

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### **Article 1. Terminologie**

La terminologie spécifique suivante sera utilisée :

Programme pluriannuel commun (PPA) 2017-2021, aussi dénommé programme : plan stratégique global pour la période 2017-2021, dans le cas présent de renforcement des capacités des institutions locales des pays partenaires, introduit par l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW) et l'association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale - Brulocalis (AVCB) auprès

de la direction générale coopération au développement et aide humanitaire (DGD) et approuvé par celle-ci;

Programme par pays : plan stratégique spécifique à un pays donné pour la période 2017-2021, qui fait partie intégrante du PPA et prévoit un cadre logique unique pour le pays;

Conditions générales de participation : document régissant les relations entre les communes belges et partenaires et l'UVCW, et reprenant l'ensemble des règles et procédures applicables au sein du programme, en ce compris l'éligibilité des dépenses.

## **Article 2. Objet de la présente convention**

Le présent document vise à détailler les obligations conventionnelles entre la commune belge et l'UVCW concernant la mise en œuvre du programme de coopération internationale communale (CIC) géré par celle-ci, en partenariat avec l'AVCB et financé par la DGD. Les activités et dépenses couvertes par la présente convention sont liées au PPA 2017-2021, et plus spécifiquement au programme pour le Bénin.

La théorie du changement (ToC) et le cadre logique pour le pays pour la période 2017-2021 sont les référents pour ce qui concerne l'objectif spécifique, les résultats, les activités principales, les indicateurs objectivement vérifiables (IOV), les hypothèses et sources de vérification.

La ToC se décline au travers de plans opérationnels cohérents, qui fixent de manière très précise, pour chaque partenariat, les activités prévues pour la période considérée ainsi que les budgets nécessaires à cet effet. Chaque partenaire contribue donc à la préparation et, ultérieurement, à la mise en œuvre des plans opérationnels, au rythme et selon les modalités convenus avec l'UVCW. Après approbation, ces plans opérationnels seront considérés comme faisant partie intégrante de la présente convention.

Pour le volet qui concerne le partenariat, toute modification significative des plans opérationnels et/ou du budget qui leur correspond devra en outre faire l'objet d'une demande écrite auprès de l'UVCW, tel que prévu dans les conditions générales de participation. Cette demande ne pourra être considérée comme acceptée que moyennant un accord écrit de l'UVCW.

## **Article 3. Cadre d'intervention**

La commune belge et l'UVCW inscrivent leur intervention dans le respect :

- des lois du 19 mars 2013 et du 16 juin 2016 relatives à la coopération belge au développement;
- des arrêtés royaux du 11 septembre 2016 concernant respectivement la coopération non gouvernementale et le nombre des cadres stratégiques communs de la coopération non gouvernementale et leur couverture géographique ou thématique;
- du PPA 2017-2021, en ce compris sa stratégie générale et son budget tel qu'accepté par la DGD;
- des conditions générales de participation au programme de CIC, des processus établis par l'UVCW et des cahiers des charges des différentes parties prenantes au programme;
- du protocole de collaboration générale signé avec la commune partenaire pour la période 2017-2021;
- de la convention spécifique de partenariat signée avec la commune partenaire pour la période 2017-2021;
- de façon générale, de tout document stratégique ou normatif émis par la coopération belge;
- de façon générale, de toute nouvelle disposition légale ou réglementaire en matière de coopération au développement qui serait adoptée d'ici au 31 décembre 2021.

## **Article 4. Conditions et obligations générales**

La commune belge et l'UVCW poursuivent les mêmes objectifs généraux et spécifiques, tels que décrits dans le programme pluriannuel (PPA) 2017-2021 et s'engagent à mobiliser tous les moyens nécessaires pour une mise en œuvre optimale de ce dernier.

La commune belge participe aux formations organisées par l'UVCW auxquelles elle serait conviée ainsi que, dans toute la mesure du possible, à toutes les réunions de la plate-forme belge. La commune belge s'engage à mener les activités prévues dans les plans opérationnels, conformément aux règles et procédures fixées par l'UVCW et par la DGD, qui lui seront communiquées et à mettre tout en œuvre pour qu'il en soit de même de la part de sa commune partenaire.

Au plus tard lors du démarrage de la phase 2017-2021 du programme, la commune belge détermine précisément et communique à l'UVCW :

- la délibération du conseil communal belge relative à sa participation à la phase 2017-2021 du programme de CIC;
- la délibération du conseil communal de la commune partenaire relative à sa participation à la phase 2017-2021 du programme de CIC;
- la copie du protocole de collaboration générale signée par la commune belge et sa commune partenaire pour la période 2017-2021;
- la copie de la convention spécifique de partenariat signée par la commune belge et sa commune partenaire pour la période 2017-2021 (en ce compris ses annexes obligatoires);
- l'annexe aux conditions générales de participation pour la période 2017-2021 signée par la commune belge et sa commune partenaire;
- la fiche signalétique du partenariat, identifiant les élus et coordinateurs responsables dans chacune des deux communes, ainsi que les experts éventuellement mis à disposition de l'action.

De façon générale, la commune belge informe l'UVCW de toute modification intervenant dans les informations précédemment communiquées. S'il s'agit d'une défection du coordinateur belge ou du mandataire belge, elle en assure le remplacement dans les plus brefs délais et communique à l'UVCW le changement opéré ainsi que les coordonnées complètes de la personne nouvellement désignée.

#### **Article 5. Durée**

La présente convention prend effet le ... (date). Elle prendra fin à la clôture du programme, soit en principe le 31 décembre 2021 (sauf décision contraire du bailleur), après approbation du rapport final par l'UVCW, le réviseur désigné pour le programme et les services compétents de la DGD.

Elle prend, toutefois, fin anticipativement si la commune notifie officiellement à l'UVCW sa décision de se retirer du programme de CIC avant terme (cfr. article 8 infra). En ce cas, la convention prendra fin après approbation du rapport annuel pour l'année en cours par l'UVCW, le réviseur désigné pour le programme et les services compétents de la DGD.

#### **Article 6. Financement et gestion**

L'UVCW effectue les paiements du subsidie sur le compte bancaire de la commune belge. Celle-ci dispose d'une ligne budgétaire spécifique au nom du programme, par laquelle transiteront toutes les dépenses et recettes liées à ce dernier.

Après approbation du premier plan opérationnel, l'UVCW effectue une première avance sur le compte de la commune belge, dès lors qu'elle est en possession des documents et informations visés à l'article 4.d ci-dessus et que la présente convention a été signée par les deux parties.

De façon générale, l'UVCW effectue les paiements au bénéfice de la commune belge avec diligence et dans les meilleurs délais, dès lors qu'elle a elle-même reçu les crédits nécessaires de la part de la DGD et que toutes les exigences de gestion relatives à ce paiement sont rencontrées.

De façon générale, la commune belge fait le nécessaire pour répondre aux demandes de l'UVCW dans les délais impartis, y compris en matière de reporting, et met tout en œuvre pour qu'il en soit de même de la part de sa commune partenaire. Si elle en est empêchée et souhaite bénéficier d'un délai supplémentaire, elle en adresse la demande écrite à l'UVCW au plus tôt et si possible avant l'échéance fixée.

## **Article 7. Rapports et documents**

La commune belge prend connaissance de tous les documents du programme mis à disposition du partenariat par l'UVCW.

La commune belge veille à ce que le partenaire soumette à l'UVCW, dans les délais et selon les modalités fixées, les informations requises, financières et relatives à la mise en œuvre ainsi que copie de toutes les pièces justificatives liées aux dépenses encourues dans le cadre du/des plan(s) opérationnel(s) approuvé(s). Ce rapportage sera effectué selon les modalités communiquées par l'UVCW et de façon concertée entre les deux communes partenaires.

## **Article 8. Résiliation**

La présente convention peut être résiliée par la commune belge, dès lors que celle-ci renonce à sa participation au programme de CIC, moyennant notification écrite signée par ses autorités représentatives. En ce cas, les deux parties conviennent d'un délai pour la finalisation des actions en cours et du budget nécessaire à cet effet. La convention prendra effectivement fin après approbation du rapport annuel pour l'année en cours par l'UVCW, le réviseur désigné pour le programme et les services compétents de la DGD.

La présente convention peut être résiliée par l'UVCW, moyennant notification écrite à la commune belge, dès lors que celle-ci contrevient gravement ou de façon répétitive aux conditions générales de participation ou que de graves dysfonctionnements sont constatés au sein du partenariat, exposant potentiellement l'UVCW à une appréciation négative de la coopération belge.

La présente convention est résiliée de plein droit en cas de cessation ou de retrait du soutien de la DGD. Le cas échéant, l'UVCW proposera une solution négociée à la DGD pour pouvoir honorer les engagements de dépenses au Bénin, comme en Belgique, effectués avant la date de notification de cessation du financement.

## **Article 9. Résolution de litiges et arbitrages**

En cas de divergence de vue des parties sur l'un ou l'autre point lié à la mise en œuvre ou à la gestion du programme ou en cas de conflit résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, une solution à l'amiable sera recherchée. A cet effet, l'UVCW adressera un courriel à la commune belge avec ses demandes et/ou propositions suivi, le cas échéant, si une solution n'a pu être trouvée par ce biais, d'un courrier officiel aux autorités de la commune. Si, toutefois, un accord ne peut être trouvé ainsi, il sera fait appel à l'arbitrage de la DGD.

Chaque partie date et signe ce document en deux exemplaires et reconnaît avoir reçu le sien.

Pour la ville de Tournai,  
L'Echevin délégué à la fonction maïorale,  
Paul-Olivier DELANNOIS

Pour l'UVCW,  
La Secrétaire générale  
Louise-Marie BATAILLE

Le Directeur général,  
Thierry LESPLINGART

La chef du service Europe/international  
Isabelle COMPAGNIE

Fait à Tournai, le ... (date)".

**25. Programme fédéral de coopération internationale communale 2017-2021. Convention de partenariat avec la commune de Cové. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que Tournai a décidé de participer au programme fédéral de coopération internationale communale 2017-2021 avec la commune de Cové au Bénin;

Considérant que le 27 septembre 2012, la ville de Tournai a conclu un accord de partenariat (jumelage) avec la commune de Cové située en république du Bénin et que la participation à ce programme fédéral permettra d'accomplir certaines missions prévues dans le cadre de cet accord;

Considérant qu'en séance du 26 février 2016, le collège communal a manifesté son intérêt auprès de l'union des villes et communes de Wallonie (UVCW) pour un partenariat avec une commune du Bénin, dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale 2017-2021, étant entendu qu'un partenariat avec la commune de Cové serait le bienvenu en raison du jumelage existant entre les deux villes depuis le 27 septembre 2012;

Considérant que, par mail du 29 février 2016, la directrice du service Europe/International de l'UVCW a signifié que la Ville était reprise dans la prochaine phase de programmation du programme fédéral de coopération internationale communale;

Considérant que l'ensemble de ce programme fédéral a pour objectif principal d'«upgrader» l'organisation et la capacité fonctionnelle des administrations municipales au Bénin dans les domaines de l'état civil et du registre foncier;

Considérant que l'ensemble des coûts liés à cette collaboration avec la commune de Cové seront pris en charge dans le cadre de ce programme fédéral;

Considérant que, par mail du 22 février 2017, la directrice du service Europe/International à l'UVCW a invité la Ville à signer une convention spécifique avec sa commune partenaire;

Considérant qu'après le protocole de collaboration générale que la ville de Tournai et la commune de Cové ont déjà signé, cette convention spécifique décrit précisément les droits et obligations des communes dans le cas précis du programme de coopération internationale communale 2017-2021;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

d'approuver les termes de la convention spécifique de partenariat avec la commune de Cové (Bénin) dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale (CIC) 2017-2021 :

**PROGRAMME FEDERAL DE COOPERATION INTERNATIONALE COMMUNALE**

**CONVENTION SPECIFIQUE DE PARTENARIAT - PHASE 2017-2021 - ENTRE LA VILLE DE TOURNAI ET LA COMMUNE DE COVÉ**

Considérant que la ville de Tournai (Belgique) et la commune de Cové (Bénin) ont acté leur volonté de coopérer activement en leurs délibérations du conseil communal datées, respectivement, du 19 septembre 2016 (Tournai) et du 25 août 2016 (Cové), qui font partie intégrante de la présente convention;

Considérant le protocole de collaboration 2017-2021 qui les lie depuis le 20 septembre 2016 et qui fait partie de la présente convention;

Considérant leur décision de participer à la phase 2017-2021 du programme fédéral belge de coopération internationale communale (CIC) dans le respect du cadre fixé par ce dernier;

## **ENTRE**

D'une part, la ville de Tournai, ici représentée par son collège communal, au nom duquel agissent Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général,

## **ET**

D'autre part, la commune de Cové, ici représentée par Monsieur Ferdinand HOUESSO, Président du conseil communal.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

### **Article 1. Terminologie**

La terminologie spécifique suivante sera utilisée :

Programme pluriannuel commun (PPA) 2017-2021, aussi dénommé programme : plan stratégique global pour la période 2017-2021, dans le cas présent de renforcement des capacités des institutions locales des pays partenaires, introduit par l'union des villes et communes de Wallonie (UVCW) et l'association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale - Brulocalis (AVCB) auprès de la direction générale coopération au développement et aide humanitaire (DGD) et approuvé par celle-ci;

Programme par pays : plan stratégique spécifique à un pays donné pour la période 2017-2021, qui fait partie intégrante du PPA et prévoit un cadre logique unique pour le pays;

Conditions générales de participation : document régissant les relations entre les communes belges et partenaires et l'UVCW/AVCB, et reprenant l'ensemble des règles et procédures applicables au sein du programme, en ce compris l'éligibilité des dépenses.

### **Article 2. Objet de la présente convention**

Le présent document vise à détailler les obligations contractuelles entre Tournai et Cové concernant la mise en œuvre du programme de coopération internationale communale (CIC), cofinancé par la DGD et géré par l'UVCW, en partenariat avec l'AVCB. Les activités et dépenses couvertes par la présente convention sont liées au PPA 2017-2021, et plus spécifiquement au programme pour le Bénin.

La théorie du changement (ToC) et le cadre logique pour le pays pour la période 2017-2021 sont le référent pour ce qui concerne l'objectif spécifique, les résultats, les activités principales, les indicateurs objectivement vérifiables (IOV), les hypothèses et sources de vérification.

La ToC se décline au travers de plans opérationnels cohérents, qui fixent de manière très précise, pour chaque partenariat, les activités prévues pour la période considérée ainsi que les budgets nécessaires à cet effet. Chaque partenaire contribue donc à la préparation des plans opérationnels au rythme et selon les modalités convenus avec l'UVCW/AVCB et, ultérieurement, à leur mise en œuvre. Après approbation, ces plans opérationnels seront considérés comme faisant partie intégrante de la présente convention.

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

Pour le volet qui concerne le partenariat, toute modification significative des plans opérationnels et/ou du budget qui leur correspond devra en outre faire l'objet d'une demande écrite auprès de l'UVCW/AVCB, tel que prévu dans les conditions générales de participation. Cette demande, qui aura fait l'objet d'une concertation entre les communes partenaires, sera soumise à l'UVCW/AVCB par l'une d'entre elles, avec copie au partenaire. L'accord écrit de l'UVCW/AVCB fera office d'avenant à la présente convention.

### **Article 3. Cadre d'intervention**

Les communes partenaires et belges inscrivent leur intervention dans le respect :

- des lois du 19 mars 2013 et du 16 juin 2016 relatives à la coopération belge au développement;
- des arrêtés royaux du 11 septembre 2016 concernant respectivement la coopération non gouvernementale et le nombre des cadres stratégiques communs de la coopération non gouvernementale et leur couverture géographique ou thématique;
- du PPA 2017-2021, en ce compris sa stratégie générale et son budget tel qu'accepté par la DGD;
- des conditions générales de participation au programme de CIC, des processus établis par l'UVCW/AVCB et des cahiers des charges des différentes parties prenantes au programme;
- du protocole de collaboration générale signé avec sa commune partenaire pour la période 2017-2021;
- de la convention signée entre la commune belge et l'UVCW/AVCB pour la période 2017-2021;
- de façon générale, de tout document stratégique ou normatif émis par la coopération belge;
- de façon générale, de toute nouvelle disposition légale ou réglementaire en matière de coopération au développement qui serait adoptée d'ici au 31 décembre 2021.

#### **Article 4. Conditions et obligations générales**

La ville de Tournai et la commune de Cové s'engagent à mener les activités prévues dans les plans opérationnels conformément aux règles et procédures fixées par l'UVCW/AVCB et par la DGD, qui leur seront communiquées.

Au plus tard lors du démarrage de la phase 2017-2021 du programme, les deux communes partenaires déterminent précisément :

- les rôles et responsabilités de chacun, dans le respect des cahiers des charges de base établis pour les différentes parties prenantes du programme,
- les ressources humaines auxquelles elles auront recours,
- le processus de concertation entre elles.

Au plus tard lors du démarrage de la phase 2017-2021 du programme, un comité de pilotage est mis en place dans la commune belge et dans la commune partenaire, composé au moins du coordinateur, du mandataire local en charge du programme, d'un agent des services techniques concernés, d'un responsable de l'administration (secrétaire/directeur général, chef de service, etc.) et d'un représentant de la société civile.

Ses principales responsabilités consistent à déterminer les grandes orientations stratégiques et budgétaires, à décider des éventuelles réorientations majeures qui devraient être opérées, ainsi qu'à assurer une supervision des opérations (y compris les processus de passation des marchés publics chaque fois que le calendrier le permet) et à valider les rapports avant soumission au conseil communal et/ou à l'UVCW/AVCB.

Il se réunit régulièrement aux moments-clés du calendrier de mise en œuvre et se consulte avec le comité de pilotage de la commune partenaire pour une réelle articulation cohérente entre les travaux des deux comités, à trois niveaux :

- choix des dates de réunion,
- contribution mutuelle à la définition des ordres du jour,
- information mutuelle des conclusions (couchées sous forme de compte-rendu) des rencontres.

Les procès-verbaux des réunions du comité de pilotage sont également mis à disposition du conseil communal, du partenaire, de l'UVCW/AVCB et plus généralement de tous les intéressés. Sa composition et ses attributions précises figurent en annexe II.

#### **Article 5. Durée**

La présente convention prend effet le ... (date). Elle prendra fin à la clôture du programme, soit en principe le 31 décembre 2021 (sauf décision contraire du bailleur), après approbation du rapport final par l'UVCW/AVCB, le réviseur désigné pour le programme et les services compétents de la DGD.

Chaque partie peut y mettre fin par l'envoi d'une notification officielle, conformément à l'article 10 de la présente convention.

#### **Article 6. Financement et gestion**

Le partenaire rend compte à l'UVCW/AVCB de la gestion administrative et financière globale des plans opérationnels pour les volets qui le concernent, et en assume la responsabilité par rapport aux associations.

L'UVCW/AVCB effectue les paiements du subside sur le compte de la ville belge de Tournai, qui prend ensuite les engagements financiers suivants par rapport à son partenaire : mode de versement à fixer avec le partenaire béninois. Ce compte est géré par le directeur financier de la ville de Tournai, M. Eddy MOULIN.

Elle n'honorera, toutefois, ces engagements que dans le cas où elle obtient l'accord de financement par l'UVCW/AVCB. Si tel est le cas, la commune belge informe immédiatement son partenaire de cet accord. Également, dès lors que toutes les conditions, sur lesquelles les deux communes se sont accordées en matière de libération des fonds vers la commune partenaire, sont remplies, la commune belge exécute les paiements avec la plus grande diligence.

Dans toute la mesure offerte par les législations nationales, la commune partenaire ouvrira une ligne budgétaire spécifique au nom du programme, par laquelle transiteront toutes les dépenses et recettes liées à ce dernier.

De même, si elle est amenée à devoir ouvrir un compte bancaire spécifique au nom du programme, toutes les dépenses et recettes liées au programme transiteront par celui-ci. Dans tous les cas de figure, dans le respect des législations nationales en la matière, les dépenses et recettes liées au programme seront soumises aux mêmes règles et procédures que l'ensemble des recettes et dépenses de la commune et au droit de regard du conseil communal.

Le compte, sur lequel les paiements relatifs au programme sont effectués, est ouvert dans la commune partenaire au nom de "Ville de Tournai" et géré par le directeur financier de la ville de Tournai, M. Eddy MOULIN.

Les deux communes s'engagent à respecter l'ensemble des règles et procédures d'application au sein du programme, en ce compris les dispositions administratives et financières et les règles d'éligibilité des dépenses telles que stipulées dans les conditions générales de participation, qui font partie intégrante de la présente convention.

La commune de Cové tiendra à jour et laissera disponible en permanence pour consultation par la ville de Tournai, l'UVCW/AVCB et la DGD, un inventaire des équipements et matériel acquis dans le cadre du programme, en ce compris une indication sur leur localisation.

La commune de Cové en assumera la responsabilité, notamment en termes de sécurisation et d'entretien. Si ces équipements et matériel ne devaient pas être gérés en bon père de famille, la ville de Tournai et/ou l'UVCW/AVCB et/ou la DGD se réservent le droit d'en demander la restitution ou le remboursement d'un montant équivalent à la commune de Cové.

Tous les biens et équipements achetés dans le cadre du programme à destination de la commune de Cové seront propriété du programme dans un premier temps. Ils deviendront pleine propriété de la commune de Cové à la clôture du programme (cfr. article 5).

#### **Article 7. Rapports et documents**

Les communes partenaires prennent connaissance de tous les documents du programme mis à disposition du partenariat par l'UVCW/AVCB.

La ville de Tournai convient avec la commune de Cové de la façon dont elles s'organisent entre elles pour l'échange et la mise à disposition d'informations (y compris financières), sur base des consignes données par l'UVCW/AVCB.



Le partenaire soumettra à l'UVCW/AVCB, dans les délais et selon les modalités fixés, les informations requises, financières et relatives à la mise en œuvre, ainsi que copie de toutes les pièces justificatives liées aux dépenses encourues dans le cadre du/des plan(s) opérationnel(s) approuvé(s). Ce rapportage sera effectué selon les modalités communiquées par l'UVCW/AVCB, et de façon concertée entre les deux communes partenaires.

Les documents administratifs, techniques et financiers liés au programme, en ce compris les pièces comptables originales des deux communes partenaires, seront tenus à la disposition de l'UVCW/AVCB et de la DGD pendant une durée de quatre ans après la date de clôture du programme. Ces documents doivent pouvoir être transmis sur demande de l'UVCW/AVCB ou de la DGD.

#### **Article 8. Evaluation externe et audit**

Une évaluation ou un audit peuvent être menés à tout moment du cycle du programme et jusqu'à cinq ans après la clôture de ce dernier. Ils sont menés par la DGD, par l'UVCW/AVCB ou par un tiers indépendant mandaté par ces derniers. Il sera du devoir des deux communes partenaires de participer à cette évaluation/audit et de rendre disponibles tous les documents et informations nécessaires pour ce travail.

#### **Article 9. Modification de la convention**

La présente convention et ses annexes peuvent être modifiées sous réserve de l'accord des deux parties et de l'UVCW/AVCB. Les modifications feront alors l'objet d'un avenant annexé à la convention initiale. Tout avenant à la présente convention requiert une trace écrite et signée prouvant l'accord mutuel des deux parties.

#### **Article 10. Résiliation**

Le préavis d'interruption de la convention est de six mois à dater de la réception de la notification écrite signée par les autorités de la commune qui souhaite y mettre un terme. Les deux parties s'engagent à assurer jusqu'à ce terme la conduite des actions en cours dans la limite de leurs responsabilités et obligations.

La présente convention devient immédiatement obsolète en cas de cessation ou de retrait du soutien de la DGD. Le cas échéant, une solution négociée sera proposée à la DGD pour pouvoir honorer les engagements de dépenses au Bénin comme en Belgique, effectuées avant la date de notification de cessation du financement.

En particulier, la cessation du soutien de la DGD sera exigée par l'UVCW/AVCB en cas de fraude ou tentative de fraude, de participation active ou passive à des faits de corruption et/ou de dysfonctionnements graves dans la relation partenariale.

#### **Article 11. Résolution de litiges et arbitrages**

En cas de divergence de vue des deux communes partenaires sur l'un ou l'autre point lié à la mise en œuvre ou à la gestion du programme ou en cas de conflit résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, une solution à l'amiable sera recherchée à travers l'UVCW/AVCB.

Si, toutefois, un accord ne peut être trouvé ainsi, il sera fait appel à l'arbitrage de la DGD.

Chaque partenaire date et signe ce document en deux exemplaires et reconnaît avoir reçu le sien.

Pour la ville de Tournai,  
L'Echevin délégué à la fonction maïorale,  
communal,  
Paul-Olivier DELANNOIS

Pour la Commune de Cové,  
Le Président du conseil  
Ferdinand HOUESSOU

Le Directeur général,  
Thierry LESPLINGART " .

**26. Création d'un nouvel espace public dit "de l'îlot Madame", entre les rues Cherequefosse et Madame, l'impasse Dewasmes et le quai des Poissonsceaux. Approbation.**

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :  
"Nous nous réjouissons que ce projet progresse. Le nom "d'îlot Madame", nous savons qu'il vient d'une réunion citoyenne. Ce sont des citoyens qui ont donné ce nom."

Le **président** d'assemblée remercie toutes les personnes qui y ont participé.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le programme stratégique transversal approuvé le 27 janvier 2014, qui est l'outil visant à opérationnaliser le programme de politique générale, stipule comme action prioritaire :  
"mettre en oeuvre des micro-zones d'activités urbaines";

Considérant que, dès lors, le projet TECHNICITE, qui a pour objet de renforcer l'accueil des entreprises à Tournai, intègre parfaitement l'objectif fixé dans le cadre de ce programme;

Considérant que le gouvernement wallon a approuvé le périmètre de remembrement urbain (PRU) relatif au quartier Saint-Piat visant à requalifier 10.000m<sup>2</sup> de chancre industriel à l'emplacement de l'ancien site de la TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE (TEI) et de l'ancienne piscine Madame;

Considérant qu'en décembre 2010, l'agence intercommunale de développement (IDETA) a obtenu, dans le cadre du plan Marshall 2.Vert, des crédits visant à prendre en charge une partie des aménagements liés au projet TECHNICITE;

Considérant qu'il a été préconisé de lancer avec l'intercommunale IDETA un marché unique de travaux comprenant plusieurs lots, tels que : hall relais (IDETA), réseau de chaleur (IDETA), piscine Madame/futur roller park (Ville de Tournai), chauffage urbain (ELSA SA), bains-douches et propriétés privées : Croix-Rouge et maison médicale Le Gué;

Considérant que l'objectif est d'assurer la cohérence et la qualité du projet et ce, dans le respect du PRU;

Vu sa décision du 16 décembre 2014, de désigner l'intercommunale IDETA comme organe qui interviendra au nom de la Ville, en qualité de pouvoir adjudicateur de l'ensemble des marchés publics inhérents au projet "TECHNICITE", et de confier à celle-ci une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à titre gratuit pour la mise en oeuvre d'une procédure de revitalisation urbaine liée aux travaux d'aménagement des espaces publics;

Considérant que cette convention a pour objet de déterminer, conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006, les droits et obligations des parties dans le cadre du marché conjoint de travaux dénommé "projet TECHNICITE";

Vu la convention signée en conséquence par les parties le 20 mars 2015;

Vu le lancement de la procédure d'appel d'offres restreint;

Vu la décision du conseil d'administration de l'intercommunale IDETA du 14 avril 2016 d'attribuer le marché à l'entreprise KUMPEN;

Attendu que, pour le périmètre de l'ancienne piscine Madame, il a été convenu d'introduire un dossier de revitalisation urbaine pour les travaux d'aménagement des espaces publics P5 et des voiries adjacentes;

Vu sa décision du 27 juin 2016 de solliciter la reconnaissance d'un périmètre de revitalisation urbaine sur le site de l'ancienne piscine, sur base d'une convention Ville de Tournai/KUMPEN;

Considérant que ce dossier, qui a fait l'objet le 2 septembre 2016 d'un avis favorable de la CRAT (commission régionale de l'aménagement du territoire), est à l'instruction auprès de la Région wallonne;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2015 reconnaissant sur l'ancien site TEI (technique électrique industrielle), propriété de l'IDETA, côté rue Cherequefosse, un périmètre économique selon le décret relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

Vu le Code de l'environnement (décret du 11 mars 1999) en ses chapitres traitant de l'évaluation des incidences sur l'environnement, des permis uniques, des projets mixtes impliquant une modification de la voirie communale avec une suspension des délais d'instruction dans l'attente de l'obtention de l'accord définitif sur la voirie communale;

Vu ses chapitres traitant des permis uniques;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP), notamment en son article 127 traitant des permis de la compétence du fonctionnaire délégué;

Vu le décret sur la performance énergétique des bâtiments (PEB);

Vu le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale et, plus précisément, ses articles traitant des demandes impliquant la modification d'une voirie communale (ici la création);

Vu la demande de permis unique introduite par **IDETA** pour les biens sis rue Cherequefosse, cadastrés n° 276A, 258 F, rue Madame, cadastré n°239N (ancienne piscine Madame), le sous-sol de la parcelle d'angle (angle quai des Poissonsceaux et rue Madame) cadastrée 247R ainsi qu'en bout de l'impasse Dewasmes (fonds de jardin sur lequel l'IDETA bénéficie d'un droit), bien cadastré 253M/pie;

Vu l'objet de ce permis unique, à savoir :

- construction d'un Hub créatif connecté par une coursive couverte à 5 halls-relais (dont un Fab-Lab) surmontés d'un centre d'entreprise (financée par le Fonds européen de développement régional et la Wallonie);
- mise en oeuvre de l'entièreté des abords de l'îlot Madame (espaces publics en coeur d'îlot et aménagements des voiries périphériques);
- construction d'un bâtiment de logements avec des bains-douches communaux, un espace de cohésion sociale et un service de proximité au rez-de-chaussée ainsi que la maison médicale et la démolition de l'ancienne cabine haute tension;
- construction d'un immeuble de logements avec rez-de-chaussée commercial et parking en sous-sol (avec son entrée quai des Poissonsceaux) en extension du parking de l'immeuble résidentiel (projet sur l'ancien bâtiment HUBO), à l'angle de la rue Madame et du quai des Poissonsceaux;

Vu le courrier du SPW du 10 janvier 2017 (courrier conjoint du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué) quant à la complétude de ce dossier, quant aux avis sollicités et sollicitant du collège communal la réalisation d'une enquête publique ainsi que des formalités propres au décret sur les voiries communales, dès lors que les aménagements des espaces de circulation et espaces végétalisés seront repris dans le domaine public communal;

Considérant que ces aménagements publics sont subsidiés, d'une part, pour IDETA dans le cadre du décret sur les infrastructures d'accueil des activités économiques et le plan Marshall 2.Vert et, d'autre part, pour la Ville de Tournai dans le cadre d'une opération de revitalisation urbaine;

Vu l'enquête publique de 30 jours qui s'est déroulée du 27 janvier au 28 février 2017 (application du décret "voirie communale");

Vu le permis de démolir, pour l'ancien site TEI (section H, n°258F), rue Cherequefosse, 21-23 et quai des Poissonsceaux, délivré à IDETA par le fonctionnaire délégué le 16 novembre 2012 (référence : F0313/57081/UCP3/2012/38/251613), la démolition étant réalisée à ce jour;

Vu le permis d'urbanisme délivré le 18 mars 2016 à IDETA par le fonctionnaire délégué pour des aménagements provisoires du Hub créatif (conteneurs provisoires) côté quai des Poissonsceaux, sur l'ex-site TEI (technique électrique industrielle);

Vu le permis de démolir pour la maison sise rue Cherequefosse n°15 (section H, n°276A) délivré le 14 novembre 2016 à IDETA par le fonctionnaire délégué, la démolition étant, elle aussi, réalisée à ce jour;

Vu le permis unique pour la démolition avec désamiantage de l'ancienne piscine Madame, côté rue Madame, délivré le 28 octobre 2016 par la Région wallonne à IDETA, la démolition étant également réalisée à ce jour;

Vu le permis d'urbanisme délivré par le collège communal du 22 mars 2012 (référence urbanisme F03/B/57081/OAP3/2011/6/182465) à la société ORYMMO pour un immeuble résidentiel à l'angle du quai des Poissonsceaux et de la rue Madame, avec un parking en sous-sol (entrée côté rue Madame); Considérant que ce chantier est en cours d'exécution par la société DEVOS, mais qu'il nécessitera un permis modificatif dès lors que la société DEVOS s'est associée à la société KUMPEN pour répondre au marché de travaux dit "projet TECHNICITE" et que l'entrée au parking souterrain commun se fera par le quai des Poissonsceaux et non plus par la rue Madame;

Vu la décision du collège communal du 28 octobre 2016 de nommer le futur espace public "îlot Madame";

Vu l'avis de la zone de secours du 8 février 2017 (référence : Z-02377-08-02-2017) préconisant, entre autres, à titre de mesures communes :

*"Les véhicules de la zone de secours doivent pouvoir atteindre, en un point au moins, une façade donnant accès à chaque niveau.*

*Les véhicules disposeront pour cela d'une possibilité d'accès et d'une aire de stationnement, soit :*

- *sur la chaussée carrossable de la voirie publique;*
- *sur une nouvelle chaussée carrossable présentant les caractéristiques suivantes :*
  1. *largeur libre minimale : 4m et 8m si la voie d'accès est en impasse;*
  2. *rayon de braquage minimal : 11m (courbe intérieure) et 15m (courbe extérieure);*
  3. *hauteur libre minimale : 4m;*
  4. *pente maximale : 6%;*
  5. *capacité portante minimale : telle que des véhicules, dont la charge par essieu est de 13 tonnes maximum, puissent y circuler et y stationner sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain;*
  6. *la distance entre le bord de cette voie et le plan de la façade est comprise entre 4m et 10 m;*
- *les plantations se trouvant aux abords des bâtiments seront entretenues de telle manière à permettre le déploiement de l'auto-échelle;*
- *veiller à ce que les bornes rétractables des rues Cherequefosse, Madame et quai des Poissonsceaux :*
  7. *soient asservies à la détection incendie (idem pour le portail "entrée livraison");*
  8. *que les boîtiers de commande permettant de les abaisser soient disponibles pour les utilisateurs des différents bâtiments (appel pour ambulance, police, etc.);*

Vu l'avis de l'intercommunale de gestion de l'environnement IPALLE du 8 février 2017, à savoir :

*"En conclusion, l'avis final remis pour ce dossier est :*

- **favorable avec réserves**, moyennant la prise en compte de nos observations, dont notamment :
  9. *la pose d'un réseau strictement séparatif jusqu'au domaine public;*
  10. *la pose de deux puisards de contrôle sur le domaine public par raccordement;*
  11. *la connexion des eaux pluviales du rejet n°4 à l'aqueduc longeant l'Escaut;*
  12. *nous faire parvenir le dossier technique de la toiture végétale de type "intensif";*
  13. *l'intégration d'un volume de rétention temporaire des eaux pluviales de 178m<sup>3</sup> avec un débit de fuite de 3,5l/s;*
  14. *se prémunir contre les risques liés à la construction en zone d'aléas d'inondations très faibles;*

15. *prévoir un emplacement de 24m<sup>2</sup> en vue de la mise en place de containers enterrés pour le tri sélectif.*";

Vu l'avis des services techniques communaux "voirie", à savoir :

*"Faisant suite à ton courrier relatif à l'objet cité supra, voici quelques considérations :*

- *Solliciter des profils en long et en travers des aménagements aux endroits significatifs du projet pour avis techniques complémentaires.*
- *Dans le cadre de la mise en place de bornes automatiques au droit des accès au site, il est demandé que celles-ci soient compatibles avec le réseau de gestion technique centralisé qui sera mis en place dans le courant 2017 par la Ville de Tournai. Ces bornes seront munies de totems de commande reliés au réseau électrique et téléphonique (ADSL) pour en permettre leurs commandes à distance.*
- *Arbres remarquables : La protection de l'hêtre pourpre, en ce compris le système racinaire, sera assurée en permanence. Aucune agression physique ne sera tolérée. Le stockage des matériaux sera strictement interdit au droit du système racinaire afin d'empêcher la compaction du sol et de maintenir ainsi une aération correcte des racines.*
- *Eclairage : afin de souscrire à la décision du collège communal du 24 février 2017, les sources lumineuses seront exclusivement de type LED et autant que faire se peut agréées par ORES, reprises dans le système "Synergrid" et donc permettant un entretien dans le cadre de l'obligation de service public (OSP). Il est demandé d'introduire en fin de chantier un dossier complet de reprise de cet éclairage posé hors intercommunale de manière à ce que la Ville puisse accepter de prendre en charge la consommation desdits luminaires qui seront choisis en cohérence avec ceux des autres aménagements réalisés à proximité et plus singulièrement ceux des derniers quais.*
- *Egouttage : remarques complémentaires à celles d'IPALLE :*
  - 16. *rue Madame : dans le cas où les raccordements existants n'étaient pas réutilisés, ceux-ci seront démontés et un chapeau sera placé au droit de la conduite principale afin d'obturer l'ouverture et d'assurer l'étanchéité parfaite de cette conduite. Dans le cas de nouveaux raccordements, les ouvertures pratiquées le seront proprement (scie cloche), des pièces spéciales seront utilisées. L'ensemble des travaux d'égouttage sera contrôlé par IPALLE;*
  - 17. *rue Cherequefosse : réaliser deux chambres de visite, chacune de part en part du plateau ralentisseur. Elles auront une dimension intérieure de 1m sur 1m et seront fonction des dimensions de la section du réseau principal. Ces deux chambres de visite seront espacées l'une de l'autre de 30m minimum et de 50m maximum. Elles seront munies de trappillons en fonte d'une résistance de 40t. Des barreaux ou échelles seront disposés pour rendre accessible la cunette du réseau d'égouttage. Des avaloirs répondant aux dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite seront mis en place en amont du plateau. L'ensemble des raccordements particuliers et d'avaloirs situé dans la zone aménagée sera remplacé. Aucun raccordement pénétrant dans la conduite principale ne sera autorisé. Les raccordements abandonnés seront démontés et les ouvertures refermées par une maçonnerie sur la largeur totale de la conduite.*
- *Afin de pouvoir ultérieurement installer un système de vidéosurveillance sur le site, des gaines et des chambres de tirage seront disposées sur le site afin de permettre le soufflage ultérieur de fibre optique ainsi que le raccordement électrique des caméras. La future position des caméras sera déterminée par l'auteur de projet désigné par la Ville de Tournai dans le cadre du dossier de vidéosurveillance. [interlocuteur Ville de Tournai : Valérie PAELMAN (069/84.41.43)].*
- *La borne maraîchère, qui sera établie sur site, sera raccordée au réseau basse tension et disposera d'un compteur intégré afin d'effectuer le relevé des consommations.*
- *Solliciter l'avis d'IPALLE."*

Vu l'avis du service mobilité, à savoir :

*" .../...*

*Le projet est constitué de :*

- *la modification et l'extension du parking souterrain des logements sis quai des Poissonsceaux;*
- *la construction :*
  - 18. *d'un hub créatif;*
  - 19. *de 5 halls relais dont un fab-lab;*

- 20. d'un centre d'entreprise;
- 21. d'une maison médicale;
- 22. de 2 immeubles à appartements avec rez-de-chaussée commercial et/ou de services;
- 23. de bains-douches communaux;
- 24. d'un espace de cohésion sociale.
- aménagement des abords et d'une portion des rues Madame et Cherequefosse;
- stationnement en interne :
  - 25. 10 places pour le Hub créatif;
  - 26. 1 place PMR pour la maison médicale;
  - 27. 29 places supplémentaires au niveau du parking souterrain.

#### En matière de stationnement

Cette réflexion se base sur la publication réalisée par la Région wallonne "Besoins de stationnement de voitures et projets immobiliers : quelle stratégie?" [1].

Critères à prendre en compte :

- attractivité de la desserte en transport en commun : optimale avec une fréquence de bus de plus de 30 bus/jour/sens;
- accessibilité : optimale;
- niveau de services du quartier : très attractif;
- zone de l'hypercentre;
- centre ancien protégé.

Pour les logements : ratio de 0,9/logement.

Pour les bureaux : ratio de 0,6/100m<sup>2</sup>.

Pour les commerces/services : 1 place /100m<sup>2</sup> (en voirie).

Logements : 11 logements (phase 2) + 21 logements (phase 3) => soit 29 places.

Bureaux : 1.500 m<sup>2</sup> => soit 9 places

Commerces/services : 370 m<sup>2</sup> => 3 à 4 places à répercuter éventuellement en voirie (mutualisation avec le quartier).

Pour ce qui concerne la maison médicale et les bains-douches, ceux-ci étant déjà existants dans le quartier, les besoins de stationnement sont déjà rencontrés.

Pour ce qui est de l'espace de cohésion sociale, celui-ci ne nécessite pas de besoin de stationnement supplémentaire de par sa fonction à drainer un public de quartier.

Les halls relais seront autonomes en termes de stationnement.

Les besoins de stationnement sont rencontrés par le projet.

#### En matière de circulation et d'accessibilité :

1. L'ensemble des aménagements devront respecter les normes d'accessibilité des articles 414 & 415 du CWATUP;

2. La largeur de la rampe d'accès voiture au parking souterrain étant de 4 m, il est donc nécessaire d'installer un système permettant un flux alternatif entre les entrées et les sorties de véhicules.

L'emplacement de cette rampe d'accès semble aboutir à une zone de stationnement dans le cadre des futurs aménagements du quai des Poissonsceaux (élargissement de l'Escaut). Il y a lieu de coordonner les deux aménagements.

#### 3. Rue Cherequefosse

- un plan et des coupes d'exécution devront être fournis afin de valider le principe de zone de dépose minute;
- il y a lieu de vérifier auprès de l'école Saint-Piat si l'accès à leur bâtiment est carrossable, une zone de plantation étant localisée devant celle-ci;
- l'école Saint-Piat a fait l'objet d'une sécurisation "abords école" au moyen de mobilier "Octopus". Ce mobilier devra être démonté, stocké et réinstallé suivant les prescriptions de la commune.

#### 4. Rue Madame

- pas de remarque.

#### En matière de stationnement vélo

Il y a lieu de prévoir du stationnement pour un minimum de 66 vélos en interne du site :

- 36 pour les logements (32 pour les habitants et 4 pour les visiteurs) : à localiser dans les immeubles et sur l'espace public interne en fonction des phases;
- 30 (15 arceaux) pour les bureaux, maison médicale et espace de cohésion sociale. Ce mobilier vélo devra être couvert (auvent) et réparti sur l'espace public interne. Par rapport au plan présenté dans le dossier, il serait souhaitable d'ajouter du stationnement vélo à proximité de la zone maison médicale/bains-douches/espace de cohésion sociale.

Le type de mobilier vélo présenté dans le projet ne répond pas aux préconisations de la commission cycliste et de la cellule mobilité.

Le modèle préconisé est l'arceau en U renversé avec barre horizontale intégrée. Il y aura lieu de respecter ce modèle.

**[1] Il ne s'agit pas d'un document réglementaire, mais il permet d'apporter des éléments méthodologiques communs aux différents projets."**

Vu les formalités d'enquête publique, lesquelles ont donné lieu à :

"- une lettre d'une riveraine du quartier Saint-Piat (sans nom ni adresse);

- une lettre type envoyée par :

- Mme Anne-Marie DESPLANQUES, rue Madame, 9 à 7500 Tournai;
- M. Pierre VANDEN BROECKE, rue Madame, 19 à 7500 Tournai;

dont la synthèse est la suivante :

- Désaccord avec le projet;
- Les bâtiments hauts amèneront une insécurité et diminution de la luminosité \* impression d'étouffement, cité de l'îlot;
- Favoriser de petites maisons pour des familles et enfants avec accès et vue sur le jardin public \* favoriser la sécurité dans cet espace vert;
- Autres propositions de projet en lieu et place d'un bâtiment public afin de redynamiser le quartier et unir les habitants : cour et jardin, potager collectif (banc, nichoir,...);
- Ne pas supprimer des places de parking dans les rue attenantes;
- L'immeuble proposé ne s'intègre pas avec le type architectural et patrimonial du quartier;
- Ne respecte pas les prescriptions du CWATUP (article 395). Le bâtiment n'est pas en harmonie avec les autres bâtiments du quartier (structure, niveaux, matériaux,...);
- Ne respecte pas les prescriptions du CWATUP (article 396). La toiture n'est pas en harmonie avec les toitures des immeubles de la rue;
- L'aménagement en béton imprimé ne semble pas judicieux étant donné le caractère historique des immeubles subsistants \* la réglementation prévoit de poser des pavés traditionnels dans les centres anciens protégés [ne respecte pas les prescriptions du CWATUP (article 398)];
- Dans le cadre du réaménagement des voiries, le macadam devrait être ôté sur toute la longueur de l'impasse Dewasmes et des matériaux traditionnels devront être utilisés (prescriptions des centres anciens);
- Souhaite que suffisamment de places de parking soient prévues dans les rues Madame et Cherequefosse (au moins autant qu'actuellement).";

Considérant que, dans le cadre de la procédure voirie, il appartient au conseil communal de prendre connaissance des résultats de l'enquête publique et de statuer sur la création de la future voirie communale;

Considérant que l'instruction de la demande de permis reprendra avec ses délais de rigueur dès l'accord définitif sur la voirie communale et qu'il appartiendra alors au collège communal de formuler un avis sur la demande avec les conditions qu'il jugera opportun de formuler eu égard, notamment, aux différents avis reçus;

Vu les éléments constitutifs du dossier, conformément à l'article 11 du décret voirie dont la note justificative eu égard aux compétences dévolues à la commune, dont le contenu est repris ci-après :

"1. Eu égard à la sûreté - tranquillité - convivialité et commodités :

Le projet prévoit que l'intérieur d'îlot doit être accessible par 3 entrées :

- une entrée par le **quai des Poissonsceaux**, entrée principale du site, soulignée d'un côté par le futur bâtiment dégageant ainsi une certaine largeur et une vue sur l'arbre remarquable de l'intérieur d'îlot;

- une entrée par la **rue Cherequefosse**, située le long du mur entièrement plein des halls-relais. L'accès pour les camionnettes devant desservir les 5 halls-relais se fait par un accès caché, unique, fermé et utilisé uniquement pour accéder au parking situé à l'intérieur de l'îlot. Cet accès ne fait pas partie du domaine public.
- une entrée située **rue Madame**, accès le plus "nature" à l'intérieur d'îlot via une succession de jardins (vergers, arbustes indigènes, graminées d'ornementation) et des activités intégrées (jeux, détente,...).

Toutes ces voiries intérieures sont des voiries aménagées pour le mode doux et permettent d'accéder par véhicules automoteurs aux immeubles situés en intérieur d'îlot. L'affectation de ces immeubles est essentiellement à vocation publique : espace social, maison médicale, hub créatif, fab lab, commerce, halls-relais,... mais aussi du logement.

Une surlargeur en dalle gazon des piétonniers permet aux véhicules de secours et véhicules autorisés de pénétrer dans le site.

**L'accès par la rue Madame** permet d'atteindre la maison médicale et l'entrée à un centre d'entreprise. La rue Madame sera réaménagée en plateau partagé où le piéton est prioritaire. La surélévation et le changement de revêtement confèrent aux lieux une invitation à limiter la vitesse à 20 km/heure. Une signalisation adaptée sera placée.

**L'accès par la rue Cherequefosse**, de 4 m de large, permet d'entrer vers les 4 halls relais, les logements et le centre social. Cet accès est entravé par 2 bollards rétractables permettant au charroi automobile de pénétrer sur autorisation dans l'îlot (livraisons/déménagement,...). Au-delà des halls-relais, la largeur en pavé béton est volontairement réduite et doublée d'une dalle gazon sur fondation carrossable pour augmenter l'aspect verdoyant du centre de l'îlot.

Le centre social est accessible aussi par la rue Dewasmes. Les revêtements existants de la rue Cherequefosse seront renouvelés au droit des travaux. Des pavés béton dans le périmètre de reconnaissance économique jusqu'aux façades situées de l'autre côté de la rue confèrent à l'espace public le caractère de zone partagée, zone de rencontre limitée à 20km/heure où trottoirs et voirie carrossable sont volontairement fusionnés pour inviter à partager l'espace dominé par les modes doux.

Des supports pour déposer les vélos sont prévus côté rue Cherequefosse.

**L'accès quai des Poissonsceaux** est aménagé comme l'entrée rue Cherequefosse avec 2 bollards et une surlargeur en dalle gazon sur fondation carrossable. Il assure l'accès à un commerce, le hub créatif (centre créatif) et le fab lab (laboratoire de fabrication). Des supports vélo sont prévus également à cette entrée pour y déposer son vélo et continuer à pied vers les immeubles situés en intérieur d'îlot. Ce projet ne devrait donc pas modifier la circulation dans le quartier étant entendu que l'accès à l'îlot est entièrement piétonnier. Seuls les véhicules autorisés pourront y pénétrer. Même les vélos doivent être déposés aux entrées.

Outre les cheminements piétons, l'espace public est agrémenté de plantations : un verger avec des arbres fruitiers divers, des arbres d'alignement d'essences indigènes et, ça et là, des massifs de graminées d'ornementation. Une large aire piétonne (moitié blocs béton continus - bandes de gazon alternées) occupe le centre de l'îlot. Cette disposition réduit la surface imperméable et contribue à l'infiltration des eaux de pluie in situ.

2. Eu égard à la salubrité - propreté :

Les espaces communs sont bien dégagés et, donc, bien lumineux. les affectations des bâtiments aux alentours devraient leur faire connaître un usage régulier; les abords des bâtiments seront donc régulièrement fréquentés, ce qui devrait susciter un respect des lieux et une utilisation harmonieuse et conviviale (aire de repos, aire de jeux, passages fréquents) des espaces de circulation.

L'éclairage public a été pensé pour procurer une lumière variable en fonction des moments de fréquentation : intensif le soir et plus modéré la nuit.

Des poubelles publiques sont prévues en nombre. Des locaux/espaces poubelles sont prévus pour chaque bâtiment assurant l'enlèvement des immondices et déchets triés de l'ensemble de l'îlot.



*La verdurisation du centre de l'îlot devrait influencer les piétons à traverser l'îlot, mais aussi à s'y arrêter (aire de repos).*

*La plantation d'arbres fruitiers invitera le promeneur à manger les fruits et donc à s'appropriier l'espace, donc à le respecter.*

*Proche des bords de l'Escaut et relié aux quartiers centraux récemment rénovés (quartiers Notre-Dame), ce cheminement invite le piéton à traverser l'intérieur d'îlot et, donc, à intégrer harmonieusement ce nouveau cheminement avec l'espace public environnant.*

*L'implantation en biais du centre médical sur le plateau en mode partagé de la voirie invite le piéton à pénétrer en intérieur d'îlot, côté rue Madame.*

*De même, l'aménagement d'un îlot planté le long du trottoir de la rue Cherequefosse invite le promeneur à traverser et à pénétrer dans l'espace central de l'îlot.*

*Les liaisons sont ainsi harmonieusement prévues.*

*Comme dans l'îlot Notre-Dame, les voiries, qui pénètrent au coeur des îlots, sont réduites à n'accueillir que les déplacements de riverains et livraisons spécifiques dûment autorisées (accès au parking privé fermé situé derrière les hall-relais ou avec l'autorisation de baisser les bollards).*

*Toutes les eaux de pluie sont reprises par des avaloirs reliés aux égouts publics. Les espaces verts et dalles gazon contribuent à l'infiltration des eaux de pluie in situ.*

*Le projet assure une couronne de protection autour de l'arbre remarquable, les racines d'un hêtre ne pouvant être ni piétinées ni enfouies sous un surpoids de sol et son tronc ne pouvant être exposé aux rayons directs du soleil.";*

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **PREND CONNAISSANCE**

des réclamations introduites dans l'enquête publique, dont la synthèse est libellée ci-dessus;

#### **DECIDE**

d'approuver la création d'un nouvel espace public dit "de l'îlot Madame" selon le plan de délimitation n°1-04 mis en annexe, en ce compris les modifications aux rues Madame et Cherequefosse.

#### **27. Tournai, rue de Bève. Modification de la voirie communale. Approbation.**

A la demande de Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, Monsieur l'Echevin, Robert DELVIGNE, précise que des discussions doivent encore avoir lieu avec le propriétaire au sujet des modalités de cet échange. Il n'est question, pour l'instant, que d'accepter le principe.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale et, plus précisément, son article 8 aux termes duquel il est précisé que, notamment, toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt peut soumettre par envoi au collège communal une demande de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale;

Vu les dispositions du CWATUP (Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine) dont celles de l'article 127 traitant des dossiers de la compétence du fonctionnaire délégué ainsi que celles de l'article 129 quater traitant des délais d'instruction des demandes de

permis avec création de voirie, lequel est prorogé du délai nécessaire pour l'obtention de l'accord définitif sur la voirie communale;

Vu également les dispositions de l'article 394 dudit code qui prescrit dans le centre ancien protégé, le maintien de la largeur des rues sauf élaboration, notamment, d'un plan d'alignement;

Vu le courrier du service public de Wallonie [direction générale opérationnelle 4 (DGO4) - aménagement du territoire] du 3 décembre 2015, qui a transmis le dossier de demande de permis d'urbanisme pour la modification de la voirie et du plan d'alignement, rue de Bève à Tournai;

Attendu que la présente demande vise la modification de la voirie liée à la modification du plan d'alignement préalablement à la réalisation de la dernière phase du projet, à savoir la construction d'une habitation et, en particulier, d'un immeuble comportant un garage au rez-de-chaussée et trois duplex;

Attendu que la modification de la voirie consiste à reculer le front bâti d'un mètre cinquante (1,50m) sur une longueur de quinze mètres trente-quatre (15,34m), parallèlement à l'actuel plan d'alignement, entre le pignon du numéro 18 et la limite de l'impasse existante, laquelle perdra son caractère public pour être, par la suite, intégrée à la propriété privée;

Attendu que ladite demande implique la procédure préalable liée à l'article 129 quater du CWATUP ainsi que celle prévue par le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Attendu que l'enquête publique a été organisée du 11 mars 2016 au 12 avril 2016, conformément aux dispositions du susdit décret;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête, libellé comme suit :

*"Je soussigné Robert DELVIGNE, Echevin délégué par le collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le 11 mars 2016 (...)*

*Me suis rendu à l'hôtel de ville, lieu indiqué où s'est présenté :*

*M. Charles DEWILDE, rue de Bève, 3 à 7500 Tournai, lequel signale qu'il possède un garage côté rue de Bève et que son accès doit être maintenu.*

*Il signale également que la partie du domaine public que M. BREBION veut intégrer à sa propriété, permet actuellement de faire demi-tour plus facilement et d'avoir une vue sur une ancienne porte d'enceinte.*

*Il tient également à rappeler son futur projet de reconstruire (face au projet de M. BREBION), un immeuble à appartements, en lieu et place des n°3, 5 et 7, rue de Bève.*

*J'ai ensuite annexé au présent procès-verbal, la note de "remarques" de M. Charles DEWILDE.";*

**Vu le rapport de l'auteur de projet du 15 juillet 2015, libellé comme suit :**

**"Présentation des actes et travaux projetés**

- Description des actes et travaux projetés :

*Dossier s'inscrivant dans le projet global décrit en annexe dans la "présentation globale du projet".*

*Dans ce cadre, la présente demande vise la modification du plan d'alignement préalable à la réalisation de la dernière phase du projet, à savoir la construction d'une habitation, et en particulier, d'un immeuble comportant un garage au rez-de-chaussée et trois duplex aux étages.*

- Origine de la demande :

*L'étude du projet a mis en évidence les difficultés rencontrées par les usagers lorsqu'ils exécutent diverses manœuvres automobiles dans la rue de Bève au droit des numéros 7 et 18.*

*En effet, la rue devient de plus en plus étroite au fur et à mesure qu'elle rejoint la rue Saint-Piat. De plus, la circulation automobile y est interdite entre le numéro 6 et cette même rue Saint-Piat.*

*De ce fait, les véhicules, qui s'y engagent, doivent faire demi-tour ou, à défaut, entreprendre une longue marche arrière. En l'état actuel du chantier, une zone de dégagement est aménagée sur la propriété de M. BREBION, permettant l'accès aux entreprises de construction. Ce dégagement est utilisé régulièrement par les riverains pour effectuer leurs manœuvres qui s'en trouvent ainsi grandement facilitées. Or, une fois le chantier terminé, ce dégagement n'existera plus.*

D'autre part, l'ASBL "Au détour du possible", sise au numéro 7, dispose d'un garage dont l'entrée est en retrait par rapport à la façade grâce à l'aménagement d'un porche. Ce retrait est néanmoins insuffisant en l'état. Aussi, les responsables ont contacté M. BREBION pour envisager la possibilité que la future construction soit érigée en retrait de l'alignement actuel.

Cette future construction, qui sera érigée contre le logement sis rue de Bève, 18, intègre également un garage dont l'accès serait, lui aussi, facilité par l'implantation en recul du bâtiment.

Enfin, le 15 avril 2015, une visite des lieux a eu lieu en présence de représentants du service prévention incendie en vue de vérifier l'accessibilité du site. Deux accès ont été considérés :

- l'accès aux nouveaux logements à créer;
- l'accès à l'école fondamentale sise rue des Ingers et disposant d'un accès secondaire rue de Bève (longeant le pignon du n°18).

Un essai sur place a été réalisé pour l'accès à la rue de Bève. La conclusion est que le temps nécessaire à l'arrivée sur les lieux d'un camion muni d'une échelle (en marche arrière, qui plus est) est trop important. Les secours devront donc arriver à pied de la rue Saint-Piat.

Toutefois, le service prévention incendie demande qu'un passage de 4x4m soit maintenu le long du n°18 en vue de permettre l'accès à l'école par une ambulance médicalisée. En effet, l'entrée principale rue des Ingers est plus réduite. L'accès pour un tel véhicule sera grandement facilité par l'élargissement de la voirie à cet endroit.

En conséquence, une réunion a eu lieu avec les responsables du service urbanisme de la Ville de Tournai, en vue de déterminer la meilleure solution. La proposition consiste donc en la modification du plan d'alignement existant et la modification de la voirie, en vue de faire bénéficier l'espace public d'une largeur supplémentaire d'un mètre cinquante (1,50m).

De cette manière, M. BREBION cédera donc une partie de sa propriété à l'espace public (en bleu sur les plans). En contrepartie, une partie de l'espace public sera intégrée à sa propriété (en jaune sur les plans). Il s'agit de l'impasse existante enclavée dans cette même propriété.

Dans le cas contraire, la demande de permis d'urbanisme à introduire devrait faire l'objet d'une dérogation à ce plan d'alignement et le recul resterait une propriété privée qui serait utilisée et, donc, potentiellement endommagée par les riverains. Il semble donc plus intéressant, tant pour le maître de l'ouvrage que pour la collectivité, qu'un échange de parcelles soit effectué, ce qui implique la modification de la voirie et du plan d'alignement.

#### Option d'aménagement :

L'option retenue est donc de reculer l'alignement existant d'un mètre cinquante (1,50m) sur une longueur de quinze mètre trente-quatre (15,34m) entre le pignon du numéro 18 et la limite de l'impasse existante.

Le nouvel alignement reste parallèle à l'actuel.

Ceci permettra de construire, en phase ultérieure, un nouvel immeuble de logement contre le pignon actuellement nu du numéro 18 et ainsi d'offrir une vue de meilleure qualité aux usagers de la rue de Bève arrivant de la rue Saint-Piat, tout en facilitant la circulation automobile.

Par ailleurs, vu l'étroitesse et l'orientation de la rue, un tel élargissement améliorerait la qualité de l'espace public en termes de luminosité et d'espace.";

#### **Vu la présentation globale du projet, à savoir :**

"Propriétaire depuis 2010 des immeubles situés 25, rue Saint-Piat et 10, rue de Bève, en vue de les rénover pour en faire son habitation personnelle (travaux en cours), M. BREBION a successivement acquis les immeubles sis 21 et 23, rue Saint-Piat ainsi que 6, rue de Bève. Tous ces bâtiments sont relativement vétustes et ont subi l'adjonction d'une série d'annexes improbables.

L'ensemble de ces acquisitions permet aujourd'hui d'avoir une vision globale sur ce coin de l'îlot et offre l'opportunité de restructurer le bâti et le front bâti de la rue Saint-Piat et de la rue de Bève, tant pour la qualité de la propriété de M. BREBION que pour celle de l'environnement offert aux voisins et usagers de l'espace public. Une première demande de permis d'urbanisme a donc été introduite pour la rénovation des logements sis aux numéros 21, 23 et 25, rue Saint-Piat.

L'étroitesse de la rue de Bève rend difficile l'accès des véhicules à l'école Saint-Piat, en particulier pour les services de secours. Il en va de même pour l'accès au garage du voisin (au n°7, l'ASBL "Au détour du possible"). Dans cette optique, le projet intégrera une demande de modification de voirie et du plan d'alignement en vue d'autoriser le recul du front bâti et ainsi offrir un mètre cinquante supplémentaire à l'espace public. En contrepartie, le cul-de-sac menant à la porte ancienne (maintenue) sera intégré à la propriété de M. BREBION.

Par ailleurs, le pignon mitoyen du n°18 est actuellement nu, aveugle et asymétrique. Il donne une nette impression d'inachevé. Un nouveau bâtiment est donc projeté contre celui-ci en vue de prolonger harmonieusement le bâti et de présenter une façade agréable perceptible depuis le coin de la rue Saint-Piat.

Une demande de permis d'urbanisme sera introduite ultérieurement pour la construction de nouveaux logements (une maison et un immeuble comportant un garage et trois duplex) dans la rue de Bève.

Les interventions envisagées sont donc :

- la démolition du bâtiment n°6, rue de Bève (avec 3 appartements) considéré comme insalubre par la Région wallonne;
- la démolition d'un bâtiment annexe en second rang du n°23, rue Saint-Piat, construit sur deux niveaux en zone de cour et jardin, immeuble insalubre;
- la démolition d'une extension qui comprend une cage d'escalier construite en zone de cour et jardin, n°23, rue Saint-Piat;
- la démolition d'une extension d'habitat construite en zone cour et jardin du n°21, rue Saint-Piat;
- la transformation et rénovation du n°21, rue Saint-Piat, en appartement avec rez-de-chaussée mixte (commercial ou appartement);
- la transformation des n°23 et 25, rue Saint-Piat en un seul immeuble constitué de quatre appartements, d'un rez-de-chaussée mixte (commercial ou appartement) ainsi que des pièces d'habitation privées de M. BREBION;
- la construction d'un logement rue de Bève;
- la construction d'un immeuble formé par trois appartements en duplex et un garage au rez-de-chaussée (à destination du n°10) contre le n°18, rue de Bève. Celui-ci remplacera l'immeuble sis au numéro 6 qui sera démolì, en vue de maintenir le nombre de logements.

Les façades de la rue Saint-Piat seront traitées comme suit :

- rehausse du 23 pour la création d'un niveau supplémentaire en harmonie avec le 21;
- maintien du style existant (y compris pour la rehausse du 23);
- maintien du style "entre deux guerres" du rez-de-chaussée et donc des céramiques du 21.

Les interventions sur les façades de la rue de Bève prévoient :

- le percement de la façade du 21, ouvertures contemporaines dans la travée centrale, classiques dans les travées externes;
- le maintien et la rénovation du mur de brique incluant la porte ancienne ornée d'une tête de bouc;
- le maintien partiel de la façade du 6, rue de Bève et son intégration dans le mur de clôture;
- de nouveaux murs de clôture en brique badigeonnée (et pierre pour les soubassements) (hauteurs 2m50 à 3m00);
- le traitement contemporain des nouveaux bâtiments (matériaux, ouvertures, végétalisation des façades) dans une volumétrie accordée à l'existant (volume capable), gradation des hauteurs.";

**Vu l'avis favorable sous conditions du 24 décembre 2015 de la zone de secours de Wallonie picarde;**

**Vu la note complémentaire du 6 janvier 2015 de l'architecte relative au susdit avis de la zone de secours et libellé comme suit :**

"Le 15 avril 2015, une visite des lieux a eu lieu en présence des représentants du service prévention incendie, en vue de vérifier l'accessibilité du site. Deux accès ont été considérés :

- l'accès aux nouveaux logements à créer;
- l'accès à l'école fondamentale sise rue des Ingers et disposant d'un accès secondaire rue de Bève (longeant le pignon du n°18).

*Un essai sur place a été réalisé pour l'accès à la rue de Bève. La conclusion est que le temps nécessaire à l'arrivée sur les lieux d'un camion muni d'une échelle (en marche arrière, qui plus est) est trop important. Les secours devront donc arriver à pied de la rue Saint-Piat.*

*Toutefois, le service prévention incendie demande qu'un passage de 4x4m soit maintenu le long du n°18 en vue de permettre l'accès à l'école par une ambulance médicalisée. En effet, l'entrée principale rue des Ingers est plus réduite. L'accès pour un tel véhicule sera grandement facilité par l'élargissement de la voirie à cet endroit.*

*Nous insistons sur le fait que nous allons bien respecter les prescriptions reprises dans l'avis des pompiers.*

*A savoir :*

- largeur minimale : 4m;*
- hauteur minimale : 4m;*
- capacité portante : suffisante pour que les véhicules, dont la charge par essieu est de 13t maximum, puissent y circuler et y stationner sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain.*

*L'accès arrière à l'école Saint-Piat sera conservé.";*

**Vu l'avis du service patrimoine voirie du 11 mars 2016, libellé comme suit :**

*"Suite à ta demande, je te fais parvenir un avis favorable pour cette modification de voirie.*

*En effet, vu la faible largeur de cette voirie, cette modification permettra une meilleure fluidité et un dégagement plus facile des voitures au droit du n°7 (ASBL "Au détour du possible" – hébergement d'enfants handicapés).";*

**Vu l'avis des services techniques communaux du 2 mars 2016 libellé comme suit:**

- Le déplacement éventuel des infrastructures souterraines sera réalisé aux frais exclusifs du demandeur.*
- Les pavés seront en pierre naturelle type mosaïque et l'appareillage réalisé en queue de paon.*
- La structure de l'accotement sera constituée comme telle :*
  - Géotextile non tissé, masse surfacique : 300gr/m²;*
  - Fondation en empierrement continu type II A au ciment, épaisseur : 25cm;*
  - Couche de pose en sable-ciment;*
  - Pavés de pierre mosaïques + rejointoiement au mortier à haute résistance.*
- Travaux à réaliser aux frais du demandeur, conformes au cahier des charges type «Qualiroutes» et par le biais d'un entrepreneur agréé en travaux routiers.*

**Vu l'avis favorable sans condition du service mobilité;**

**Vu la décision du collège communal du 27 mai 2016 libellée comme suit :**

- sous réserve de la décision du conseil communal et de l'obtention du permis d'urbanisme requis par M. Antoine BREBION, de marquer son accord de principe sur l'échange de parcelle sollicité par ce dernier portant, d'une part, sur une partie de sa propriété privée (d'une contenance de 17,78m² selon le projet de synthèse architectural) appartenant à l'intéressé et, d'autre part, sur une partie de voirie communale (d'une contenance de 27,23m² selon le même projet de synthèse);*
- sous réserve de la décision du conseil communal, que l'échange à intervenir aura lieu sans soulte, moyennant l'obligation pour M. Antoine BREBION d'aménager à ses frais la partie de la parcelle qui sera incorporée dans la voirie communale, conformément aux prescriptions qui seront émises par les services techniques;*
- pour le bon ordre du dossier, de solliciter du service public de Wallonie – département des comités d'acquisition – direction des comités d'acquisition de Mons, un rapport d'expertise portant sur les parties de parcelle, objet de la transaction immobilière à venir;*
- de solliciter de M. Antoine BREBION, un plan de mesurage dressé et levé par un géomètre, portant sur les parties de parcelle concernées par ledit échange;*

**Attendu que "la porte ancienne" dont parle M. DEWILDE va être replacée à front de voirie, dans le cadre du prochain permis d'urbanisme;**

**Vu l'arrêté du 30 juin 2016 du conseil provincial du Hainaut, libellé comme suit :**

*"Vu la demande, en date du 25 avril 2016, par laquelle la Ville de Tournai sollicite l'avis du collège provincial sur le projet de plan d'alignement de la rue de Bève à Tournai, à la demande de M. Antoine BREBION;*

*Attendu que le demandeur a fait établir un projet de modification du plan d'alignement en date du 8 janvier 2016 par le bureau d'architecture MEUNIER-WESTRADE de Tournai;*

*Attendu que le projet de plan d'alignement a été soumis à enquête commodo-incommodo du 11 mars 2016 au 12 avril 2016, conformément à la section 5 du titre 3 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;*

*Attendu que cette enquête a soulevé une réclamation ou opposition;*

*Considérant que le projet de plan d'alignement n'est pas dressé conformément aux instructions et aux règles de l'art;*

*Considérant que les modifications projetées entraîneront certains inconvénients à la circulation viaire;*

*Considérant que Hainaut ingénierie technique formule les remarques suivantes sur les alignements proposés :*

- le fait de supprimer l'impasse de la rue de Bève rendra plus difficile la manœuvre de demi-tour dans cette venelle sans issue (cfr. procès-verbal de clôture d'enquête – remarque de M. Charles DEWILDE, riverain);*
- les plans de délimitation et d'alignement doivent être dressés par un géomètre-expert, en application, entre autres, de l'article 3 de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-expert;*
- dans le cas où la demande de modification, suppression de voirie communale, implique la modification d'un plan d'alignement, le demandeur fera apparaître l'alignement présent dûment approuvé sur le projet de plan d'alignement.*

*Considérant qu'il appartient au collège provincial, d'émettre un avis sur le projet de plan d'alignement, conformément à l'article 5, titre 2 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;*

*Entendu le député provincial, G. MOORTGAT, en son rapport,*

*DECIDE d'émettre un avis défavorable sur le projet de plan d'alignement proposé par la Ville de Tournai.";*

*Considérant que l'arrêté de la province de Hainaut n'a pas été émis dans le délai de 60 jours, conformément à l'article 5 du décret relatif à la voirie communale, qu'il pourrait être déclaré favorable par défaut;*

*Considérant, toutefois, que le demandeur a fait établir des plans conformes par un géomètre (plan de modification de voirie et plan d'alignement);*

**Vu la note complémentaire du 16 janvier 2017 de l'architecte, libellée comme suit :**

*".../...*

*En effet, l'étroitesse de la rue de Bève rend difficile l'accès des véhicules à l'école Saint-Piat, en particulier pour les services de secours. Il en va de même pour l'accès au garage de l'autre côté de la voirie (n°9, ASBL "Au détour du possible"). Dans cette optique, le projet intègre une demande de modification du plan d'alignement et de la voirie en vue d'autoriser le recul du front bâti et ainsi offrir un mètre cinquante (1,50m) supplémentaire à l'espace public. En contrepartie, le cul-de-sac menant à l'ancienne porte (aujourd'hui inutilisée) sera intégré à la propriété de M. BREBION.*

*L'ensemble de ces interventions permet :*

- l'accessibilité des véhicules de secours et autres vers l'école;*
- l'accessibilité plus aisée des minibus pour l'ASBL "Au détour du possible" (voisin d'en face);*
- la facilité de manœuvre pour les habitants;*
- le confort de stabilisation du camion de secours grâce à l'élargissement de la voirie et, par conséquent, la multiplication des zones accessibles via l'échelle;*
- le confort d'usage de la voirie;*

*Nous précisons ici qu'une manœuvre via la venelle sans issue serait risquée vu l'étroitesse de l'impasse. La suppression de celle-ci n'impacte pas sur la possibilité de faire demi-tour dans la rue de Bève. Cette impossibilité est liée à la construction légale sur l'alignement.*

*Vous trouverez aussi ci-dessous les schémas qui permettent de se rendre compte des diverses manœuvres facilitées grâce à la modification d'alignement.*

*En plus de mettre en avant la meilleure praticabilité de la rue par des véhicules de secours grâce à l'élargissement d'1,50m, l'avis de prévention incendie nous demande :*

- de conserver un passage à l'école de 4m de hauteur sur 4m de large minimum;*
- de prévoir une capacité portante suffisante pour des véhicules de 13 tonnes.*

*Il va de soi que ces dernières demandes seront respectées lors de la demande de permis d'urbanisme qui sera introduite ultérieurement pour la construction d'un nouveau logement et d'un garage dans la rue de Bève.";*

Vu les croquis annexés à ces compléments;

Attendu que, conformément à l'article 22 du décret relatif à la voirie communale, le conseil doit se prononcer simultanément, par décisions distinctes, sur la demande de modification de la voirie communale et sur le projet d'alignement;

Considérant que l'instruction de la demande de permis d'urbanisme reprendra avec ses délais de rigueur dès l'accord définitif sur la voirie et qu'il appartiendra alors au collège communal de formuler un avis sur la demande aux conditions qu'il jugera opportun de formuler eu égard, notamment, au différents avis reçus;

Sur proposition du collège communal;

#### **PREND CONNAISSANCE**

comme stipulé aux articles 5, 3ème alinéa et 15 du décret du 6 février 2014 sur la voirie communale, des résultats de l'enquête publique tels que repris dans le susdit procès-verbal de clôture d'enquête;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

d'approuver la modification de la voirie communale (rue de Bève) telle que reprise sur les plans du 23 décembre 2016 (réf. M110203J/MVN N°2/plan1 et plan 2) et sous réserve de la "procédure d'échange" des parcelles en cours d'instruction au niveau du service patrimoine.

|                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>28. Tournai, rue de Bève. Modification du plan d'alignement. Approbation.</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale et, plus précisément, son article 8 aux termes duquel il est précisé que, notamment, toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt peut soumettre par envoi au collège communal, une demande de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale;

Vu les dispositions du CWATUP (Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine) dont celles de l'article 127 traitant des dossiers de la compétence du fonctionnaire délégué ainsi que celles de l'article 129 quater traitant des délais d'instruction des demandes de permis avec création de voirie, lequel est prorogé du délai nécessaire pour l'obtention de l'accord définitif sur la voirie communale;

Vu également les dispositions de l'article 394 dudit code qui prescrit dans le centre ancien protégé, le maintien de la largeur des rues sauf élaboration, notamment, d'un plan d'alignement;

Vu le courrier du service public de Wallonie (DGO4 – aménagement du territoire) du 3 décembre 2015, qui a transmis le dossier de demande de permis d'urbanisme pour la modification du plan d'alignement et de la voirie, rue de Bève à Tournai;

Attendu que la présente demande vise la modification de la voirie liée à la modification du plan d'alignement préalablement à la réalisation de la dernière phase d'un projet, à savoir la construction d'une habitation et, en particulier, d'un immeuble comportant un garage au rez-de-chaussée et trois duplex;

Attendu que la modification de la voirie consiste à reculer le front bâti d'un mètre cinquante (1,50m) sur une longueur de quinze mètres trente-quatre (15,34m), parallèlement à l'actuel plan d'alignement, entre le pignon du numéro 18 et la limite de l'impasse existante, laquelle perdra son caractère public pour être, par la suite, intégrée à la propriété privée;

Attendu que ladite demande implique la procédure préalable liée à l'article 129 quater du CWATUP ainsi que celle prévue par le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Attendu que l'enquête publique a été organisée du 11 mars 2016 au 12 avril 2016, conformément aux dispositions du susdit décret;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête, libellé comme suit :

*"Je soussigné Robert DELVIGNE, Echevin délégué par le collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le 11 mars 2016 (...)*

*Me suis rendu à l'hôtel de ville, lieu indiqué où s'est présenté :*

*M. Charles DEWILDE, rue de Bève, 3 à 7500 Tournai, lequel signale qu'il possède un garage côté rue de Bève et que son accès doit être maintenu.*

*Il signale également que la partie du domaine public que M. BREBION veut intégrer à sa propriété, permet actuellement de faire demi-tour plus facilement et d'avoir une vue sur une ancienne porte d'enceinte.*

*Il tient également à rappeler son futur projet de reconstruire (face au projet de M. BREBION), un immeuble à appartements, en lieu et place des n°3, 5 et 7, rue de Bève.*

*J'ai ensuite annexé au présent procès-verbal, la note de "remarques" de M. Charles DEWILDE.";*

**Vu le rapport de l'auteur de projet du 15 juillet 2015, libellé comme suit :**

**"Présentation des actes et travaux projetés**

*- Description des actes et travaux projetés :*

*Dossier s'inscrivant dans le projet global décrit en annexe dans la "présentation globale du projet".*

*Dans ce cadre, la présente demande vise la modification du plan d'alignement préalable à la réalisation de la dernière phase du projet, à savoir la construction d'une habitation, et en particulier, d'un immeuble comportant un garage au rez-de-chaussée et trois duplex aux étages.*

*- Origine de la demande :*

*L'étude du projet a mis en évidence les difficultés rencontrées par les usagers lorsqu'ils exécutent diverses manœuvres automobiles dans la rue de Bève au droit des numéros 7 et 18.*

*En effet, la rue devient de plus en plus étroite au fur et à mesure qu'elle rejoint la rue Saint-Piat. De plus, la circulation automobile y est interdite entre le numéro 6 et cette même rue Saint-Piat.*

*De ce fait, les véhicules, qui s'y engagent, doivent faire demi-tour ou, à défaut, entreprendre une longue marche arrière. En l'état actuel du chantier, une zone de dégagement est aménagée sur la propriété de M. BREBION, permettant l'accès aux entreprises de construction. Ce dégagement est utilisé régulièrement par les riverains pour effectuer leurs manœuvres qui s'en trouvent ainsi grandement facilitées. Or, une fois le chantier terminé, ce dégagement n'existera plus.*

*D'autre part, l'ASBL "Au détour du possible", sise au numéro 7, dispose d'un garage dont l'entrée est en retrait par rapport à la façade grâce à l'aménagement d'un porche. Ce retrait est néanmoins insuffisant en l'état. Aussi, les responsables ont contacté M. BREBION pour envisager la possibilité que la future construction soit érigée en retrait de l'alignement actuel.*

*Cette future construction, qui sera érigée contre le logement sis rue de Bève, 18, intègre également un garage dont l'accès serait, lui aussi, facilité par l'implantation en recul du bâtiment.*

*Enfin, le 15 avril 2015, une visite des lieux a eu lieu en présence de représentants du service prévention incendie en vue de vérifier l'accessibilité du site. Deux accès ont été considérés :*



- l'accès aux nouveaux logements à créer;
- l'accès à l'école fondamentale sise rue des Ingers et disposant d'un accès secondaire rue de Bève (longeant le pignon du n°18).

Un essai sur place a été réalisé pour l'accès à la rue de Bève. La conclusion est que le temps nécessaire à l'arrivée sur les lieux d'un camion muni d'une échelle (en marche arrière, qui plus est) est trop important. Les secours devront donc arriver à pied de la rue Saint-Piat.

Toutefois, le service prévention incendie demande qu'un passage de 4x4m soit maintenu le long du n°18 en vue de permettre l'accès à l'école par une ambulance médicalisée. En effet, l'entrée principale rue des Ingers est plus réduite. L'accès pour un tel véhicule sera grandement facilité par l'élargissement de la voirie à cet endroit.

En conséquence, une réunion a eu lieu avec les responsables du service urbanisme de la Ville de Tournai, en vue de déterminer la meilleure solution. La proposition consiste donc en la modification du plan d'alignement existant et la modification de la voirie, en vue de faire bénéficier l'espace public, d'une largeur supplémentaire d'un mètre cinquante (1,50m).

De cette manière, M. BREBION cédera donc une partie de sa propriété à l'espace public (en bleu sur les plans). En contrepartie, une partie de l'espace public sera intégrée à sa propriété (en jaune sur les plans). Il s'agit de l'impasse existante enclavée dans cette même propriété.

Dans le cas contraire, la demande de permis d'urbanisme à introduire devrait faire l'objet d'une dérogation à ce plan d'alignement et le recul resterait une propriété privée qui serait utilisée et, donc, potentiellement endommagée par les riverains. Il semble donc plus intéressant, tant pour le maître de l'ouvrage que pour la collectivité, qu'un échange de parcelles soit effectué, ce qui implique la modification de la voirie et du plan d'alignement.

- Option d'aménagement :

L'option retenue est donc de reculer l'alignement existant d'un mètre cinquante (1,50m) sur une longueur de quinze mètre trente-quatre (15,34m) entre le pignon du numéro 18 et la limite de l'impasse existante.

Le nouvel alignement reste parallèle à l'actuel.

Ceci permettra de construire, en phase ultérieure, un nouvel immeuble de logement contre le pignon actuellement nu du numéro 18 et ainsi d'offrir une vue de meilleure qualité aux usagers de la rue de Bève arrivant de la rue Saint-Piat, tout en facilitant la circulation automobile.

Par ailleurs, vu l'étroitesse et l'orientation de la rue, un tel élargissement améliorerait la qualité de l'espace public en termes de luminosité et d'espace.";

**Vu la présentation globale du projet, à savoir :**

"Propriétaire depuis 2010 des immeubles situés 25, rue Saint-Piat et 10, rue de Bève, en vue de les rénover pour en faire son habitation personnelle (travaux en cours), M. BREBION a successivement acquis les immeubles sis 21 et 23, rue Saint-Piat ainsi que 6, rue de Bève. Tous ces bâtiments sont relativement vétustes et ont subi l'adjonction d'une série d'annexes improbables.

L'ensemble de ces acquisitions permet aujourd'hui d'avoir une vision globale sur ce coin de l'îlot et offre l'opportunité de restructurer le bâti et le front bâti de la rue Saint-Piat et de la rue de Bève, tant pour la qualité de la propriété de M. BREBION que pour celle de l'environnement offert aux voisins et usagers de l'espace public. Une première demande de permis d'urbanisme a donc été introduite pour la rénovation des logements sis aux numéros 21, 23 et 25, rue Saint-Piat.

L'étroitesse de la rue de Bève rend difficile l'accès des véhicules à l'école Saint-Piat, en particulier pour les services de secours. Il en va de même pour l'accès au garage du voisin (au n°7, l'ASBL "Au détour du possible"). Dans cette optique, le projet intégrera une demande de modification de voirie et du plan d'alignement en vue d'autoriser le recul du front bâti et ainsi offrir un mètre cinquante supplémentaire à l'espace public. En contrepartie, le cul-de-sac menant à la porte ancienne (maintenue) sera intégré à la propriété de M. BREBION.

Par ailleurs, le pignon mitoyen du n°18 est actuellement nu, aveugle et asymétrique. Il donne une nette impression d'inachevé. Un nouveau bâtiment est donc projeté contre celui-ci en vue de

*prolonger harmonieusement le bâti et de présenter une façade agréable, perceptible depuis le coin de la rue Saint-Piat.*

*Une demande de permis d'urbanisme sera introduite ultérieurement pour la construction de nouveaux logements (une maison et un immeuble comportant un garage et trois duplex) dans la rue de Bève.*

*Les interventions envisagées sont donc :*

- la démolition du bâtiment n°6, rue de Bève (avec 3 appartements) considéré comme insalubre par la Région wallonne;*
- la démolition d'un bâtiment annexe en second rang du n°23, rue Saint-Piat, construit sur deux niveaux en zone de cour et jardin, immeuble insalubre;*
- la démolition d'une extension qui comprend une cage d'escalier construite en zone de cour et jardin, n°23, rue Saint-Piat;*
- la démolition d'une extension d'habitat construite en zone cour et jardin du n°21, rue Saint-Piat;*
- la transformation et la rénovation du n°21, rue Saint-Piat, en appartement avec rez-de-chaussée mixte (commercial ou appartement);*
- la transformation des n°23 et 25, rue Saint-Piat en un seul immeuble constitué de quatre appartements, d'un rez-de-chaussée mixte (commercial ou appartement) ainsi que des pièces d'habitation privées de M. BREBION;*
- la construction d'un logement rue de Bève;*
- la construction d'un immeuble formé par trois appartements en duplex et un garage au rez-de-chaussée (à destination du n°10) contre le n°18, rue de Bève. Celui-ci remplacera l'immeuble sis au numéro 6 qui sera démoli, en vue de maintenir le nombre de logements.*

*Les façades de la rue Saint-Piat seront traitées comme suit :*

- rehausse du 23 pour la création d'un niveau supplémentaire en harmonie avec le 21;*
- maintien du style existant (y compris pour la rehausse du 23);*
- maintien du style "entre deux guerres" du rez-de-chaussée et donc des céramiques du 21.*

*Les interventions sur les façades de la rue de Bève prévoient :*

- le percement de la façade du 21, ouvertures contemporaines dans la travée centrale, classiques dans les travées externes;*
- le maintien et la rénovation du mur de brique incluant la porte ancienne ornée d'une tête de bouc;*
- le maintien partiel de la façade du 6, rue de Bève et son intégration dans le mur de clôture;*
- de nouveaux murs de clôture en brique badigeonnée (et pierre pour les soubassements) (hauteurs 2m50 à 3m00);*
- le traitement contemporain des nouveaux bâtiments (matériaux, ouvertures, végétalisation des façades) dans une volumétrie accordée à l'existant (volume capable), gradation des hauteurs.";*

**Vu l'avis favorable sous conditions du 24 décembre 2015 de la zone de secours de Wallonie picarde;**

**Vu la note complémentaire du 6 janvier 2015 de l'architecte relative au susdit avis de la zone de secours et libellée comme suit :**

*"Le 15 avril 2015, une visite des lieux a eu lieu en présence des représentants du service prévention incendie, en vue de vérifier l'accessibilité du site. Deux accès ont été considérés :*

- l'accès aux nouveaux logements à créer;*
- l'accès à l'école fondamentale sise rue des Ingers et disposant d'un accès secondaire rue de Bève (longeant le pignon du n°18).*

*Un essai sur place a été réalisé pour l'accès à la rue de Bève. La conclusion est que le temps nécessaire à l'arrivée sur les lieux d'un camion muni d'une échelle (en marche arrière, qui plus est) est trop important. Les secours devront donc arriver à pied de la rue Saint-Piat.*

*Toutefois, le service prévention incendie demande qu'un passage de 4x4m soit maintenu le long du n°18 en vue de permettre l'accès à l'école par une ambulance médicalisée. En effet, l'entrée principale rue des Ingers est plus réduite. L'accès pour un tel véhicule sera grandement facilité par l'élargissement de la voirie à cet endroit.*

*Nous insistons sur le fait que nous allons bien respecter les prescriptions reprises dans l'avis des pompiers.*

A savoir :

- largeur minimale : 4m;
- hauteur minimale : 4m;
- capacité portante : suffisante pour que les véhicules, dont la charge par essieu est de 13t maximum, puissent y circuler et y stationner sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain.

L'accès arrière à l'école Saint-Piat sera conservé.";

**Vu l'avis du service patrimoine "voirie" du 11 mars 2016, libellé comme suit :**

"Suite à ta demande, je te fais parvenir un avis favorable pour cette modification de voirie.

En effet, vu la faible largeur de cette voirie, cette modification permettra une meilleure fluidité et un dégagement plus facile des voitures au droit du n°7 (ASBL "Au détour du possible" – hébergement d'enfants handicapés).";

**Vu l'avis des services techniques communaux du 2 mars 2017 libellé comme suit:**

- Le déplacement éventuel des infrastructures souterraines sera réalisé aux frais exclusifs du demandeur.
- Les pavés seront en pierre naturelle type mosaïque et l'appareillage réalisé en queue de paon.
- La structure de l'accotement sera constituée comme telle :
  - Géotextile non tissé, masse surfacique : 300gr/m<sup>2</sup>;
  - Fondation en empierrement continu type II A au ciment, épaisseur : 25cm;
  - Couche de pose en sable-ciment;
  - Pavés de pierre mosaïques + rejointoiement au mortier à haute résistance.
- Travaux à réalisés aux frais du demandeur, conformes au cahier des charges type «Qualiroutes» et par le biais d'un entrepreneur agréé en travaux routiers.

**Vu l'avis favorable sans condition du service mobilité;**

**Vu la décision du collège communal du 27 mai 2016 libellée comme suit:**

- sous réserve de la décision du conseil communal et de l'obtention du permis d'urbanisme requis par M. Antoine BREBION, de marquer son accord de principe sur l'échange de parcelle sollicitée par ce dernier portant, d'une part, sur une partie de sa propriété privée (d'une contenance de 17,78m<sup>2</sup> selon le projet de synthèse architectural) appartenant à l'intéressé et, d'autre part, sur une partie de voirie communale (d'une contenance de 27,23m<sup>2</sup> selon le même projet de synthèse);
- sous réserve de la décision du conseil communal que l'échange à intervenir aura lieu sans soulte, moyennant l'obligation pour M. Antoine BREBION, d'aménager, à ses frais, la partie de la parcelle qui sera incorporée dans la voirie communale, conformément aux prescriptions qui seront émises par les services techniques;
- pour le bon ordre du dossier, de solliciter du service public de Wallonie – département des comités d'acquisition – direction des comités d'acquisition de Mons, un rapport d'expertise portant sur les parties de parcelles, objet de la transaction immobilière à venir;
- de solliciter de M. Antoine BREBION, un plan de mesurage dressé et levé par un géomètre, portant sur les parties de parcelles concernées par ledit échange.

**Attendu que "la porte ancienne", dont parle M. DEWILDE, va être remplacée à front de voirie, dans le cadre du prochain permis d'urbanisme;**

**Vu l'arrêté du 30 juin 2016 du conseil provincial du Hainaut, libellé comme suit :**

"Vu la demande, en date du 25 avril 2016, par laquelle la Ville de Tournai sollicite l'avis du collège provincial sur le projet de plan d'alignement de la rue de Bève à Tournai, à la demande de M. Antoine BREBION;

Attendu que le demandeur a fait établir un projet de modification de plan d'alignement en date du 8 janvier 2016 par le bureau d'architecture MEUNIER-WESTRADE de Tournai;

Attendu que le projet de plan d'alignement a été soumis à enquête commodo-incommodo du 11 mars 2016 au 12 avril 2016, conformément à la section 5 du titre 3 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Attendu que cette enquête a soulevé une réclamation ou opposition;

Considérant que le projet de plan d'alignement n'est pas dressé conformément aux instructions et aux règles de l'art;

*Considérant que les modifications projetées entraîneront certains inconvénients à la circulation viaire;*  
*Considérant que Hainaut ingénierie technique formule les remarques suivantes sur les alignements proposés :*

- le fait de supprimer l'impasse de la rue de Bève rendra plus difficile la manœuvre de demi-tour dans cette venelle sans issue (cfr. procès-verbal de clôture d'enquête – remarque de M. Charles DEWILDE, riverain);*
- les plans de délimitation et d'alignement doivent être dressés par un géomètre-expert, en application, entre autres, de l'article 3 de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-expert;*
- dans le cas où la demande de modification, suppression de voirie communale, implique la modification d'un plan d'alignement, le demandeur fera apparaître l'alignement présent dûment approuvé sur le projet de plan d'alignement.*

*Considérant qu'il appartient au collège provincial, d'émettre un avis sur le projet de plan d'alignement, conformément à l'article 5, titre 2 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;*

*Entendu le député provincial, G. MOORTGAT, en son rapport, DECIDE d'émettre un avis défavorable sur le projet de plan d'alignement proposé parla Ville de Tournai.";*

*Considérant que l'arrêté de la province de Hainaut n'a pas été émis dans le délai de 60 jours, conformément à l'article 5 du décret relatif à la voirie communale et qu'il pourrait être déclaré favorable par défaut;*

*Considérant, toutefois, que le demandeur a fait établir des plans conformes par un géomètre (plan de modification de voirie et plan d'alignement);*

**Vu la note complémentaire du 16 janvier 2017 de l'architecte, libellée comme suit :**

*".../...*

*En effet, l'étroitesse de la rue de Bève rend difficile l'accès des véhicules à l'école Saint-Piat, en particulier pour les services de secours. Il en va de même pour l'accès au garage de l'autre côté de la voirie (n°9, l'ASBL "Au détour du possible"). Dans cette optique, le projet intègre une demande de modification du plan d'alignement et de la voirie en vue d'autoriser le recul du front bâti et ainsi offrir un mètre cinquante (1,50m) supplémentaire à l'espace public. En contrepartie, le cul-de-sac menant à l'ancienne porte (aujourd'hui inutilisée) sera intégré à la propriété de M. BREBION.*

*L'ensemble de ces interventions permet :*

- l'accessibilité des véhicules de secours et autres vers l'école;*
- l'accessibilité plus aisée des minibus pour l'ASBL "Au détour du possible" (voisin d'en face);*
- la facilité de manœuvre pour les habitants;*
- le confort de stabilisation du camion de secours grâce à l'élargissement de la voirie et, par conséquent, la multiplication des zones accessibles via l'échelle;*
- le confort d'usage de la voirie.*

*Nous précisons ici qu'une manœuvre via la venelle sans issue serait risquée vu l'étroitesse de l'impasse. La suppression de celle-ci n'impacte pas sur la possibilité de faire demi-tour dans la rue de Bève. Cette impossibilité est liée à la construction légale sur l'alignement.*

*Vous trouverez aussi ci-dessous les schémas qui permettent de se rendre compte des diverses manœuvres facilitées grâce à la modification d'alignement.*

*En plus de mettre en avant la meilleure praticabilité de la rue par des véhicules de secours grâce à l'élargissement d'1.50m, l'avis de prévention incendie nous demande :*

- de conserver un passage à l'école de 4m de hauteur sur 4m de large minimum;*
- de prévoir une capacité portante suffisante pour des véhicules de 13 tonnes.*

*Il va de soi que ces dernières demandes seront respectées lors de la demande de permis d'urbanisme qui sera introduite ultérieurement pour la construction d'un nouveau logement et d'un garage dans la rue de Bève.";*

*Vu les croquis annexés à ces compléments;*

*Attendu que, conformément à l'article 22 du décret relatif à la voirie communale, le conseil doit se prononcer simultanément, par décisions distinctes, sur la demande de modification de la voirie et sur le projet d'alignement;*

Vu la présentation en même séance de la demande de modification de la voirie communale, rue de Bève à Tournai;  
Sur proposition du collège communal

**PREND CONNAISSANCE**

comme stipulé à l'article 5, 3ème alinéa du décret du 6 février 2014 sur la voirie communale, des résultats de l'enquête publique tels que repris dans le susdit procès-verbal de clôture d'enquête;

A l'unanimité;

**DÉCIDE**

d'arrêter le plan d'alignement tel que repris sur les plans du 23 décembre 2016 (réf. M110203J/MVN N°2/plan1 et plan 2).

|                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>29. Havinnes, Grand chemin. Octroi d'une concession domaniale. Approbation.</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que Monsieur Michel MOUTON est propriétaire d'un immeuble sis à Havinnes, Grand Chemin n° 61;

Considérant que devant cet immeuble, il existe un terrain recouvert de gravier qui fait partie du domaine public de la Ville (ancienne assiette du chemin n°1 redressé en 1901);

Considérant que cet espace de 121 m<sup>2</sup> sert exclusivement de parking aux occupants de cet immeuble;

Considérant que le demandeur souhaiterait obtenir une concession domaniale à son profit afin de régulariser cette occupation et de pouvoir aménager cet emplacement;

Considérant que l'égout et la distribution d'eau passent sous ce parking;

Vu le projet de convention de concession domaniale rédigé dans cette optique;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/02/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

d'octroyer à Monsieur Michel MOUTON, domicilié grand chemin, 132 à 7531 Havinnes, une concession domaniale portant sur le terrain situé devant l'immeuble sis à Havinnes, Grand Chemin, n° 61, dont il est propriétaire, en lui imposant un accès illimité pour les services de la Ville ainsi que pour les impétrants;

**MARQUE**

son accord sur le projet de convention de concession domaniale à conclure avec Monsieur Michel MOUTON et dont les termes suivent :

**"Entre les soussignés :**

La ville de Tournai, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et par Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, en vertu des articles L1132-3 et L1123-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, agissant en exécution de la délibération du conseil communal datée du 27 mars 2017,

ci-après dénommée "**le concédant**"

Et

Monsieur Michel MOUTON domicilié à 7531 Tournai (Havannes), Grand Chemin, 132,

ci-après dénommé "**le concessionnaire**"

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

### **Article 1. Préambule**

Monsieur Michel MOUTON est propriétaire d'un immeuble sis à 7531 Tournai (Havannes), Grand Chemin, 61, cadastré ou l'ayant été 9ème division, section C, n° 183 G 2.

La présente convention a pour objet d'accorder au profit du concessionnaire une dérogation limitée au principe d'interdiction d'utiliser privativement le domaine public. Cette dérogation est soumise au strict respect des conditions fixées ci-après.

### **Article 2. Situation – Description – Destination du bien concédé**

Le concédant donne en concession au concessionnaire, qui l'accepte, une partie d'espace public non cadastrée, d'une contenance de 1 a 21 ca (121 m<sup>2</sup>), sise à 7531 Tournai (Havannes), Grand Chemin et située devant l'immeuble n° 61 cadastré 9ème Division section C 183 G2, telle que reprise sous teinte jaune au procès-verbal d'empiètement dressé en date du 25 mars 2014 par Monsieur Jacques DEJAEGHERE, géomètre expert à Mouscron et approuvé par le collège communal en date du 10 novembre 2016.

La parcelle est concédée pour permettre au concessionnaire de l'aménager en parking et jardin d'agrément.

Les photographies prises en 2014 et jointes au présent contrat tiennent lieu d'état des lieux contradictoire entre parties. L'aménagement doit respecter les conditions fixées à l'article 5 de la présente convention.

A l'expiration de la présente convention, les aménagements réalisés par le concessionnaire seront acquis sans indemnité par le concédant qui conservera toutefois la faculté d'exiger, le rétablissement des lieux dans leur pristin état.

### **Article 3. Redevance – Indexation annuelle**

La présente convention de concession domaniale est consentie moyennant le paiement de la redevance annuelle indexée de 1,50€ par mètre carré, soit cent quatre-vingt-un euros et cinquante centimes (181,50€) pour la surface décrite à l'article 2 du présent contrat.

Ladite redevance est due par anticipation et payable chaque année dans le mois de la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention par versement au numéro de compte 091-0004055-10 au nom de l'administration communale de Tournai avec la mention «Havannes, Grand Chemin – année 20.. – nom du concessionnaire».

En cas de non-paiement dans les délais requis, le concessionnaire est tenu de payer les intérêts de retard calculés au taux légal au concédant sans que celui-ci soit tenu d'adresser de mise en demeure préalable au concessionnaire.

Il est procédé, chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat, au réajustement de la redevance précitée et ce, sur base de l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat. La nouvelle redevance est calculée et fixée conformément à la formule ci-après :

Nouvelle redevance = (redevance de base x nouvel indice) / Indice de base

La redevance de base est la redevance telle qu'elle est fixée au présent article.

L'indice de base est celui du mois précédant le mois de la signature du contrat.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat.

Chaque adaptation annuelle est acquise de plein droit à la partie bénéficiaire sans que celle-ci doive mettre en demeure l'autre partie.

#### **Article 4. Caractéristiques de la concession**

La présente convention de concession domaniale prend cours le jour de sa signature.

Elle est conclue à titre précaire et est révocable à tout moment et sans indemnité moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois suivant et ce, sans préjudice du droit du concédant de résilier la convention sans préavis et sans indemnité pour des motifs liés à l'intérêt général.

Le concessionnaire reconnaît expressément la précarité de la présente convention de concession.

#### **Article 5. Conditions**

La concession est accordée aux conditions suivantes :

- pour les aménagements, le concessionnaire doit se conformer aux règlements en vigueur et aux prescriptions légales en la matière et se munir des autorisations et permis à délivrer par les autorités compétentes
- les aménagements seront de type amovible afin de pouvoir, le cas échéant, être déplacés (pas de tarmac)
- l'accès aux câbles et canalisations souterrains appartenant aux sociétés d'adduction de fluides et d'énergie doit être maintenu à tout instant
- le concessionnaire s'interdit formellement :
  - d'ériger toute espèce de construction (bâtiment, mur de séparation, clôture, etc.) et de planter des arbres
  - de pratiquer des fouilles ou déplacements ou enlèvements de terre de nature à modifier le niveau naturel du sol ou à nuire à la stabilité des câbles et des conduites qui y seront posés
  - d'établir un dépôt de matières toxiques et notamment d'hydrocarbures
  - d'une manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire, de quelque façon que ce soit, aux câbles et canalisations installés en sous-sol ainsi qu'à leur stabilité.

L'utilisation de produits phytopharmaceutiques et la plantation de plantes invasives sont totalement interdites.

La liste des plantes invasives est disponible sur le site : <http://www.alterias.be/fr/liste-des-plantes-invasives-et-des-plantes-alternatives/les-plantes-invasives>.

Seules les méthodes alternatives sont acceptées, désherbage mécanique ou thermique.

#### **Article 6. Incessibilité – Caractère intuitu personae – Résiliation de plein droit**

Le bien continue à relever du domaine public de la Ville de Tournai.

Le concessionnaire ne peut ni céder ses droits résultant de la présente convention ni accorder à des tiers aucun droit (droits réels ou autres) sur le bien.

La convention présente un caractère «intuitu personae» dans le chef du concessionnaire de sorte qu'elle prendra fin de plein droit :

- au décès du concessionnaire sans qu'elle puisse créer quelque droit que ce soit dans le chef de ses héritiers.
- à la vente de l'immeuble appartenant au concessionnaire situé à 7531 Tournai (Havinnes), Grand Chemin, 61, cadastré ou l'ayant été 9ème division, section C, n° 183 G2.

La présente convention est également résiliée de plein droit et sans sommation en cas de manquement du concessionnaire à l'une des obligations qui résultent pour lui des dispositions de la concession sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.

#### **Article 7. Entretien - Responsabilité**

Entretien

Le concessionnaire s'engage à user du bien visé à l'article 2 du présent contrat en bon père de famille et à le tenir en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

#### Dommmages causés au bien concédé

Pendant la durée de la concession, le concessionnaire est responsable de tous les dommages, quelle que soit leur nature, causés au bien concédé. Il lui incombe de remettre en état, à ses frais, le bien endommagé.

Il est tenu d'informer aussi vite que possible et, en tout cas, dans les 48 heures le concédant des dégradations, détériorations ou usures anormales qui se seraient produites sur le bien.

#### Accidents, dommages causés au concédant ou à des tiers

Le concessionnaire est responsable de tous les dommages ou accidents, quelle que soit leur nature, causés à quiconque, liés à l'exercice des droits et obligations qui lui sont conférés par la convention. Le concessionnaire exonère le concédant de toute responsabilité au cas où pareils dommages ou accidents se produisaient, même si ces dommages ou accidents étaient dus à des vices et défauts quelconques (apparents ou cachés) du bien.

Le concessionnaire :

- garantit le concédant contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du chef des accidents ou dommages précités
- s'engage à intervenir volontairement dans les procédures mues à ce titre contre le concédant.

#### **Article 8. Assurances**

Le concessionnaire assurera sa responsabilité résultant de ce qui est prévu à l'article 7. Il s'engage à justifier du paiement des primes sur toute demande du concédant.

#### **Article 9. Accès au bien concédé**

Le concédant a en permanence accès au bien concédé afin de s'assurer que le concessionnaire n'a pas outrepassé ou modifié les droits qui lui ont été accordés et qu'il s'acquitte correctement et pleinement des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.

En outre, le concessionnaire autorise le concédant et tout autre organisme compétent à accéder en tout temps et pour cause d'utilité publique au bien concédé (par exemple : entretien et réparation des conduites et canalisations).

#### **Article 10. Enregistrement – Frais**

Le concédant fera enregistrer la présente convention.

Les frais d'enregistrement et autres frais éventuels de la présente convention sont à charge du concessionnaire qui supportera seul tous les droits et amendes auxquels celle-ci donnerait ouverture.

#### **Article 11. Droits des voisins**

Le concessionnaire veillera particulièrement à prendre toutes mesures utiles afin de ne pas générer de troubles pour le voisinage.

#### **Article 12. Tribunaux compétents**

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – Section Tournai.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>30. Templeuve, rue de Roubaix. Octroi d'un bail emphytéotique au profit de la SCRL Le Logis tournaisien. Approbation.</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :



Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la Ville est propriétaire du bien sis à Templeuve, rue de Roubaix, 94, cadastré ou l'ayant été section D, n°4/02 L3 formant le périmètre dit du "Hall Satta";

Considérant pour rappel :

- qu'un droit d'emphytéose (ayant pris cours au 1er janvier 2013 et d'une durée de 99 ans) portant sur une partie du bâtiment ayant abrité le district technique de Templeuve a été octroyé à la SCRL Le Logis tournaisien moyennant une redevance annuelle indexée de 515,15€.
- que la seconde partie du bien fait l'objet d'une convention de gestion au profit de l'ASBL "Centre culturo-sportif templeuvois";

Considérant que la partie de parcelle aménagée en terrain de tennis n'est pas reprise dans la convention de gestion comme infrastructure sportive gérée par l'ASBL "Centre culturo-sportif templeuvois";

Considérant que, dans le cadre du projet de construction d'un commissariat de police sur la partie de terrain précitée (d'une contenance de 7 a 4 ca), le Logis tournaisien a introduit une demande officielle relative à l'intégration de logements sociaux dans ce nouveau bâtiment.

Considérant que, pour ce faire, la société de logements sociaux a sollicité la "cession" de cette partie de parcelle moyennant l'euro symbolique (en 2010, le comité d'acquisition d'immeubles de Mons avait fixé la valeur vénale de ce bien à 28.000,00€ hors frais);

Considérant que le bâtiment à ériger serait préfinancé par la société de logements sociaux sur fonds propres et que l'investissement serait remboursé en annuités (coûts et délais restant à déterminer) par la zone de police;

Considérant que, selon une première étude établie par le Logis tournaisien et les services techniques de la zone de police, le projet coûterait 755.000,00€;

Considérant que les logements sociaux resteraient propriété du Logis tournaisien;

Considérant qu'en séance du 28 février 2013, le conseil d'administration du Logis tournaisien a marqué son accord de principe sur ce projet;

Considérant que le service urbanisme a également formulé un avis favorable, en signalant toutefois que le bien est inscrit en zone d'activité industrielle au plan de secteur et que, dès lors, la demande de permis sera de la compétence du fonctionnaire délégué de la Région wallonne;

Considérant que le collège communal a décidé en séance du 28 juin 2013:

- de marquer son accord de principe sur un partenariat entre la Ville, le Logis tournaisien et le service de police. Ce partenariat portant sur le projet de construction d'un bâtiment (abritant trois logements sociaux et le commissariat de police de Templeuve) sur la partie de terrain communal sis à Templeuve, rue de Roubaix, cadastré ou l'ayant été section d, n°4/02L3/pie (partie aménagée en terrain de tennis);
- d'octroyer au Logis tournaisien un bail emphytéotique d'une durée de 27 ans moyennant la redevance annuelle d'un euro. Ce bail emphytéotique sera prorogé pour une deuxième période de 27 années entières et consécutives si l'emphytéote notifie sa volonté de le proroger par lettre recommandée au moins six mois avant l'expiration de la vingt-septième année. En cas de prorogation, le bailleur prêter son concours à l'emphytéote en vue de la passation des actes authentiques et de l'accomplissement des formalités qui s'avèreraient nécessaires pour rendre le bail opposable aux tiers. Les ouvrages et constructions seront réalisés conformément aux plans qui auront été approuvés par l'autorité communale.

Le Logis tournaisien ne pourra pas réclamer de loyer à la police;

Considérant qu'aux termes d'une correspondance datée du 27 novembre 2013, le Logis tournaisien a informé l'administration communale de son accord sur la transaction immobilière à venir selon les modalités arrêtées par le collège communal du 28 juin 2013;

Considérant, toutefois, que l'implantation envisagée suggère la suppression de la cuve de gaz présente à front de la rue de Roubaix et que, dans cette hypothèse, le bâtiment abritant le hall SATTA devra être raccordé dans son entièreté au gaz naturel;

Considérant que deux cas de figure ont été présentés à l'examen du collège communal :

- 1. Installation d'un nouveau raccordement avec compteur de gaz uniquement pour la cuisine et une partie du hall SATTA occupée par le Cazeau Pédale.
- 2. Installation d'un nouveau raccordement avec compteur de gaz pour l'ensemble du hall SATTA;

Considérant qu'il convient également de prévoir la mise en conformité de l'installation présente dans le bâtiment communal (actuellement équipé en partie pour du gaz propane);

Considérant que le collège communal, en séance du 27 novembre 2015, a décidé:

- de procéder à l'enlèvement de la cuve de gaz présente sur la partie de parcelle qui sera concédée par bail emphytéotique au Logis tournaisien et de charger les services techniques du suivi de ce dossier;
- d'opter pour une alimentation au gaz naturel pour tout le hall SATTA en chargeant les services techniques de procéder aux modifications nécessaires et à la mise en conformité du bâtiment communal (actuellement équipé en partie pour le gaz propane) en installant un raccordement supplémentaire pour desservir les locaux alimentés par la cuve propane;
- de charger les services techniques de solliciter les devis actualisés auprès des sociétés anonymes CFA et ORES
- d'inclure une clause particulière dans le projet de bail stipulant que l'emphytéote se chargera, à ses frais, du raccordement au gaz naturel du hall SATTA et de la nouvelle construction (prise en charge du raccordement et des modifications nécessaires à la mise en conformité de la tuyauterie présente dans le bâtiment communal)
- de charger le géomètre communal de modifier son plan de mesurage en ce sens;

Considérant que cette décision a été notifiée au Logis tournaisien ainsi qu'au service public de Wallonie - département des comités d'acquisition d'immeubles - direction du comité d'acquisition de Mons, afin d'amender en ce sens le projet de bail emphytéotique à intervenir;

Considérant qu'aux termes de sa correspondance datée du 5 janvier 2016, le Logis tournaisien a informé l'administration communale du fait qu'elle ne peut en aucune manière investir dans des travaux relevant de terrains ou bâtiments appartenant à autrui et que, dès lors, la société assurera le raccordement au gaz naturel du hall et des nouveaux logements en même temps que la nouvelle alimentation du futur commissariat;

Considérant qu'il y a donc lieu d'entendre que le Logis tournaisien supportera les frais découlant du nouveau raccordement du hall, mais que ceux découlant de la mise en conformité du hall SATTA incomberont à la Ville;

Considérant que le collège communal, en séance du 29 décembre 2016, a décidé de prendre en charge les frais découlant de la mise en conformité du hall SATTA;

Considérant que les crédits nécessaires à ces travaux ont été prévus à l'article 7642/125-06 du budget ordinaire 2017;

Considérant qu'en même séance, le collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du conseil communal sur:

- le projet de droit d'emphytéose modifié.
- le plan de mesurage levé et dressé par le géomètre communal en date du 8 décembre 2015, fixant à 7a 4ca la superficie concédée au Logis tournaisien (plan sur lequel ne figure plus la cuve de gaz);

Considérant qu'en date du 9 janvier 2017, le Logis tournaisien a été informé de ladite décision ainsi que de la modification apportée au projet de bail emphytéotique;

Considérant qu'aux termes d'un courrier daté du 25 janvier 2017, la société de logements précitée a informé la Ville de son accord sur ces modifications;

Considérant l'extrait du plan cadastral, les matrices et le plan de situation;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale de décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

- sous réserve de l'accord de la Société wallonne du logement et de l'obtention du permis d'urbanisme, d'octroyer à la SCRL le Logis tournaisien un bail emphytéotique d'une durée de 27 ans, prorogeable pour une deuxième période de même durée, portant sur la partie de parcelle communale sise à Templeuve, rue de Roubaix, cadastrée ou l'ayant été section D, n° 4/02 L3/pie, d'une contenance de 7a 4ca, afin d'y ériger un bâtiment abritant trois logements sociaux et le commissariat de police de Templeuve.
- d'approuver l'acte d'emphytéose précité dont les termes suivent:

**"CONVENTION D'EMPHYTEOSE"**

L'an deux mille dix-sept,

Le .....

Nous, Christian FOUCART, président adjoint au service public de Wallonie, direction générale transversale du budget, de la logistique et des technologies de l'information et de la communication, département des comités d'acquisition Mons, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint Martin, numéro 52, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et en vertu de l'article 101 du décret du 17 décembre 2015 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, entré en vigueur le 1er janvier 2016 et publié au Moniteur belge du 25 janvier 2016 ainsi qu'en exécution d'une délibération du conseil communal en date du 27 mars 2017,

délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée «le propriétaire» ou «le pouvoir public».

ET D'AUTRE PART,

Comparaissant devant nous :

La société coopérative à responsabilité limitée, dénommée "Le LOGIS TOURNAISIEN", inscrite au registre des sociétés civiles sous le numéro 114, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, avenue des Bouleaux, 75/B et le siège social en l'hôtel de ville de Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52 à 7500 Tournai, immatriculée à la T.V.A. sous le numéro BE 402.504.468, constituée par acte reçu le vingt-neuf avril mil neuf cent vingt-deux, publié aux annexes au Moniteur belge du trois juin mil neuf cent vingt-deux sous le numéro 6458.

Ayant adopté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire dressé par le notaire Claude DECROYER, le vingt-huit octobre mil neuf cent nonante-trois, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 931126-258.

Dont la durée a été prorogée à plusieurs reprises et pour la dernière fois pour trente ans par décision de l'assemblée générale extraordinaire du huit avril mil neuf cent quatre-vingt-un, publiée aux annexes du Moniteur belge dont les statuts ont été modifiés suivant actes :

- du notaire Anne GAHYLLE en date du trente novembre deux mille, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2000.1222-297,
- du notaire Anne GAHYLLE en date du vingt avril deux mille un, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2001.0517-13,

- du notaire Anne GAHYLLE en date du vingt-six avril deux mille deux, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2002.20522-498,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt avril deux mille sept, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 07074612,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt-cinq avril deux mille huit, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 08076882,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt-six avril deux mille treize, publié aux annexes du Moniteur belge le vingt-huit mai deux mille treize sous le numéro 13079965.

Connue au registre des sociétés civiles à Tournai ayant emprunté la forme commerciale sous le numéro 114.

Agréée par la Société wallonne du logement le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-huit, agrément renouvelé le seize décembre deux mille deux,

Ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et plus particulièrement en vertu d'une décision de son conseil d'administration approuvée par la société wallonne du logement le ..... deux mille,  
Ci-après dénommé «l'emphytéote».

## **I.- CONSTITUTION D'UN DROIT D'EMPHYTEOSE**

Le propriétaire constitue, sur le bien ci-après désigné, au profit de l'emphytéote, qui accepte, un droit d'emphytéose régi par la loi du dix janvier mil huit cent vingt-quatre dans la mesure où il n'y serait pas dérogé par les conditions ci-après :

### **DÉSIGNATION DU BIEN**

TOURNAI 30ème division (anciennement TEMPLEUVE)

(INS 57078 - MC 00715)

Une contenance de sept ares quatre centiares (7 a 4 ca) à prendre dans une parcelle sise au lieu-dit «RUE DE ROUBAIX 94», actuellement cadastrée comme installations sportives, section D numéro 4/2 L3 pour une contenance totale de cinquante-neuf ares cinq centiares (59 a 5 ca).

Ci-après dénommée «le bien»

### **PLAN**

Ce bien figure entre les points L1, L2, L3, L4, L5 et L1 au plan dressé le 8 décembre 2015 par Monsieur Alain LETOT, géomètre communal, plan dont un exemplaire demeurera ci-annexé après avoir été signé «ne varietur» par les parties.

### **ORIGINE DE PROPRIETE**

Le bien prédécrit appartient à la ville de Tournai depuis plus de trente ans.

### **BUT DE L'EMPHYTEOSE**

L'emphytéose est constituée pour cause d'utilité publique et plus spécialement pour permettre la construction, par l'emphytéote, d'un bâtiment abritant trois logements sociaux et le commissariat de police de Templeuve.

## **II.- CONDITIONS**

### **DUREE DE L'EMPHYTEOSE**

L'emphytéose est consentie pour une durée de vingt-sept ans, prenant cours le jour de la signature de l'acte pour se terminer de plein droit le \*D\*

### PROROGATION

A l'expiration de cette période, le présent contrat sera prorogé pour une deuxième période de vingt-sept années entières et consécutives si la société de logements précitée notifie sa volonté de le proroger par lettre recommandée à la poste, adressée à l'administration communale six mois au moins avant l'expiration de la vingt-septième année.

En cas de prorogation, l'administration communale prêtera son concours à l'emphytéote en vue de la passation des actes authentiques et de l'accomplissement des formalités qui s'avèreraient nécessaires pour rendre le présent contrat opposable aux tiers.

### SITUATION HYPOTHECAIRE

Le bien donné en emphytéose est libre de toutes charges privilégiées et hypothécaires quelconques, tant dans le chef du propriétaire que dans le chef des précédents propriétaires.

### SERVITUDES

Le bien est grevé du présent droit d'emphytéose avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, l'emphytéote étant libre de faire valoir les unes à son profit et de se défendre des autres, mais à ses frais, risques et périls sans intervention du propriétaire ni recours contre lui et sans, cependant, que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi.

### ETAT DU BIEN - CONTENANCE

L'emphytéote prendra le bien dans l'état où il se trouve, sans aucune garantie relative au bon état des constructions, aux vices ou défauts apparents ou cachés, à la nature du sol ou du sous-sol, ni à la contenance indiquée, dont la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, fera profit ou perte pour l'emphytéote.

Il ne pourra exiger aucune indemnité pour erreur de nom, de désignation, d'indication de tenants et aboutissants ni pour défaut d'accès.

Les parties se dispensent mutuellement de dresser un état des lieux en début et en fin d'emphytéose.

### RESERVE

Tous les compteurs et canalisations, qui se trouveraient actuellement dans le bien et qui n'appartiendraient pas au propriétaire, ne font pas partie de la présente emphytéose et sont réservés à qui de droit.

### TRESORS ET DECOUVERTES

Tous trésors et objets trouvés, d'intérêt historique ou archéologique, enfouis dans le bien donné en emphytéose continuent à appartenir au propriétaire.

L'emphytéote est tenu de signaler sans retard au propriétaire la présence de ces objets trouvés, et de suspendre les travaux jusqu'au moment où les experts désignés par le propriétaire auront examiné le site.

Le propriétaire est tenu de faire procéder à cet examen sans retard.

### MODIFICATIONS - OBLIGATION DE CONSTRUIRE

Afin de respecter le but du présent contrat d'emphytéose, l'emphytéote s'engage à construire sur le bien, à ses frais, un bâtiment abritant trois logements sociaux et le commissariat de Templeuve. Les ouvrages et constructions seront réalisés conformément aux plans qui auront été approuvés par l'autorité communale.

L'emphytéote ne pourra apporter au bien aucune autre modification sans l'accord écrit et préalable du propriétaire.

#### ENTRETIEN ET REPARATIONS

L'emphytéote s'engage à maintenir à ses frais, en bon état, le bâtiment qu'il aura construit sur le bien tant en ce qui concerne les réparations d'entretien qu'en ce qui concerne les grosses réparations, telles que définies aux articles 605 et 606 du Code civil et les réparations rendues nécessaires en raison de la vétusté ou d'un cas de force majeure, sans pouvoir exiger du propriétaire ni la moindre indemnité ni la moindre réduction du canon.

#### ASSURANCE DES CONSTRUCTIONS

L'emphytéote assurera à ses frais, tant les constructions actuelles que celles qui seraient érigées par lui, contre les risques d'incendie, d'explosion, d'inondation et tous risques annexes ou similaires généralement quelconques, pour un montant suffisant pour assurer la reconstruction de ces immeubles. L'assurance couvrira également la responsabilité civile de l'emphytéote en ce qui concerne les dommages occasionnés aux tiers par les biens. L'emphytéote produira une copie des polices d'assurance avant de prendre possession des biens et chaque année une copie de la quittance des primes. L'assurance devra être contractée auprès d'une compagnie de premier rang agréée en Belgique, laquelle devra s'engager dans la police à informer le propriétaire de toute suspension ou résiliation du contrat.

#### CESSION DU DROIT D'EMPHYTEOSE

L'emphytéote ne pourra céder son droit à un tiers que moyennant l'accord préalable et écrit du propriétaire tout en restant solidairement garant de son exécution et en imposant au cessionnaire le respect des clauses et conditions des présentes.

Il restera cependant toujours tenu d'acquitter le canon personnellement.

L'emphytéote sera, en outre, toujours tenu de garantir le propriétaire contre les actes de possession de tiers qui pourraient mener à la prescription acquisitive.

#### CONSTITUTION DE DROITS REELS.

#### VENTE DES CONSTRUCTIONS

L'emphytéote ne pourra hypothéquer et grever de droits réels son droit d'emphytéose ainsi que les constructions qu'il aurait érigées sur le bien que pour la durée de sa jouissance et moyennant l'accord préalable et écrit du propriétaire et de la Société wallonne du logement.

#### BAUX

L'emphytéote a le droit de louer le bien. Les contrats de location qui dépasseront la fin de l'emphytéose ne sont pas opposables au propriétaire.

#### RESILIATION - RESOLUTION DU DROIT D'EMPHYTEOSE

1. Le propriétaire pourra résilier le présent contrat par anticipation en cas :
  - a. de défaut par l'emphytéote de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat. La résiliation ne pourra être demandée que si le propriétaire, par lettre recommandée, a mis l'emphytéote en demeure d'exécuter l'obligation dont le défaut d'exécution est susceptible d'entraîner la résiliation du présent contrat et si l'emphytéote n'a pas exécuté cette obligation dans un délai de soixante jours à dater de l'expédition de la lettre recommandée.
  - b. en cas de faillite, de déconfiture, de dissolution ou de liquidation de l'emphytéote.
2. Le propriétaire pourra également résilier le contrat de plein droit et sans indemnité:

- a. au cas où l'emphytéote n'aurait pas introduit la demande de permis d'urbanisme relatif à la construction d'un bâtiment abritant trois logements et le commissariat de police de Templeuve dans le délai de 24 mois à dater de la signature du présent contrat
- b. au cas où la construction du bâtiment en gros œuvre fermé ne serait pas réalisée dans le délai de 5 ans à dater de l'obtention du permis d'urbanisme.

Ce délai pourra toutefois être prolongé:

- en cas de retard imputable à l'administration communale dans le cadre du traitement de la demande de permis d'urbanisme ou de tout autre retard justifié par un cas de force majeure.
- le cas échéant, de commun accord, si l'emphytéote en formule la demande par écrit au collège communal par lettre recommandée à la poste 6 mois avant l'expiration du délai initial.

3. Chacune des parties pourra résilier le présent contrat sans indemnité au cas où l'emphytéote n'obtiendrait pas le permis d'urbanisme relatif à la construction du bâtiment dont question.

### FIN DU DROIT D'EMPHYTEOSE

Lors de l'extinction du droit d'emphytéose par suite de l'arrivée du terme, de résolution ou de résiliation du présent contrat, le propriétaire a le choix:

- soit d'accéder sans indemnité à la pleine propriété des constructions, ouvrages et plantations quelconques (à l'exclusion du matériel et du mobilier) érigés par ou pour l'emphytéote, qui seront laissés sur place en bon état
- soit d'exiger que le bien soit, aux frais de l'emphytéote, remis dans son état actuel.

### GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine (CWATUP) opérée par le décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les «données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols» ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85, § 1er, alinéa 1, 3° du CWATUP, quoique entré en vigueur le dix-huit mai deux mille neuf, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le propriétaire déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols n'a été effectuée sur le bien et que, par conséquent, aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le propriétaire est exonéré vis-à-vis de l'emphytéote de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

### CLAUSE PARTICULIERE

LA SCRL le Logis tournaisien prendra à ses frais le raccordement au gaz naturel – prise en charge du raccordement du bâtiment communal dit hall SATTA – en même temps que la nouvelle construction.

Les frais relatifs aux modifications nécessaires à la mise en conformité de la tuyauterie présente dans ledit bâtiment seront à charge du pouvoir public.

### **III.- URBANISME**

#### **A) Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine**

##### **a) Information circonstanciée**

Le propriétaire déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal, est la suivante : zone d'habitat;
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1977 ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

##### **b) Absence d'engagement du propriétaire**

Le propriétaire déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa premier dudit Code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

##### **c) Information générale**

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et 2, dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

#### **B) Déclarations complémentaires du propriétaire**

Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance le bien :

- n'est pas soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants dudit Code;
- n'est ni classé ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année; n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- n'est pas concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- n'est pas repris dans le périmètre d'un remembrement légal et qu'il ne lui a pas été notifié d'avis de remembrement.

### **IV.- OCCUPATION - IMPOTS**

Le bien donné en emphytéose est libre d'occupation.

L'emphytéote supportera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférents au bien donné en emphytéose à partir de ce jour.

### **V.- CANON**

Le présent droit d'emphytéose est consenti et accepté contre le paiement d'un canon annuel d'un euro représentant la redevance annuelle pour toute la durée du présent contrat d'emphytéose.

Le montant du canon a été fixé en tenant compte de la charge de construire imposée ci-avant à l'emphytéote. La société de logements ne pourra pas réclamer de loyer à la zone de police pour l'occupation du commissariat.



## **VI.- DISPOSITIONS FINALES**

### **FRAIS**

Tous les frais des présentes sont à charge de l'emphytéote.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, le propriétaire et l'emphytéote font élection de domicile chacun en leur domicile ou siège respectif.

### **TITRE DE PROPRIETE**

Il ne sera fourni d'autre titre à l'emphytéote qu'une expédition du présent acte.

### **ACTES ULTERIEURS**

L'emphytéote s'engage, pour lui-même et pour ses ayants cause, à respecter les termes de la présente convention. Les actes translatifs ou déclaratifs de droits réels devront contenir une clause imposant à ces ayants cause le respect de cette obligation.

### **LITIGES**

En cas de litige, les tribunaux de Tournai seront seuls compétents.

### **DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE**

Les parties déclarent qu'elles sont d'avis qu'il n'existe pas de privilège immobilier et que, dès lors, il ne doit pas être pris inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

### **DONT ACTE.**

Passé à ..... et signé par le fonctionnaire instrumentant, après lecture commentée."

**31. Tournai, 15, rue de la Wallonie. Occupation du rez-de-chaussée appartenant à un particulier. Convention d'occupation. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que l'immeuble sis à Tournai, 15 rue de la Wallonie, cadastré ou l'ayant été 1er division, section G, n°411D, est propriété d'un particulier;

Considérant le courrier du 12 mai 2016 du directeur de l'académie des Beaux-Arts et des arts décoratifs (cours du soir) sollicitant la conclusion d'une convention d'occupation portant sur le rez-de-chaussée du bâtiment précité afin de permettre à l'académie d'exposer des oeuvres issues de ses différents ateliers;

Considérant que ce rez-de-chaussée est inoccupé depuis mai 2015 et que le particulier a marqué son accord sur cette mise à disposition;

Considérant le projet de convention de mise à disposition rédigé par le service patrimoine et occupation du domaine public;

Considérant le courriel en date du 10 janvier 2017 du directeur de l'académie, marquant son accord sur ledit projet et informant la Ville qu'il prendra contact avec le service comptabilité, en ce qui concerne le paiement des frais relatifs aux charges mensuelles et aux frais d'enregistrement;

Considérant la décision du collège communal du 27 janvier 2017 de marquer son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur l'occupation précitée ainsi que sur le projet de convention y relatif;

Considérant qu'en même séance, le service interne de la prévention et de la protection (SIPP) a été chargé du suivi de la conformité des installations techniques dans le cadre de cette mise à disposition;  
Considérant que par courriel en date du 19 février 2017, le particulier a marqué son accord sur ledit projet;

Considérant l'extrait du plan cadastral et la matrice;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

d'approuver les termes de la convention avec un particulier, relative à l'occupation du rez-de-chaussée de l'immeuble sis à Tournai, 15 rue de la Wallonie (cadastré ou l'ayant été 1er division, section G, n°411D) afin de permettre à l'académie des Beaux-Arts et des arts décoratifs (cours du soir) d'exposer des oeuvres issues de ses différents ateliers :

#### **Entre les soussignés :**

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 TOURNAI, rue Saint-Martin, 52, ici représentée, conformément aux articles L1132/3 et L1123/5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, agissant en outre, en vertu d'une délibération du conseil communal en date du 27 mars 2017

ci-après dénommée « **l'occupant** »,

Et :

Monsieur Tak-Wal Michel LO, domicilié et propriétaire du bien sis à Tournai, rue de la Wallonie, 15, cadastré ou l'ayant été 1er division, section G n°411 D d'une contenance de 1a 18ca;

ci-après dénommé « **le propriétaire** »,

#### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **PREAMBULE**

Monsieur LO est propriétaire de l'immeuble commercial sis à 7500 Tournai, rue de la Wallonie, 15. Etant donné que cet immeuble est actuellement inoccupé, Monsieur LO a marqué son accord sur la mise à disposition de son rez-de-chaussée afin que les élèves de l'académie des Beaux-Arts puissent exposer des œuvres.

### **Article 1. Objet du contrat**

Description du bien mis à disposition :

Le propriétaire met à disposition de l'occupant le bien suivant : deux pièces en enfilade situées au rez-de-chaussée de l'immeuble sis à Tournai, rue de la Wallonie, 15, cadastré ou l'ayant été 1ère division, section G n°411 D.

Ces pièces ne sont pas pourvues de commodités.

Ce bien est parfaitement connu de l'occupant.

Un état des lieux est établi contradictoirement en présence du propriétaire et de l'occupant.

Chaque partie a le droit de faire appel à son expert dont elle supportera les frais et honoraires. Après avoir été établi et signé en autant d'exemplaires que de parties, l'état des lieux est joint à la présente convention et en fait partie intégrante.

### **Article 2. Destination du bien**

Le bien immobilier est mis à disposition de l'occupant pour y exposer des œuvres des élèves de l'académie des Beaux-Arts.

Toute autre destination est proscrite.

### **Article 3. Durée du contrat - Résiliation**

La mise à disposition est consentie à titre précaire prenant cours à sa signature.

Les deux parties ont la faculté de résilier le présent contrat à tout moment et sans indemnité, moyennant un préavis d'un mois notifié à l'autre partie par envoi recommandé.

### **Article 4. Gratuité - Frais et charges**

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

L'occupant prend à sa charge un montant de 50,00€ mensuel pour participation aux frais d'eau, d'électricité et de chauffage.

Aucune autre contribution à une dépense quelconque n'est due par l'occupant pendant toute la durée de la convention.

### **Article 5. Entretien et réparations**

L'occupant occupe le bien en bon père de famille.

Il veille à maintenir celui-ci en bon état de propreté.

Il prend à sa charge les réparations locatives et de menu entretien.

L'entretien du hall d'entrée, de la porte à front de rue et du trottoir est à charge du propriétaire.

### **Article 6. Modifications et transformations**

L'occupant ne peut apporter aucune modification ou transformation au bien loué sans le consentement préalable et écrit du propriétaire.

Les travaux autorisés sont acquis sans indemnité au propriétaire et sans possibilité pour celui-ci d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état initial.

### **Article 7. Assurances**

L'occupant fait assurer à ses frais contre l'incendie son mobilier et les risques "locatifs" qui lui incombent et il maintiendra cette assurance pendant toute la durée de la convention.

### **Article 8. Droits des voisins**

L'occupant veille particulièrement à prendre toutes mesures utiles afin que l'occupation ne génère pas de trouble pour le voisinage.

### **Article 9. Cession et sous-location**

L'occupant n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou octroyer tout droit quelconque portant sur tout ou partie du bien.

### **ARTICLE 10 : DROITS D'ENREGISTREMENT**

Les droits d'enregistrement et autres éventuels frais résultant de la présente convention sont à charge de l'occupant.

### **ARTICLE 11 : LITIGES**

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution de la présente convention sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – section Tournai.

Fait à Tournai en trois exemplaires le .....

**32. Plate-forme multimodale. Réaménagement, revitalisation et développement du site du plateau de la gare, de la place Crombez, de la rue Royale et de sa connexion au quartier cathédral. Documents du marché et critères d'attribution. Approbation.**

Monsieur le Conseiller communal Didier SMETTE rentre en séance. Monsieur le Conseiller communal Brieuc LAVALLEE sort de séance.

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, intervient d'emblée comme suit :

"Le point avait été reporté car nous n'avions pas eu l'avis de la tutelle FEDER sur ce dossier. La difficulté, c'est que la ville travaille avec trois autres partenaires.

Rouvrir ce dossier aurait pour effet d'allonger le calendrier qui est déjà très serré à l'heure actuelle. Ce dossier n'est pas neuf. Il a pris naissance lors de la précédente législature. A l'époque, un master plan avait été lancé et financé par la SNCB, à la suite de quoi il y avait eu un accord pour que la ville, les TEC, la SNCB et la Région wallonne travaillent ensemble. La question posée par la conseillère communale Coralie LADAVID était de savoir si dès le début du processus on pouvait intégrer la participation citoyenne dans la mesure où dans le dossier présenté aujourd'hui, la participation citoyenne est appréhendée sur 5% du dossier.

Nous avons réexaminé le dossier avec elle longuement. Je tiens à préciser que le dossier, qui est présenté à nouveau, est identique à celui qui figurait à l'ordre du jour le mois dernier. En effet, si on veut intégrer la participation citoyenne dès le début, on va retarder le dossier d'au minimum 6 mois. On va donc perdre beaucoup de temps et l'échéance finale est fixée au 31 décembre 2023.

Concernant la récupération des matériaux, autre question posée, il est précisé dans le cahier des charges qu'il va être demandé au géomètre de mettre en évidence tous les matériaux dans le cadre du démontage et de la démolition. Dans tous les cas, un inventaire sera établi.

La troisième question portait sur l'intégration de "Monsieur Patrimoine" à la commission technique. C'est possible, bien entendu."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, remercie la ville d'avoir pris le temps de réexaminer le dossier, pour voir s'il était possible d'intégrer la participation citoyenne au début du processus plutôt qu'en cours. "Malheureusement, Madame l'Echevine Laetitia LIENARD m'a démontré que ce n'était plus possible pour diverses raisons. Nous sommes évidemment très déçus, mais nous osons croire que la démarche participative, qui n'était pas une priorité en début de législature, commence à être intégrée et qu'à l'avenir, elle deviendra un automatisme dès le début du processus."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §2 3°;

Vu la décision du conseil communal du 23 février 2015 d'approuver les termes de la convention de partenariat avec le service public de Wallonie (SPW), la société régionale wallonne du transport (SRWT) et la société nationale des chemins de fer belges (SNCB), relative à la coordination des opérations de réaménagement du plateau de la gare et de la plate-forme multimodale de Tournai, et ce, par la mise en œuvre d'un marché de services d'architecture par procédure négociée avec publicité européenne via une centrale de marché;

Vu la décision du conseil communal du 30 mai 2016 de passer un marché de services d'architecture estimé à 1.322.425,00€ hors TVA, soit 1.600.134,25€ TVA comprise (dont 537.566,00€ à charge de la Ville) et ayant pour objet l'étude et le suivi de l'exécution des travaux pour le réaménagement, la revitalisation et le développement du plateau de la gare, de la place Crombez, de la rue Royale et de

sa connexion au quartier cathédral classé à l'UNESCO, dans le cadre du projet Smartcity, par procédure négociée avec publicité européenne, via une centrale de marchés, conformément aux articles 26 § 2 - 3 (les spécifications du marché étant encore générales au stade de la mise en concurrence des auteurs de projet) et 2 - 4ème (centrale de marché) de la loi du 15 juin 2006;  
Vu l'avis de marché publié sous le numéro 2016-517674 au bulletin des adjudications du 8 juin 2016 et sous le numéro 2016/S 112-200027 au journal officiel des communautés européennes du 11 juin 2016;

Vu la décision motivée de sélection et le rapport du jury transmis le 23 décembre 2016 par l'architecte de la Fédération Wallonie-Bruxelles, en charge du suivi et de l'accompagnement des marchés d'architecture;

Considérant que les documents du susdit marché ont été établis par la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles conformément à la convention de partenariat;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver les documents du marché et les critères d'attribution conformément aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la présente délibération sera transmise à l'intercommunale IDETA pour dispositions à prendre;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

- d'approuver les documents du marché de services d'architecture estimé à 1.322.425,00€ hors TVA, soit 1.600.134,25€ TVA comprise (dont 537.566,00€ à charge de la Ville) et ayant pour objet, via une centrale de marché, l'étude et le suivi de l'exécution des travaux pour le réaménagement, la revitalisation et le développement du plateau de la gare, de la place Crombez, de la rue Royale et de sa connexion au quartier cathédral classé à l'UNESCO dans le cadre du projet Smartcity;

- d'approuver les critères d'attribution comme suit :

- 40% qualité du concept, des interventions paysagères et architecturales et de l'inscription dans le contexte urbain
- 40% performance et fonctionnalité
- 15% optimisation de l'investissement
- 5% méthodologie participative.

|                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>33. Tournai et Kain. Travaux de voirie 2017. Mode et conditions de passation du marché.<br/>Approbation.</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 2;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif pour le marché relatif aux travaux de voirie 2017 sur le territoire : allée Paul Bonduelle (pie) et rue Guillaume Charlier (pie) à Tournai et rue Albert (pie) à Kain;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

- le fraisage de revêtements hydrocarbonés;
- la démolition sélective des revêtements en hydrocarboné;
- les déblais localisés;
- la réalisation d'une sous-fondation de type 2;
- la réalisation de fondation en empierrement type IIA;
- la fourniture et la pose de revêtements en hydrocarboné;
- la pose d'un filet d'eau en pavés de pierre;
- la mise à niveau d'éléments localisés;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 148.493,00€ hors TVA, soit 179.676,53€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2017 à concurrence de 180.000,00€, sous l'article 421/731-60;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions.

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux de voirie 2017 sur le territoire : allée Paul Bonduelle (pie) et rue Guillaume Charlier (pie) à Tournai et rue Albert (pie) à Kain, estimés à 148.493,00€ hors TVA, soit 179.676,53€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 2;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que, par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires pour ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2017 à concurrence de 180.000,00€, sous l'article 421/731-60.

|                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>34. Entité de Tournai. Travaux de curage de fossés 2017. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.</b></p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, §2;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux 2017 de curage de fossés dans l'entité de Tournai à :

- Havinnes :

- résidence du Bourgeon
- place Edmond Louviau
- rue Machin

- Melles :

- rue de la Besace

-Thimougies :

- rue de Melles

- Quartes :

- rue de Braffe

- Froyennes :

- ruisseau de Maire

- Blandain :

- hameau du Ruage

- Kain :

- chemin n°26

- Ere :

- sentier n°20

Considérant que le projet prévoit :

- le curage à vif fond;
- le débroussaillage;
- le clayonnage;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 82.440,00€ hors TVA, soit 99.752,40€ TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 100.000,00€ sont inscrits à l'article 877/735-60 du budget extraordinaire de 2017;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée, conformément à l'article 26 §1er 1<sup>a</sup> de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux 2017 de curage de fossés sur le territoire de Tournai :

- résidence du Bourgeon, place Edmond Louviau, rue Machin à Havinnes
- rue de la Besace à Melles
- rue de Melles à Thimougies
- rue de Braffe à Quartes
- ruisseau de Maire à Froyennes
- hameau du Ruage à Blandain
- chemin n°26 à Kain
- sentier n°20 à Ere

Le montant est estimé à 82.440,00€ hors TVA, soit 99.752,40€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et le plan y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en catégorie C classe 1 et une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 100.000,00€ sont inscrits à l'article 877/735-60 du budget extraordinaire 2017.

**35. Royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA). Construction d'une nouvelle structure d'accueil. Articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23, 24 et 26 §1er 1° c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Vu la décision prise par le conseil communal, en séance du 14 octobre 2013, de passer un marché de travaux par adjudication ouverte ayant pour objet la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage à la royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix, dont le coût est estimé à 459.140,06€ hors TVA, soit 555.559,47€ TVA comprise;

Vu la décision du collège communal du 8 avril 2016 de désigner l'entreprise THERET & FILS SA, rue de Rochefort, 239 à 5570 Beauraing, en qualité d'entrepreneur adjudicataire du marché, au montant de son offre régulière, corrigée et la plus basse s'élevant à 419.672,33€ hors TVA;

Vu la promesse ferme de subside reçue d'Infrasports en date du 22 juin 2016 (85% des postes retenus subventionnables);

Vu la décision du collège communal du 27 mai 2016 de donner ordre de commencer les travaux à l'entreprise le 13 juin 2016;

Vu la décision du collège communal du 20 janvier 2017, conformément à l'article 47 § 2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, de résilier le marché avec l'entreprise THERET & FILS SA suite à trois procès-verbaux de carence restés sans suite et au jugement du tribunal de commerce de Liège qui a ouvert la procédure de réorganisation judiciaire par accord collectif;

Considérant que le cautionnement de plein de droit à titre de dommages et intérêts, d'un montant de 20.990,00€, viendra en déduction du montant total des travaux;

Considérant que, suite à la résiliation du marché, il s'est avéré nécessaire d'établir un état des lieux du chantier afin d'adapter les clauses techniques des documents du marché en fonction des travaux déjà effectués par l'entreprise THERET & FILS SA et des travaux restant à exécuter;



Considérant que les prescriptions techniques ont également dû faire l'objet d'une révision en fonction de l'évolution de diverses normes (performance énergétique, stabilité, normes incendie...) ou d'exigences particulières émanant de l'administration de l'urbanisme dans le cadre de la demande de permis;

Attendu qu'en accord avec Infraspports, ces différents compléments ont été intégrés dans un nouveau cahier spécial des charges;

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'un événement imprévisible non imputable au pouvoir adjudicateur, mais à une entreprise défaillante, il a été décidé de passer un nouveau marché:

- pour des raisons de sécurité quant à la responsabilité d'un chantier "laissé à l'abandon"
- afin de permettre aux utilisateurs d'occuper le bâtiment dans les délais prévus,
- de rentabiliser l'outil dans un court délai, de minimiser les coûts engendrés par l'entreprise défaillante et de conserver le bénéfice des subsides octroyés;

Considérant que l'urgence, dont il est question, ne permet pas de respecter les délais exigés par les autres procédures que la procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006;

Vu le rapport de l'auteur de projet joint à la présente délibération;

Considérant que l'entreprise TRADECO, qui a proposé l'offre la plus avantageuse et qui ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, a été retenue;

Considérant que les crédits engagés sous l'article 7641/723-60/16 ne peuvent pas être utilisés et qu'ils seront régularisés par voie de modification budgétaire 2017 n°1;

Vu le rapport du bureau d'études bâtiments;

Considérant la décision prise par le collège communal en séance du 24 février 2017, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et conformément aux articles L1222-3, L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer ce marché de travaux avec l'entreprise S.A. TRADECO;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de prendre acte de la décision prise par le collège communal du 24 février 2017 et, conformément à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'admettre ou non la dépense;

Sur proposition du collège communal;

### **PREND CONNAISSANCE**

de la décision prise par le collège communal en séance du 24 février 2017, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et conformément aux articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage à la royale union sportive Tournai avec l'entreprise S.A. TRADECO, Drève Gustave Fache, n° 5 à Mouscron, au montant de son offre régulière et la plus avantageuse au point de vue prix s'élevant, après correction arithmétique, à 503.284,74€ hors TVA. Le montant de la TVA, soit 105.689,80€, sera payé directement auprès du service public fédéral finances.

L'ordre de commencer est donné immédiatement.

Le délai d'exécution est fixé à 160 jours ouvrables.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : ce marché est régi par les règles générales d'exécution des marchés publics reprises dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

Article 4 : de pourvoir à la dépense résultant de l'exécution de ce marché conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du code de la démocratie locale.

Article 5 : le conseil communal prendra acte de cette décision lors de sa prochaine séance et admettra ou non la dépense conformément aux articles L1222-3 et L1311-5 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 6 : la régularisation des crédits sera effectuée lors de la première modification budgétaire extraordinaire 2017.

Article 7 : la présente délibération sera transmise au ministère subsidiant (Infrasports) et à l'autorité de tutelle.

Article 8 : d'informer les entreprises DHERTE et FAVIER que leurs offres n'ont pas été retenues.

Article 9 : d'engager 10% de crédits complémentaires pour couvrir les révisions affectant ce marché.";

A l'unanimité;

#### **ADMET**

la dépense d'un montant de 608.974,54€ TVA comprise.

**36. Château de Templeuve. Traitement de la mérule. Mesure conservatoire urgente. Articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 - § 1er - c (urgence impérieuse résultant d'un événement imprévisible);

Considérant la procédure de certificat de patrimoine en cours depuis 2008 pour le château de Templeuve, bâtiment classé (arrêté royal du 2 mai 1949), propriété communale;

Considérant la découverte de mérule au château de Templeuve;

Considérant la réunion du 8 février 2017 avec l'administration du patrimoine et l'accord de l'architecte de la direction générale opérationnelle 4 (DGO4) - direction du patrimoine pour le traitement de la mérule en mesure conservatoire d'urgence;

Considérant que les mesures conservatoires urgentes sont subventionnées à concurrence de 59%, cette subvention étant elle-même majorée de 7% aux fins de couvrir les honoraires et frais généraux (taux identique à la procédure classique);

Considérant qu'il convient de passer un marché de services par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006, et ayant pour objet la mission d'études et de suivi des travaux d'éradication de la mérule et de mise hors d'eau du château de Templeuve;

Considérant la décision du collège communal du 10 février 2017 de passer ce marché de services pour un montant de 25.410,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits inscrits au budget extraordinaire 2017 sous l'article 104/733-60 sont insuffisants pour faire face à la dépense, qui sera régularisée par voie de modification budgétaire n°1 de l'exercice 2017;

Considérant qu'il est, dès lors, proposé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 afin de pourvoir à la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/02/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

### **PREND CONNAISSANCE**

de la décision prise en séance du 10 février 2017 par le collège communal, conformément aux dispositions des articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

1. de passer un marché de services ayant pour objet la mission d'études et de suivi des travaux d'éradication de la mérule et de mise hors d'eau du château de Templeuve;
2. ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006, pour un montant forfaitaire de 25.410,00€ TVA comprise;
3. le marché sera régi conformément aux dispositions de l'article 5 § 3 (règles générales d'exécution) de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et de l'article 13 (montant du marché basé sur factures détaillées) de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;
4. de pourvoir à la dépense résultant de l'exécution du marché et de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;
5. de régulariser la dépense par voie de modification budgétaire n° 1 – exercice 2017;
6. de poursuivre, par ailleurs, la procédure de certificat de patrimoine en cours et la réflexion sur la réaffectation du château, qui détermineront les options de restauration de l'ensemble du monument;

A l'unanimité;

### **ADMET**

la dépense.

|                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>37. Piscine de Kain. Conciergerie. Remplacement de la chaudière. Articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1er, 1°, a et c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que la chaudière murale au gaz de la conciergerie de la piscine de Kain est tombée en panne et qu'elle ne peut être réparée;

Considérant qu'une demande d'intervention a été introduite en urgence auprès de quatre sociétés, qui ont remis prix, à savoir :

- SA CFA, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes : 3.336,00€ hors TVA
- ENVISYS, avenue du Champ de Bataille, 239 à 7012 Jemappes : 2.330,00€ hors TVA
- Karl BOUVE SA, rue de Douvrain, 3 à 7011 Ghlin : 2.684,00€ hors TVA
- CELSIUS, avenue de Maire, 91 à 7500 Tournai : 3.107,26€ hors TVA;

Considérant que la société ENVISYS propose l'offre la plus intéressante d'un point de vue qualité-prix pour un montant de 2.330,00€ hors TVA;

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de remplacer la chaudière afin de pouvoir chauffer le bâtiment et produire de l'eau chaude;

Considérant que, conformément aux articles L1222-3 et L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le collège communal a décidé de passer commande immédiatement auprès de la firme ENVISYS;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques du marché, celui-ci pouvait être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26, § 1er, 1 ° a et c de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'aucun crédit n'est prévu au budget extraordinaire 2017 et que la dépense sera régularisée par voie de modification budgétaire n°1 de l'exercice 2017 sous l'article 7644/724-60;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de prendre acte de la décision prise par le collège communal en séance du 10 février 2017 et, conformément à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'admettre ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/02/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

#### **PREND CONNAISSANCE**

de la décision prise par le collège communal en séance du 10 février 2017, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et conformément aux articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché ayant pour objet le remplacement de la chaudière au gaz atmosphérique par une chaudière au gaz à condensation à la conciergerie de la piscine de Kain, avec la firme ENVISYS, avenue du Champ de Bataille, 239 à 7012 Jemappes, au montant de son offre s'élevant à 2.330,00€ hors TVA, la TVA de 21%, soit 489,30€, sera payée au service public fédéral finances.

L'ordre de commencer est donné immédiatement.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est passé par procédure négociée, et ce conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1 ° a et c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 105 §1er 4 ° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui en prendra acte lors de sa prochaine séance et qui admettra ou non la dépense.

Article 5 : les crédits seront prévus au budget extraordinaire 2017 par voie de modification budgétaire n°1;

A l'unanimité;

#### **ADMET**

la dépense d'un montant de 2.819,30€ TVA comprise.

**38. Hôtel de ville. Acquisition d'appareils électroménagers. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1222-3 et 4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment les articles 6, §2, 2° et 26, §1er 1°c;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant que le lave-vaisselle industriel et le frigo-bahut de la cuisine du salon de la Reine sont tombés en panne simultanément;

Considérant que, vu les nombreux événements organisés à l'hôtel de ville, il convenait de les remplacer dans les plus brefs délais;

Considérant que l'urgence démontrée ci-dessus ne permettait pas de respecter les délais exigés par les procédures autres que la procédure négociée;

Considérant que les trois firmes consultées ont remis prix :

- CUISIWAN, rue de la Source, 38 à 7504 Froidmont : 3.592,00€ hors TVA, soit 4.346,32€ TVA comprise
- ETABLISSEMENTS BOSSUT, rue de Saint-Léger, 28 à 7740 Pecq : 3.709,25€ hors TVA, soit 4.488,19€ TVA comprise
- FRIGOTHERM, rue du Plavitout, 87 à 7700 Mouscron : 3.667,67€ hors TVA, soit 4.437,88€ TVA comprise;

Considérant que la firme CUISIWAN, rue de la Source, 38 à 7504 Froidmont proposait l'offre la plus intéressante d'un point de vue qualité-prix;

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de remplacer les électroménagers (lave-vaisselle industriel et frigo-bahut) de la cuisine du salon de la Reine de l'hôtel de ville, l'auteur de projet a proposé de passer commande immédiatement auprès de la firme CUISIWAN, rue de la Source, 38 à 7504 Froidmont;

Considérant qu'aucun crédit n'est prévu au budget extraordinaire 2017 et que ceux-ci seront régularisés par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article 104/744-51;

Considérant qu'il a été fait application des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Considérant qu'il revient au conseil communal de prendre connaissance de la décision du collège communal du 17 février 2017 et d'admettre ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 22/02/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

#### **PREND CONNAISSANCE :**

de la décision prise par le collège communal en séance du 17 février 2017, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

Article 1er : il est passé un marché public de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'électroménagers (lave-vaisselle industriel et frigo-bahut) destinés à la cuisine du salon de la Reine.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er sera passé par procédure négociée conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : la commande a été passée immédiatement à la firme CUISIWAN à Froidmont.

Article 4 : le présent marché est un marché de fournitures et sera constaté par une facture dûment détaillée de la firme CUISIWAN.

Article 5 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 6 : de pourvoir à la dépense et de prévoir les crédits lors de la modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire 2017;

Article 7 : le conseil communal prendra acte de cette décision et admettra ou non la dépense lors de sa prochaine séance;

A l'unanimité;

**ADMET**

la dépense.

**39. Square Bonduelle. Éclairage public. Remplacement de lampes à vapeur de mercure haute pression. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Monsieur le Conseiller communal Briec LAVALLEE rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du conseil communal prise en séance du 10 novembre 2014 d'approuver les termes de la convention-cadre ayant pour objet la fixation des modalités de financement et de remboursement pour le remplacement des lampes à vapeur de mercure haute pression sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'il convenait d'améliorer l'éclairage public du square Bonduelle;

Considérant qu'en cette même séance, la proposition d'ORES, l'opérateur des réseaux de gaz et d'électricité, a été approuvée pour ses offres d'éclairage public:

- n° 20354468 pour un montant de 6.294,60€ hors TVA, soit 7.616,47€ TVA comprise
- n° 20354451 pour un montant de 34.113,86€ hors TVA, soit 41.277,77€ TVA comprise;

Considérant que le 31 janvier 2017, ORES a introduit sa facture relative à l'offre d'éclairage public n° 20354451 s'élevant à 34.113,86€ hors TVA;

Considérant que la TVA de 7.163,91€ est payée en application

de l'autoliquidation directement auprès du service public fédéral finances;

Considérant que cette facture est conforme à l'offre et certifiée également conforme aux travaux effectués par le responsable du service voirie;

Considérant que les crédits relatifs à cette commande n'ont pas été engagés en 2014 et que la dépense sera régularisée par voie de modification budgétaire n°1 de l'exercice 2017 sous l'article 426/735-60/14;

Considérant la décision du collège communal prise en séance du 10 février 2017, en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense relative aux travaux effectués par ORES et d'en donner connaissance au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/02/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal,

**PREND CONNAISSANCE :**

de la décision prise par le collège communal en séance du 10 février 2017, en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

- de pourvoir à la dépense relative aux travaux effectués par ORES dans le cadre du remplacement des lampes à vapeur de mercure haute pression dans l'entité tournaïenne;
- d'approuver et d'autoriser le paiement à ORES du montant de sa facture n° 12044609 relative au remplacement des lampes à vapeur de mercure haute pression au square Bonduelle s'élevant à 34.113,86€ hors TVA;
- d'approuver et d'autoriser le paiement au service public fédéral finances du montant de la TVA sur ces travaux, soit la somme de 7.163,91€;

A l'unanimité;

**ADMET**

la dépense.

**40. Plan d'investissement communal 2013-2016. Point 8. Tournai. Rues de Barges (pie), de la Citadelle (pie), des Sports et général Piron (pie). Etat d'avancement n°15. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant les travaux d'aménagement de "sites propres autobus franchissables", de quais, de trottoirs, de voiries et de réseaux d'égouttage aux rues de Barges (pie), de la Citadelle (pie), des Sports et général Piron (pie), dans le cadre du plan d'investissement communal 2013-2016, point 8, commandés pour un montant de 1.023.964,93€ TVA comprise (21%);

Considérant que ce montant de 1.023.964,93€ TVA comprise comprend :

- les travaux repris dans la soumission;
- les quantités présumées dépassées dans ces travaux principaux, pour un montant de 255.763,72€ hors TVA;
- les travaux supplémentaires reconnus nécessaires pour un montant de 17.181,87€ hors TVA;
- des quantités présumées non réalisées dans les travaux principaux pour un montant de 67.466,11€ hors TVA;

Vu le rapport de l'auteur de projet stipulant textuellement ce qui suit :

*"... L'ensemble des dépassements de quantités présumées relatifs aux travaux cités supra ont été dûment justifiés au travers du rapport d'auteur de projet au fil des états d'avancement, à l'exception du poste TS 7 introduit pour la mise en place d'une signalisation complémentaire utile au contournement du carrefour des rues de Barges et boulevard Albert demandée par la police et du poste TS 8 inhérent à la prise en charge d'un déplacement de câble ORES pour les besoins des travaux.*

**Rubrique A : Travaux principaux:**

*Les travaux principaux à la charge de l'administration communale, selon la soumission, s'élevaient au montant de 846.252,01 € hors TVA et hors révision et à 1.034.549,63 € hors TVA au décompte; celui-ci se solde, pour cette rubrique, d'une somme "en plus" de 255.763,72 € et d'un "en moins" de 67.466,11 €.*

*Les postes 26, 30, 31, 33, 35 et 67 n'ont pas dû être activés pour la bonne réalisation des travaux.*

*A cette rubrique figure le forfait voirie non révisable de la SPGE en faveur de l'administration communale s'élevant au montant de 2.633,06 € hors TVA à déduire du décompte.*

**Rubrique B : Travaux supplémentaires approuvés par avenant:**

*Néant.*

**Rubrique C : Travaux supplémentaires reconnus nécessaires:**

*Le montant des travaux supplémentaires reconnus nécessaires se chiffre à 17.181,87€.*

*Le montant total des travaux exécutés se chiffre donc à 1.051.731,50€ hors TVA et hors révision.*

*Le délai contractuel était fixé à 540 jours ouvrables dont 293 ont été nécessaires pour exécuter la partie du marché relative aux aménagements de la SRWT et de la Ville de Tournai.*

Essais :

*Des essais à la plaque ont été réalisés pour contrôler la portance de la sous-fondation et de la fondation. Ceux-ci montrèrent une résistance conforme aux prescrits du cahier général des charges. Le résultat des essais sur les revêtements bitumineux et fondations béton de trottoirs et éléments linéaires n'est pas encore connu au jour de la rédaction du présent rapport et fera l'objet de commentaires ultérieurs..." ;*

Considérant que l'état d'avancement n°15 doit être liquidé pour le 20 février 2017, le décompte final pour le 6 avril 2017 et que le retard de paiement de ces factures entraînerait le paiement d'intérêts de retard;

Considérant qu'en séance du 24 février 2017, le collège communal, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, a décidé d'autoriser le paiement à l'entreprise COLAS SA :

- du montant de ses créances s'élevant pour l'état d'avancement n°15 à 12.507,84€ hors TVA et révisions comprises, soit 15.134,49€ TVA comprise;
- du décompte final s'élevant à 3.603,75€ hors TVA et révisions comprises, soit 4.360,54€ TVA comprise (en application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21%, soit les sommes de 2.626,65€ et 756,78€, seront payées auprès du service public fédéral finances);

Considérant que les crédits inscrits au budget extraordinaire sont insuffisants pour permettre la liquidation de ces montants et qu'ils seront régularisés par voie de modification budgétaire 2017 n°1 en inscrivant la somme de 13.000,00€ sous l'article 4215/731-60/14;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de prendre acte de la décision du collège communal et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Sur proposition du collège communal;

**PREND CONNAISSANCE**

de la décision prise par le collège communal en séance du 24 février 2017, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- d'approuver les quantités présumées dépassées dans ces travaux principaux pour un montant de 255.763,72€ hors TVA;
- d'approuver les travaux supplémentaires reconnus nécessaires pour un montant de 17.181,87€ hors TVA;
- d'approuver le décompte final de l'entreprise, au montant de 1.026.055,10€ hors TVA, mais révisions comprises;
- de pourvoir, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, aux dépenses de l'état d'avancement n°15 et du décompte final d'aménagement de "sites propres autobus franchissables", de quais, de trottoirs, de voiries et de réseaux d'égouttage à Tournai, aux rues de Barges (pie), de la Citadelle (pie), des Sports et général Piron (pie), du plan d'investissement communal 2013-2016 - point 8, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
- de régulariser les crédits par voie de modification budgétaire n°1 en 2017 en inscrivant un crédit de 13.000,00€ sous l'article 4215/731-60/14;
- de donner connaissance de cette décision au prochain conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

A l'unanimité;

**ADMET**

la dépense.



|                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>41. Service des affaires administratives et sociales. Reconditionnement et réorganisation. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, §2;

Vu la décision du collège communal du 1er juillet 2016 de désigner comme auteur de projet pour les études relatives au reconditionnement et à la réorganisation du service des affaires administratives et sociales, l'atelier d'architecture Meunier-Westrade, sis 107 boulevard Eisenhower à Tournai;

Considérant que l'auteur de projet a établi le projet définitif relatif aux travaux

de reconditionnement et réorganisation du service des affaires administratives et sociales;

Considérant que ce marché est constitué de 6 lots séparés pour un montant global de 412.259,53€ hors TVA, soit 498.834,03€ TVA comprise, et détaillé comme suit:

- Lot 1 : gros oeuvre couvert estimé à 190.565,33€ TVA comprise,
- Lot 2 : menuiseries extérieures estimées à 48.116,52€ TVA comprise,
- Lot 3A : HVAC (chauffage, ventilation, climatisation) estimé à 85.266,28€ TVA comprise,
- Lot 3B : sanitaires estimés à 8.288,50€ TVA comprise,
- Lot 3C : électricité estimée à 89.298,00€ TVA comprise,
- Lot 4 : parachèvements estimés à 77.299,64€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que des crédits de l'ordre de 500.000,00€ sont inscrits à l'article 104/724-60 du budget extraordinaire 2017;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux de reconditionnement et de réorganisation du service des affaires administratives et sociales:

- Lot 1 : gros oeuvre couvert estimé à 190.565,33€ TVA comprise,
- Lot 2 : menuiseries extérieures estimées à 48.116,52€ TVA comprise,
- Lot 3A : HVAC (chauffage, ventilation, climatisation) estimé à 85.266,28€ TVA comprise,
- Lot 3B : sanitaires estimés à 8.288,50€ TVA comprise,
- Lot 3C : électricité estimée à 89.298,00€ TVA comprise,
- Lot 4 : parachèvements estimés à 77.299,64€ TVA comprise;

Le montant global est estimé à 412.259,53€ hors TVA soit 498.834,03€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte, conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et le plan y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011. Le certificat d'agrément est adapté selon le(s) lot(s) :

- Lot 1 : gros oeuvre couvert : D1, classe 2,
- Lot 2 : menuiseries extérieures : D20, classe 1,
- Lot 3A : HVAC (chauffage, ventilation, climatisation) : D17-D18, classe 1,
- Lot 3B : sanitaires : D16, classe 1,
- Lot 3C : électricité : P1, classe 2,
- Lot 4 : parachèvements : D4-D5-D11-D14-D25-D29, classe 2.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 500.000,00€ sont inscrits à l'article 104/724-60 du budget extraordinaire 2017.

**42. Service propreté publique. Acquisition d'un camion pour la collecte des immondices au gaz naturel. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §2 d;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2;

Considérant que le camion à immondices immatriculé RU 861 date de février 1999 et que son kilométrage est de plus ou moins 350.000 km;

Considérant qu'afin d'éviter les réparations à répétition qui ne manqueront pas de se présenter et qui compromettraient la continuité du service, il est nécessaire de le remplacer;

Vu le devis estimatif s'élevant à 208.000,00€ hors TVA, soit 251.680,00€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services - montant estimé du marché inférieur à 209.000,00€ hors TVA;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

Article 1 : de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un camion CNG (compressed natural gaz) à immondices destiné au service de la propreté publique  
Le montant est estimé à 208.000,00€ hors TVA, soit 251.680,00€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée directe avec publicité, conformément à l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : les documents à remettre dans le cadre de la sélection qualitative sont :

- par le simple fait de déposer son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics;
- la liste des principales livraisons au cours des trois dernières années de matériels similaires à ceux faisant l'objet du présent marché ou de matériels d'un montant équivalent à celui du marché (200.000,00€)
- les certificats CE pour chaque poste repris dans le marché (articles 71 et 77 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011);
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global avec un minimum de 500.000,00€ hors TVA et ce pour les 3 dernières années;
- l'adjudicataire sera invité à fournir un extrait du casier judiciaire attestant qu'il ne se trouve pas dans le cas d'exclusion repris à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : Les critères d'attribution sont établis et pondérés de la manière suivante :

- délai de livraison : 20 points;
- garantie : 25 points;
- en cas de panne, coût du déplacement de Tournai jusqu'au lieu de dépannage : 25 points;
- prix : 30 points.

Article 6 : des crédits de l'ordre de 260.000,00€ sont inscrits à l'article 876/743-98 du budget extraordinaire 2017.

**43. Fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont. Première modification budgétaire 2017.  
Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 ° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 6 février 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 13 février 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 14 février 2017 réceptionnée en date du 21 février 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que l'équilibre entre les dépenses et les recettes extraordinaires n'est pas respecté, qu'un montant de 6.000,00 € doit être inscrit à l'article 25 des recettes extraordinaires en lieu et place de l'article 17 des recettes ordinaires du chapitre I afin de maintenir l'équilibre budgétaire;

Considérant que la modification budgétaire 2017 telle que corrigée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant que la dépense pour les travaux de zinguerie (6.000,00€) a été prévue au budget extraordinaire 2017 de la Ville;

Considérant que suivant la circulaire budgétaire 2017 de la Région wallonne, ce subside extraordinaire de 6.000,00 € ne pourra être versé à la fabrique d'église que sur production d'une(de) facture(s) de l'entrepreneur désigné, facture accompagnée des pièces justificatives;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### DÉCIDE

**Article 1er** : la délibération du 6 février 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

| Article concerné | Intitulé de l'article           | Ancien montant | Nouveau montant |
|------------------|---------------------------------|----------------|-----------------|
| Recettes 17      | Subside communal à l'ordinaire  | 6.000,00 €     | 0,00 €          |
| Recettes 25      | Subside communal extraordinaire | 0,00 €         | 6.000,00 €      |

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

|                                                                  |                    |
|------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Recettes totales à l'ordinaire                                   | 23.841,46 €        |
| - dont une intervention communale ordinaire de secours de :      | 20.528,07 €        |
| Recettes totales à l'extraordinaire                              | 8.266,81 €         |
| - dont une intervention communale extraordinaire de secours de : | 6.000,00 €         |
| - dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :                 | 2.266,81 €         |
| Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre I                     | 4.135,00 €         |
| Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre II                    | 21.973,27 €        |
| Dépenses totales à l'extraordinaire du chapitre II               | 6.000,00 €         |
| - dont un mali comptable de l'exercice précédent de :            | 0,00 €             |
| <b>Recettes totales</b>                                          | <b>32.108,27 €</b> |
| <b>Dépenses totales</b>                                          | <b>32.108,27 €</b> |
| <b>Résultat comptable</b>                                        | <b>0,00 €</b>      |

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province

de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

#### **44. Finances communales. Créations. Médecins assermentés. Honoraires 2017. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article 1232-24, §1er, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation qui prévoit, pour toute crémation, l'établissement d'un rapport d'un médecin commis par l'officier de l'état civil afin de vérifier les causes du décès;

Considérant que, depuis 20 ans, deux médecins légistes assermentés au niveau de l'arrondissement judiciaire de Tournai constatent les causes de décès dans le cadre des créations;

Considérant qu'en date du 29 mars 2012, l'officier de l'état civil a désigné un troisième médecin légiste pour pallier les absences des deux premiers;

Considérant que les honoraires du médecin commis par l'officier de l'état civil sont à charge de la commune dans laquelle le défunt est domicilié (article 1232-24 §1er, alinéa 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation);

Considérant que, compte tenu du nombre croissant de créations, il est souhaitable que le montant des honoraires pour l'année 2017 reste identique à celui de 2016, à savoir 35,00€ par prestation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/02/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

pour l'année 2017, de fixer à 35,00€ par prestation, le montant des honoraires des médecins désignés pour constater les causes de décès dans le cadre des créations.

#### **45. Finances communales. Convention avec IGRETEC (intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques) pour le contrôle de la taxe sur la force motrice et son recensement. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'affiliation de la Ville à l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC);

Considérant que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et en particulier l'arrêt Teckal (18 novembre 1999 /aff. C-107/98, point 50) a consacré le principe selon lequel *"les contrats entre personnes de droit public sont en principe soumis à la réglementation des marchés publics. Lorsqu'un pouvoir public décide de recourir à des structures décentralisées pour effectuer une mission déterminée, et cela, sur le mode du contrat, elle ne peut le faire qu'après une mise en concurrence"* ;

Considérant, cependant, que la Cour de justice européenne, dans divers arrêts, a reconnu qu'une mise en concurrence n'est pas obligatoire pour autant que:

- l'adjudicateur (la commune) exerce sur l'entité distincte (l'intercommunale) un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services;
- cette entité (l'intercommunale) réalise l'essentiel de son activité avec la ou les autorités publiques qui la détiennent;

Considérant que cette relation "in house" constitue une exception aux règles générales du droit communautaire;

Considérant que, dans sa circulaire du 15 juillet 2008, le ministre de tutelle a défini les conditions dans lesquelles une commune peut recourir aux services de son intercommunale en dehors de toute mise en concurrence;

Considérant que, par courrier du 16 février 2011, le ministre des pouvoirs locaux a confirmé que toutes les conditions étaient réunies pour permettre à IGRETEC de bénéficier de l'exception jurisprudentielle du contrôle analogue;

Vu l'avis favorable remis par le directeur financier le 9 mars 2017 et figurant en annexe;

Considérant que la Ville peut donc en toute légalité recourir aux services de l'IGRETEC et ce, sans mise en concurrence préalable;

Considérant que dans le cadre de la taxe sur la force motrice et de la détermination des exonérations prévues par la législation, la Ville est amenée à contrôler l'assiette imposable;

Considérant que l'intercommunale dispose de personnel qualifié pour réaliser cette mission;

Considérant que la mission consiste en un contrôle des déclarations et des activités des entreprises relatives à la taxe sur la force motrice sur base de la législation actualisée en la matière et du règlement établi par la Ville, ainsi qu'en l'assistance dans le cadre d'éventuelles réclamations introduites par les sociétés contrôlées;

Considérant que ce contrôle permet à la Ville:

- d'établir l'assiette imposable dans le cadre de la taxe sur la force motrice;
- de déterminer la puissance exonérée dans le cadre du plan Marshall;

Considérant que la mission s'exerce soit dans le cadre :

- d'un contrôle permanent, où les activités des sociétés contrôlées sont suivies annuellement et de façon régulière;
- d'un contrôle unique, dénommé «omnium», où les activités des sociétés sont contrôlées à un moment déterminé sur base d'une déclaration;

Considérant qu'à l'issue de sa mission de contrôle, un rapport reprenant les éléments taxables et non taxables est établi par IGRETEC;

Considérant qu'une réunion est organisée avec l'associé afin de présenter ce rapport;

Considérant que la taxation d'office ne peut se fonder sur ce seul rapport, mais doit faire l'objet d'une délibération du conseil communal;

Considérant que selon les dispositions de l'article 346 du CIR (code des impôts sur les revenus), il revient à la Ville, en cas de taxation d'office, d'établir un avis rectificatif laissant le temps au contribuable de faire valoir ses observations dans un délai d'un mois à dater de la réception;

Considérant que, conformément à l'article 7 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, les membres d'IGRETEC mis à disposition pour ces missions seront assermentés et désignés en qualité d'agents recenseurs en vue du recouvrement de la taxe sur la force motrice;

Considérant que l'élaboration de la convention relative au contrôle des déclarations de la taxe sur la force motrice sur le territoire de la ville de Tournai a été réalisée en collaboration avec le service juridique de la Ville;

Considérant que le collège communal établira la liste des sociétés à contrôler;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

d'approuver la «convention relative au contrôle des déclarations de la taxe sur la force motrice sur le territoire de la Ville de Tournai» :

#### **"CONVENTION RELATIVE AU CONTRÔLE DES DÉCLARATIONS DE LA TAXE SUR LA FORCE MOTRICE, SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE TOURNAI**

Entre :

d'une part :

la Ville de Tournai, dont le siège est sis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, enregistrée à la banque carrefour des entreprises sous le n°0207.354.920,

représentée par M. Thierry LESPLINGART, Directeur général, et M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale,

ci-après dénommée "**L'associé**"

et, d'autre part :

L'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques, en abrégé IGRETEC, association de communes-société coopérative à responsabilité limitée, dont le siège est sis boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi, enregistrée à la banque carrefour des entreprises sous le N°0201.741.786,

représentée par M. Renaud MOENS, Directeur général,

ci-après dénommée "**IGRETEC**".

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

#### **Article 1 : objet de la convention**

##### **1.1. Description de la mission dans le cadre de la taxe sur la force motrice**

L'associé confie à IGRETEC qui accepte, la mission relative au contrôle des déclarations de la taxe sur la force motrice sur son territoire.

La mission consiste en un contrôle des déclarations et des activités des entreprises relatives à la taxe sur la force motrice sur base de la législation actualisée en la matière, ainsi qu'en l'assistance dans le cadre d'éventuelles réclamations introduites par les sociétés contrôlées.

Ce contrôle permet à l'associé :

- d'établir l'assiette imposable dans le cadre de la taxe sur la force motrice
- de déterminer la puissance exonérée dans le cadre du plan Marshall.

IGRETEC réalise un contrôle détaillé des installations de façon à déterminer la puissance installée réelle et à dénombrer exactement les moteurs utilisés par l'entreprise.

La mission s'exerce dans le cadre :

- d'un contrôle permanent de sociétés inventoriées dans un listing arrêté par le collège communal et qui sont suivies annuellement et de façon régulière;

- d'un contrôle unique, dénommé omnium, où les activités des sociétés sont contrôlées à un moment déterminé sur base d'une déclaration.

A l'issue de sa mission de contrôle, un rapport reprenant les éléments taxables et non taxables est établi par IGRETEC. Une réunion est organisée avec l'associé afin de présenter ce rapport.

Conformément à l'article 7 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, l'autorité habilitée à arrêter les rôles assermentera les membres du personnel d'IGRETEC mis à disposition pour ces missions et les désignera en qualité d'agents recenseurs en vue du recouvrement de la taxe sur la force motrice.

Les forces de l'ordre seront invitées, le cas échéant, à leur prêter concours afin de faciliter l'accomplissement de leur tâche.

#### **1.2. Étendue de la responsabilité d'IGRETEC**

La responsabilité d'IGRETEC ne peut être recherchée que sur la mission de contrôle et le rapport visé à l'article 1 remis à l'associé.

L'associé reconnaît que la taxation d'office ne peut se fonder sur ce seul rapport, mais doit faire l'objet d'une délibération de son instance compétente. De plus, selon les dispositions de l'article 346 du CIR, il revient à l'associé, en cas de taxation d'office, d'établir un avis rectificatif laissant le temps au contribuable de faire valoir ses observations dans un délai d'un mois à dater de la réception.

Les parties reconnaissent qu'IGRETEC n'assume aucune responsabilité sur l'utilisation qui sera faite par l'associé du rapport dont il est question à l'article 1, non plus que sur le respect, par l'associé, de ses obligations légales en la matière.

#### **Article 2 : planification de la mission**

La mission se rapportant au contrôle "omnium" est exécutée au plus tard dans les 6 mois de la réception des documents de travail.

Les rapports de contrôle permanent sont remis à l'associé au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année de la situation contrôlée.

#### **Article 3 : honoraires des missions**

##### **3.1. Honoraires**

##### **3.1.1. Généralités**

La rémunération des missions s'entend hors TVA.

##### **3.1.2. Contrôle permanent**

Les honoraires d'IGRETEC sont fixés à prix coûtant par heure de prestations, soit 65,00€ hors TVA/heure/personne pendant les heures ouvrables (entre 7 heures 30 et 18 heures).

Ce montant est indexé suivant l'indice des prix à la consommation (indice de base : janvier 2015).

##### **3.1.3. Contrôle "omnium"**

Les honoraires d'IGRETEC sont fixés comme suit :

- un montant forfaitaire de 75,00€ hors TVA par déclaration sélectionnée
- à prix coûtant par heure de prestations, soit 65,00€ hors TVA/heure/personne, pendant les heures ouvrables (entre 7 heures 30 et 18 heures).

Ce dernier montant est indexé suivant l'indice des prix à la consommation (indice de base : janvier 2015).

#### **Article 4 : modalités de facturation et de paiement**

##### **4.1. Modalités de facturation**

Les prestations concernant les contrôles permanents et omnium sont facturées par trimestre en fonction du nombre réel d'heures prestées, au(x) taux horaire(s) stipulé(s) à l'article 3 de la présente convention.



IGRETEC s'engage à fournir toute justification utile aux heures facturées sur simple demande de l'associé.

#### 4.2. Modalités de paiement

Toute facture est payable dans les 60 jours calendrier suivant la date de réception de la facture.

Toute facture impayée à l'échéance produit, de plein droit et sans mise en demeure, un intérêt de retard au taux légal (article 5 de la loi du 2 août 2002). Ces intérêts légaux et conventionnels courent de plein droit depuis l'échéance de la facture.

#### Article 5 : durée du contrat

Le présent contrat est établi pour une période de trois ans à partir de la date de la signature de la présente convention par l'associé et est reconduit tacitement sauf dénonciation de l'une des parties. Toute décision de non-reconduction du présent contrat par l'une ou l'autre partie doit être signifiée par courrier recommandé au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'année du terme du contrat.

#### Article 6 : attribution de juridiction

Tous les différends pouvant surgir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention sont de la compétence exclusive des tribunaux de Charleroi.

Fait le ....., à ....., en 4 exemplaires, chacune des parties reconnaissant avoir reçu ses deux exemplaires.

Pour IGRETEC,  
Renaud MOENS  
Directeur général

Pour l'associé,  
Thierry LESPLINGART  
Directeur général

Paul-Olivier DELANNOIS  
Echevin délégué à la fonction maïorale."

#### **46. Questions**

A l'issue des points figurant à l'ordre du jour et du point en urgence, le **président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leur question :

#### **1) Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE, à propos de l'installation d'une antenne Proximus à Warchin et des informations à diffuser aux citoyen(ne)s :**

"Projet d'antenne Proximus dans un quartier de Warchin, quelle suite pour ce dossier ?

De manière générale, la Ville peut-elle améliorer l'information aux citoyens sur leurs droits dans le cadre de ces dossiers complexes pour les citoyen(ne)s ?

Dans le cadre de ce projet urbanistique, tout un quartier se mobilise pour conserver le caractère rural de ce petit coin et éviter les conséquences négatives pour leur santé, spécialement celle des enfants. Le collège a donné (ou donnera) son avis et le communiquera au fonctionnaire délégué. Celui-ci octroiera ou refusera le permis demandé par Proximus.

Le conseil communal n'est pas compétent en cette matière et ne peut pas non plus interroger le collège sur ses intentions.

Je ne vous interrogerai donc pas sur ce point. Cependant, ayant eu des contacts avec les personnes concernées au premier plan et décidées à défendre leur point de vue, je me rends compte que leur position est délicate, car ils ne comprennent pas bien "dans quelle pièce ils jouent".

La parution des avis d'enquête publique sur le site de la Ville est déjà un progrès remarquable en matière d'information, mais reste insuffisant. Dans le cadre légal, les citoyens habitant dans un rayon de 50m reçoivent également une information sur tout projet urbanistique.

Mais les citoyen(ne)s continuent à se poser beaucoup de questions lorsqu'ils (elles) désirent faire entendre leur voix :

- quel est l'organe communal compétent pour donner un avis ou décider ?
- qui a la compétence pour l'octroi du permis ?
- les citoyen(ne)s obtiendront-ils copie de la décision ?
- quelles sont les voies de recours possibles ?
- à qui doivent être adressés les recours ?
- dans quel délai faut-il adresser un recours ?

Face à ces nombreuses questions, je vous demande d'apporter toutes ces précisions dans les avis diffusés aux citoyens ainsi que dans les avis diffusés sur le site de Tournai."

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, répond en ces termes :

"Madame la Conseillère communale,

Comme vous faites référence à un dossier d'urbanisme en particulier, permettez-moi de vous informer que le collège communal a, le 17 mars dernier, déjà remis un avis sur ce permis; avis qui fut défavorable. Le dossier a été envoyé dans la foulée à la Région wallonne qui est ici l'autorité compétente pour délivrer ou pas l'autorisation. Les riverains en ont déjà été informés. Ils prendront aussi connaissance de la décision finale du fonctionnaire délégué par courriers officiels.

Pour en revenir maintenant à votre questionnement sur les procédures générales d'urbanisme, je rappelle d'abord que les modalités d'enquête publique sont définies par le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP). Le modèle d'avis d'enquête, avec son contenu, est également fixé par le Gouvernement wallon. On ne fait donc pas ce que l'on veut. Première chose à savoir.

Ajouter sur cet avis d'enquête les modalités de recours serait une excellente chose mais extrêmement complexe dans les faits puisque les instances compétentes pour statuer sur un éventuel recours ne sont pas toujours les mêmes ; notamment lorsque différentes législations sont concernées dans un seul et même permis (notamment pour les procédures voirie, permis uniques ou permis intégrés).

Soyons clairs, demain avec le CoDT, ce sera là mission impossible car vous n'êtes pas sans savoir que des délais de rigueur seront imposés. S'ils ne sont pas respectés, la compétence reviendra d'abord au fonctionnaire délégué, puis au Gouvernement wallon. Difficile de deviner à l'avance si les délais seront respectés ou pas, vous en conviendrez !

Néanmoins, je tiens quand même à rassurer (et je pense que les riverains en sont bien au fait), sur le fait que sur simple question, soit au service urbanisme, soit lors de la clôture d'enquête, toutes les informations importantes tant sur l'autorité compétente que sur les modalités de recours, sont évidemment fournies. C'est ce que nous faisons déjà aujourd'hui.

Quant à la décision prise, que ce soit pour le collège communal lorsqu'il est autorité compétente, que par le fonctionnaire délégué, l'information de cette décision est toujours notifiée aux réclamants en y précisant les modalités de recours. Pour rappel, c'est une obligation légale. Selon les cas, nous annexons même directement une copie du permis.

Il faut d'ores et déjà signaler que le CoDT ne prévoit pas cette imposition. Cette formalité d'information incombera au demandeur par un affichage du permis sur le terrain.

J'espère ainsi avoir répondu à votre question mais je pense que nous aurons l'occasion de rediscuter prochainement des nouvelles mesures prévues par le CoDT qui, sans nul doute, vont entraîner quelques bouleversements. On s'y prépare, rassurez-vous ! "

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, réplique en ces termes :

"Monsieur l'Echevin me conforte dans l'idée que c'est très complexe. Si c'est complexe pour Monsieur l'Echevin et les conseillers communaux, je comprends que pour les habitants, ce le soit aussi. Le CoDT ne va pas améliorer mais aggraver les choses.

Vous dites qu'ils peuvent s'informer. Pourrait-on leur indiquer que pour toute question concernant les avis, la compétence, les recours..., le service urbanisme pourra leur répondre ? En ajoutant cette précision, je pense que les habitants auront une indication précise au sujet du service auquel ils peuvent s'adresser pour avoir réponse à leur question."

**2) Madame la Conseillère communale cdH, Hélène CLEMENT-COUPLET, à propos de l'avis défavorable du CRAC sur le budget 2017 du Centre public d'action sociale :**

"Lorsqu'on lit le rapport du CRAC du 16 décembre 2016 (qui nous a été communiqué mi-janvier 2017), c'est une évidence - clair comme de l'eau de roche - que le CRAC donne raison au cdH de Tournai !

Oui, un audit sur le CPAS est indispensable !

Oui, les chiffres ne sont pas bons !

Oui, les projections financières sont très inquiétantes pour l'avenir... même si vous vous obstinez à refuser de l'admettre !

Et que dire de tous les indicateurs sociaux qui montrent que la pauvreté gagne chaque jour du terrain ! Le plafond des 1.700 RIS est explosé et augmente de semaine en semaine !

Mais revenons au rapport du CRAC.

Je cite : «Concernant le CPAS, après analyse du budget initial 2017, le centre remet un avis DEFAVORABLE sur celui-ci pour, notamment, les motifs suivants» :

1/ Le tableau de bord présente - encore et toujours - des exercices cumulés en mali et ce dès 2018 moyennant une évolution de la dotation communale;

> Ce qui veut dire quoi ? On joue les pompiers jusqu'en 2018 et après on sait pertinemment bien que le feu sera incontrôlable !

2/ Le manque d'information quant à l'évolution des ETP (équivalents temps plein) en 2016 et 2017 eu égard à l'évolution de la masse salariale.

> Tout en rappelant qu'il y a à peine deux ans, des dizaines de personnes ont été licenciées !

3/ La problématique de l'alimentation additionnelle de la provision dédiée à la couverture du surcoût liée au personnel statutaire mis à disposition du CHWAPI qui n'est toujours pas solutionnée;

4/ Le coût net de l'aide sociale qui augmente légèrement entre le compte 2015 et le budget 2017 alors que la dotation communale augmente sur la même période et la surestimation du coût net de l'aide sociale;

5/ Il n'y a toujours pas de calendrier des ventes de patrimoine actualisé comprenant toutes les autres ventes prévues après 2016...

6/ Les dépenses totales sont inférieures aux prévisions faites dans le cadre du plan de gestion pour 2017 et les dépenses de personnel et de transferts ne respectent pas les enveloppes fixées.

Enfin, l'utilisation du fonds de réserve spécifique afin de couvrir une partie de la cotisation de responsabilité ne permettra plus d'alimenter le fonds de réserve en 2017 ! C'est très inquiétant pour l'avenir...

Monsieur le Bourgmestre,

Chers collègues,

Au nom du cdH, je vous prierai de ne pas jouer sur les mots. Eh oui, je vous vois venir en affirmant que cet avis, s'il est défavorable, n'est pas un rejet.

Pourtant, le terme défavorable ne signifie-t-il pas que ce budget est « nuisible à quelqu'un, à quelque chose, qui a des effets fâcheux sur eux [1] » ... c'est-à-dire sur le personnel et les toujours plus nombreux bénéficiaires du CPAS ?

Monsieur le Bourgmestre,

Chers collègues,

1/ Quelles réponses pouvez-vous apporter au CRAC ?

2/ Une attitude de rejet / mépris par rapport à cet avis n'est-il pas dangereux pour le CPAS ?

3/ La majorité envisage-t-elle de modifier et faire revoter ce budget ?

[1] Définition du Larousse."

Madame la Présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, répond en ces termes :

"Madame la Conseillère communale,

Je souhaite apporter quelques précisions concernant vos interventions ayant trait au CPAS.

En effet, l'institution que je préside est régulièrement l'objet de vos remarques dont je ne perçois pas toujours l'objectif.

Tout d'abord, le CRAC ne donne raison à personne.

Il établit un certain nombre de constatations et émet un avis.

A aucun moment, le CRAC ne fait référence à un audit.

Quant à l'avis du CRAC, il est défavorable, certes.

Il s'agit bien de l'avis qui est défavorable et non du budget en lui-même.

Alors je ne jouerai pas sur les mots comme vous nous le demandez, mais sachez que ce qui anime les dirigeants du CPAS et le conseil de l'action sociale, ce n'est pas d'être « nuisible à quelqu'un, à quelque chose, ou d'avoir des effets fâcheux » mais bien de préserver une institution.

Et là aussi, je veux être très claire. Préserver l'institution, non pas pour l'institution en elle-même, mais pour les missions qu'elle rend chaque jour à l'ensemble de la population, pour qu'elle puisse continuer à jouer son rôle de prévention et de cohésion sociale.

Votre remise en cause des chiffres relatifs aux dépenses de l'aide sociale semble pour le moins hors réalité.

En effet, comme consommatrice vous constatez, vous-même, mais aussi chacun d'entre nous, l'augmentation du coût des prix à la consommation. En fonction du budget dont on dispose, cette hausse peut faire basculer toute une famille dans la pauvreté. D'autant plus, si on y ajoute des changements de législations précarisant le travail, visant des diminutions dans les remboursements des soins de santé...

Voilà ce qui justifie l'apparition de toute une série de nouveaux bénéficiaires que l'on dénomme « les travailleurs pauvres », mais aussi « les jeunes adultes, étudiants ou pas » dont la famille ne parvient plus à assumer la charge...

J'en profiterai pour souligner que le nombre d'assistants sociaux chargés d'instruire et de gérer ces dossiers n'a pas été revu proportionnellement à l'accroissement des demandes.

Mais revenons-en à l'élaboration du budget.

Au CPAS, nous essayons d'anticiper les dépenses en fonction de nos constats, mais aussi de l'évolution des législations.

Il est vrai que ces estimations possèdent une marge d'erreur. Mais quel CPAS peut estimer le budget de l'aide au cent près, tout en assumant sa mission de lutte contre la pauvreté ?

Car je tiens à vous rappeler qu'un budget est un document prévisionnel reprenant l'estimation de toutes les recettes et de toutes les dépenses susceptibles d'être effectuées dans le courant de l'exercice financier.

Notre combat au quotidien est de « construire et non détruire ».

Construire, c'est aller de l'avant.

Car bien que vous ne releviez du CPAS que des points négatifs, le CPAS est, avant tout, une institution qui rend des services à la population et celle-ci, d'ailleurs, ne s'y trompe pas.

Pour preuve, je vous parlerai des demandes en souffrance auprès de nos maisons de repos.

En effet, la qualité des soins et de l'accueil se propage de bouche à oreille et nous ne pouvons malheureusement offrir une réponse favorable à toutes ces personnes faute de places suffisantes.

Le même phénomène est aussi présent au sein de la crèche où une trentaine d'enfants attendent que des places se libèrent.

A l'époque, la prise en charge, qui y a été instaurée, était innovante. Depuis, elle a fait ses preuves et elle a largement contribué au succès de la crèche.

La maison d'enfants a pour objectif de permettre aux enfants et à leurs familles de reprendre pied malgré les difficultés et les souffrances traversées.

Le personnel, qui s'y investit, a été heureux d'apprendre la reconnaissance de ce lieu comme service d'accueil et d'aide éducative. Ceci signifie un octroi récurrent de subsides.

Aider des personnes victimes des « orages de la vie » comme le dit une émission TV, les aider à se reconstruire, voilà aussi le travail qu'accomplit le personnel de « La Consoude » et « Les Oliviers ».

Quant au centre de scolarité, voir des enfants devenus adultes y revenir pour « donner des nouvelles » comme ils disent aux animatrices et les sentir fiers d'avoir réussi un parcours scolaire ou professionnel sont un salaire inestimable pour le personnel qui y travaille chaque jour.

Alors, Madame, croire que l'objectif, qui anime les décisions prises par le CPAS, serait « atteindre 2018 et puis tant pis », croire cela, c'est faire injure aux membres du conseil de l'action sociale qui compte parmi ses membres votre président de parti.

C'est aussi considérer avec mépris tout le travail accompli, chaque jour, par chacun des membres de cette institution quelle que soit sa qualification.

Car si, en tant qu'homme ou femme politique, nous décidons des lignes directrices, sur le terrain c'est le personnel qui les applique.

Et voyez vous, je suis fière d'être la présidente d'une institution qui emploie du personnel motivé et compétent.

Et ma responsabilité à l'égard de chacun d'entre eux est aussi une forme de témoignage de ma reconnaissance pour le travail accompli.

L'ensemble des conseillers de l'action sociale ont toujours accès à tous les documents d'inspections effectuées au CPAS, dans les maisons de repos et le home Valère DELCROIX et l'ONE pour la crèche. Je peux vous dire que ces inspections sont de sacrés audits normatifs et de qualité."

Madame l'Echevine des finances PS, **Laetitia LIENARD**, poursuit en ces termes :

"Cette question appelle deux remarques.

La première, c'est qu'il s'agit d'un copier/coller du rapport qui nous a été transmis par le CRAC. Ce rapport, je l'ai lu, relu, et je vous le dis, il ne me plaît pas. Nous ne sommes pas enchantés par ce genre de dossier.

La deuxième, en substance, c'est que votre question insinue que la Ville ne se rend pas compte de la situation financière du CPAS. Dès lors, un audit est réclamé.

Ces deux points de vue étant mis sur la table, je ne suis pas persuadée qu'on participe aux mêmes assemblées. Depuis le temps que je présente les budgets (février 2013), je ne pense pas qu'une seule fois vous m'avez entendu dire que la situation était idéale au CPAS. J'ai repris mon intervention de 2015. A l'époque je disais : "la situation du CPAS ne me fait pas peur, elle m'angoisse." Effectivement, la Ville est inquiète de la situation financière du CPAS.

Je pose la question au cdH : si ce qu'on fait ne vous convient pas, que recommande le cdH ? A part céder à la panique, que recommandez-vous ? Un audit ? Mais au-delà de cela ? Peut-on aller plus loin au sein de cette assemblée et venir avec des propositions ? Tout comme vous, Monsieur le Président, je ne pense pas avoir pour habitude au sein de cette assemblée, de jouer sur les mots. Depuis 2012, le collège communal, avec le bureau permanent et le conseil de l'action sociale du CPAS, ont fait le choix d'agir. Il est clair que ce ne sont pas des choses vendeuses. Les scandales, eux, on en parle beaucoup plus vite que les actions qui sont menées. Elles sont menées sur plusieurs fronts : au niveau du budget ordinaire, au niveau du budget extraordinaire et au niveau des synergies.

Au niveau du budget ordinaire

Je rappelle que la masse salariale a été diminuée de 1,5 million d'euros avec toutes les conséquences que cela implique.

On a trouvé des subsides. Il y a des décisions prises qui ne font pas plaisir, mais, à côté de cela, on essaye d'utiliser tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour aller chercher des subsides, en l'occurrence pour la maison d'enfants où ils avoisineront les 700.000,00€. Auparavant, le CPAS finançait ce service sur fonds propres. Dorénavant, il sera subventionné.

Les frais de fonctionnement ont été diminués.

Par ailleurs, la Ville provisionne également pour le personnel. On a refait un rapide calcul. Actuellement, c'est 3.470.000,00€ qui sont provisionnés pour le personnel et dans ces 3.470.000,00€ vous avez aussi les bonis de liquidation du CHRT.

A côté de ces 3.470.000,00€, nous avons prévu au budget 2017 de la ville, 1.300.000,00€ en plus pour les aléas qui arriveront au CPAS.

#### Au niveau du budget extraordinaire.

La Ville a racheté tous les biens qu'elle avait en emphytéose au CPAS.

On a trouvé, avec le concours du bourgmestre, 7,5 millions de subsides pour la mise aux normes des maisons de repos.

On gèle également dans notre balise d'emprunt 11 millions pour les emprunts qui concernent le CPAS.

#### La mise en place de synergies

Elle est également en cours avec son lot de difficultés, mais aussi avec l'ambition à moyen terme de faire des économies.

Ce tableau étant dressé, la situation du CPAS dépend aussi fortement de facteurs extérieurs : la forte augmentation des RIS et l'augmentation de la cotisation de responsabilisation.

Je le rappelle encore et je veux bien vous faire parvenir mon tableau à l'issue de cette question : si nous n'avions pas cette cotisation ONSSAPL, le budget du CPAS serait à l'équilibre à l'exercice propre.

On avoisinerait les 700.000,00€ à 900.000,00€ de boni. Mais il y a cette cotisation qui plombe le budget : - 1,9 million en 2017, - 2,2 millions en 2018, - 2,5 millions en 2019. Cela augmente jusqu'en 2021. Sur 5 ans, entre 2017 et 2021, c'est 14,5 millions d'euros qui partiront dans les cotisations ONSSAPL. Je ne pense pas que le CPAS soit responsable de l'augmentation de cette cotisation.

Ce qui est plus dérangeant, c'est qu'on laisse penser que tout ceci est le résultat d'une désinvolture, d'un désintérêt de la Ville à l'égard de l'institution du CPAS. Revenir à la précédente législature, je n'aime pas le faire, mais, par moment, il faut aussi remettre l'église au milieu du village. A chaque fois, quand on validait le budget du CPAS, il y avait toujours unanimité. Ça ne posait jamais question. Jusqu'à un point tel qu'on consommait les réserves que nous avions de côté pour pouvoir équilibrer ce budget. En comité de concertation, il n'y a jamais eu une seule remarque.

Cette majorité a émis un avis réservé sur le budget du CPAS. Aujourd'hui, la question ne se poserait même plus puisqu'avec les directives européennes, on ne peut plus puiser dans nos réserves pour pouvoir équilibrer un budget. Mais à un moment, cette pratique a été utilisée. On allait chercher dans nos réserves pour équilibrer un budget. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Je ne ressors pas cela pour dire que la situation du CPAS est favorable. Je suis une des premières à avoir émis un avis réservé.

Sérieusement, qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on se dit : on ne va pas respecter les dispositions fédérales en matière de RIS ? Est-ce que d'ores et déjà, je me dis : demain, tant pis, je ne paie pas la cotisation de responsabilisation et j'attends ?

Les causes du déficit, on les connaît. A l'exercice propre, le budget du CPAS est à l'équilibre, il est en boni.

Les causes du déficit sont de deux ordres :

- 1) l'augmentation du revenu d'intégration sociale
- 2) l'augmentation des cotisations ONSSAPL.

Je pose une deuxième question : est-ce que l'audit va régler le problème ?

Le problème est ciblé. Est-ce que c'est cet audit qui va le régler ? Je pense que le rapport du CRAC est clair. Il dresse toute une série de constats.

Concrètement, qu'allons-nous faire ? Nous verrons le CRAC à la rentrée des vacances de printemps. Revoter le budget, je ne le ferai pas. Par contre, je revois le CRAC fin avril début mai dans le cadre de la modification budgétaire n°1 tant pour la Ville que pour le CPAS. Je demanderai, en présence des instances du CPAS, que toutes les corrections soient apportées pour que le budget puisse être approuvé.

Je ne sais pas comment le dire, ni dans quelle langue je dois le dire, mais si vous n'aviez pas compris que j'étais inquiète pour le CPAS, je pense qu'ici, je vous ai apporté tous les éléments pour faire comprendre toute ma préoccupation."

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, réplique comme suit :

"Je voudrais répondre à la présidente du CPAS, Rita DESENCLOS-LECLERCQ. Dans mon intervention, il n'était nullement question de mettre en cause le travail du CPAS. Je dois dire que, tout dernièrement, j'ai suivi - par l'intermédiaire d'une de mes collègues - le déménagement de la maison de repos des Sœurs de Charité. Je sais que ce déménagement s'est très bien passé. Elle-même était épatée par son organisation. Elle y était avec nos stagiaires infirmières. Je ne veux nullement remettre en cause le travail du personnel. Simplement, en tant que conseillère communale, en tant que groupe politique, nous nous inquiétons. Il est vrai qu'à partir du moment où le CRAC remet un avis défavorable, je pense qu'on a le devoir de se poser des questions.

J'entends que l'échevine va de nouveau rencontrer le CRAC. J'espère que ce sera positif. Il y a encore une chose que j'aurais voulu savoir. Il est vrai que je vais encore en parler pour la XIème fois. La majorité avait dit qu'on ne ferait pas un audit, mais qu'on mettrait en place une task force qui réfléchirait à la situation financière du CPAS. J'aurais voulu savoir si elle se mettait en place et si on y travaillait ? "

Madame l'Echevine des finances, **Laetitia LIENARD**, précise que la task force a été mise en place et que le CPAS attend les conclusions de son président.

### **3) Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE, à propos de la sécurité de tous sur la voie publique :**

"La Ville n'est-elle pas tenue de veiller à la sécurité de tous sur la voie publique ? "

Le jeudi 16 mars, un petit garçon de 20 mois se promenant avec sa maman sur le chemin de halage à Vaulx à hauteur du numéro 2 de la rue Michel Holyman est tombé dans un trou et s'est retrouvé quelque 5m plus bas dans l'égout. La maman s'est laissée tomber à son tour dans l'égout, elle a réussi dans le noir à retrouver son bébé, la tête déjà engagée dans la buse dans le sens du courant. Malgré une fracture de la cheville causée par sa chute, la maman a réussi à sortir son enfant en s'aidant de l'échelle métallique prévue pour la surveillance des égouts.

Il s'en est fallu de peu pour que cet accident ne tourne au drame, mais il y a quand même eu blessure de la maman et donc incapacité de travail et le petit garçon a bu de cette infâme mixture. Après 3 jours d'hospitalisation, il reste sous surveillance médicale.

Les constatations sur place laissent entrevoir un défaut dans le placement du trappillon en fonte chapeautant la chambre de visite en béton. En effet, ce trappillon n'a jamais été boulonné comme il se doit. Pour preuve, les orifices servant au boulonnage sont obstrués et les boulons sont absents.

Question : à qui incombe la réception des travaux d'égouttage et, donc, le contrôle de la qualité et la sécurité du travail ? A qui incombe la surveillance dans le temps de ces installations puisqu'il apparaît, dans ce cas d'espèce, que le trappillon a été déplacé par un engin lourd depuis plusieurs mois, des herbes ayant caché le trou à l'attention des promeneurs ? Qu'en est-il de l'état des autres trappillons ?

Je tiens à votre disposition des photos du lieu de l'accident."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond en ces termes :

"Oui, effectivement, nous avons évité un drame, une catastrophe. Et c'est donc un réel soulagement que tout se soit bien terminé. L'ensemble du collège et du conseil souhaite un prompt rétablissement au bébé et à sa maman.

Par contre, je m'étonne que votre question soit lourdement à charge. Et à votre question principale, à savoir "la Ville n'est-elle pas tenue de veiller à la sécurité de tous sur la voie publique ?", je vous répondrai avec des arguments juridiques.

Excusez-moi d'être un peu professoral et de vous rappeler quelques notions de droit.

À savoir, l'article 1382 du Code civil : «tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer». Je pourrais vous parler de plusieurs articles, à savoir les articles 1383 et 1384, mais aussi l'article 135 de la loi communale. Je vais plutôt m'en tenir à la jurisprudence. Elle dit ceci : l'obligation, qui pèse sur la commune, est une obligation de moyens. Attendu que les pouvoirs publics ont l'obligation de n'établir et de n'ouvrir à la circulation publique que des voies suffisamment sûres, hormis le cas où une cause étrangère, qui ne peut leur être imputée, les empêche de remplir l'obligation de sécurité qui leur incombe, ils doivent par des mesures appropriées obvier à tout danger anormal.

S'agissant d'une obligation résultant d'une disposition légale imposant aux communes d'agir d'une manière déterminée, sa violation est constitutive d'une faute sauf pour l'autorité communale à prouver l'existence d'une cause de justification.

A cet égard, la jurisprudence prend régulièrement en considération lors de la survenance d'un accident, la circonstance que la commune n'avait pas encore ou ne devait pas encore avoir connaissance du danger anormal à l'origine de l'accident pour exonérer celle-ci de toute responsabilité.

Parfois, la jurisprudence retient également le caractère visible, prévisible ou manifeste du danger pour exonérer à tout le moins partiellement la commune de sa responsabilité.

La responsabilité du gardien de la voirie en tant que basée sur l'article 1384 suppose la preuve d'un vice de la chose et d'un lien de cause à effet entre ce vice et ce dommage.

Parlons de coresponsabilité. Le pouvoir général de police des communes ne prive pas le gestionnaire de la voirie de son propre pouvoir de police à l'égard de celle-ci.

Le devoir de surveillance et de sécurité, qui incombe à la commune en vertu de l'article 135, ne fait pas davantage d'elle le gardien de la voirie. N'étant pas gardien de la voirie appartenant ou gérée par un autre pouvoir public, il ne sera pas rare que la responsabilité de la commune se cumule avec celle du pouvoir public gestionnaire.

En matière d'appréciation des responsabilités, tout est donc question de cas d'espèce. Dans le cas d'espèce qui nous occupe, la responsabilité de la commune pourrait, le cas échéant, être mise en cause sur base des articles 135 de la loi communale et 1382 du code civil. Toutefois, s'agissant d'une obligation de moyens et non de résultat, elle ne sera en principe pas retenue si elle démontre qu'elle ne pouvait légitimement connaître la situation et qu'elle n'a commis aucune négligence en lien avec l'accident.

S'agissant d'une voirie dont la gestion relève non pas de la commune mais de la Région wallonne, la responsabilité de la DGO2 pourrait également être mise en cause sur base de l'article 1384, en tant que gardienne de la voirie litigieuse de même que l'intercommunale IPALLE en tant que gardienne et propriétaire de la taque en cause.

Dans l'hypothèse où l'auteur du descellement de la taque litigieuse est identifié, sa responsabilité et/ou celle, le cas échéant, de son employeur pourrait également être engagée.



La ville de Tournai s'est donc également tournée vers son intercommunale IPALLE afin de lui demander des explications. C'est la raison pour laquelle je propose de céder la parole à sa présidente, Ludivine DEDONDER.

Le **président** d'assemblée précise que Madame Ludivine DEDONDER n'intervient pas en tant que membre du collège mais au titre de présidente de l'intercommunale IPALLE.

La **présidente d'IPALLE**, Ludivine DEDONDER prend alors la parole pour commenter des diapositives électroniques projetées sur écran :

"J'interviens au 3ème paragraphe de votre question. C'est cela qui me fait bondir. Pourquoi ? Parce que : 1) c'est erroné, 2) ça témoigne d'un manque de connaissance du dossier, ce que je peux aisément comprendre vu la difficulté, mais, par contre, en tenant de telles affirmations dans ce 3ème paragraphe, je trouve qu'il s'agit plutôt de propos diffamatoires.

Je vais montrer quelques photos et j'espère qu'après ce reportage photos et les explications que je donnerai, vous pourrez revenir sur ces propos.

Visiblement aussi et c'est là le manque de connaissance, il ne s'agit pas ici d'un scellement par boulonnage.

C'est un scellement avec une couronne béton. Ce sont des pattes d'ancrage qui sont coulées dans le béton.

Photo prise lors de l'arrivée de nos agents le vendredi 17 mars 2017

Constatations :

- L'anneau de support et la taque ont été déplacés de la chambre de visite.
- Le montant de l'échelle est visible. Le déplacement a donc dû se faire avec un soulèvement de l'ensemble (anneau support + taque) d'une dizaine de centimètres avant de retomber à l'emplacement constaté le 17 mars 2017.
- Le déplacement a été effectué dans le sens Vaulx vers Tournai.
- Le trou a la forme d'un croissant de lune recouvert d'un tissu d'herbe qui couvrait l'ensemble du trou avant l'accident.

Photo prise après l'élimination de la terre et de la végétation autour de la taque déplacée

Constatations :

- Sur la partie inférieure de l'anneau support apparaît l'une des pattes d'ancrage du socle complètement descellée du béton de scellement.
- Sur la droite du montant de l'échelle ainsi que sur la gauche du support, une partie du béton de scellement de l'anneau est encore visible.
- Le montant de l'échelle a été légèrement plié lors du déplacement de la taque.

Photo - Fond de la chambre lors de l'arrivée sur site.

Constatation :

- Une partie du béton de scellement de l'anneau support est tombée dans le fond de la chambre.

Photo - Anneau support de la taque

Constatations :

- L'anneau en fonte a été fendu sur l'ensemble de la hauteur.
- Lors du choc, un morceau de l'anneau s'est désolidarisé.

Photos illustrant les pattes d'ancrage

Constatations :

- L'anneau support est prévu pour être scellé dans le béton à l'aide de quatre pattes. Il s'agit d'un type de taque à poser sur lit de béton assurant la cohésion entre le support de taque et la chambre de visite.
- L'endroit, où sont situées les pattes, est renforcé.

Anneau support retourné

Constatations :

- Une partie du béton de scellement est restée dans l'anneau, excepté à l'endroit où l'anneau est fissuré.
- Les quatre pattes d'ancrage de l'anneau sont visibles.

Morceaux de scellement en béton retrouvés autour de la taque et dans la chambre

Constatation :

- Le béton de scellement a éclaté lors du choc à l'endroit des pattes d'ancrage. La forme de ces pattes est visible sur les morceaux.

Photos de la reconstitution d'une partie de béton de scellement avec les morceaux retrouvés sur place

Constatations :

- L'anneau de support de la taque était scellé par un béton d'une dizaine de centimètres qui épouse la forme du trou de la chambre de visite.
- Les pattes de scellement étaient bien prises dans le béton de scellement.

Conclusions :

Suite à l'analyse des morceaux de béton retrouvés sur place, de l'anneau support ainsi que de la taque, nous pouvons dégager les conclusions suivantes :

- L'ensemble a subi un choc très violent. Ce choc a fait déplacer d'une trentaine de centimètres l'anneau et la taque après un soulèvement de l'ordre d'une dizaine de centimètres.
- Etant donné le poids de l'ensemble (béton + anneau + taque : environ 250 kg), le déplacement ne peut être dû à l'action d'une ou plusieurs personnes, même avec l'utilisation d'outils.
- Vu la fissure et l'éclatement de la fonte d'une partie de l'anneau et l'éclatement du béton d'ancrage, il paraît évident que le choc a été causé par un tracteur ou un véhicule très imposant. De plus, vu le soulèvement de l'ensemble lors du choc, ce phénomène pourrait être la conséquence du passage d'une faucheuse ou d'un engin similaire lors de la tonte sur le chemin de halage.

Il est donc inexact d'affirmer que la taque n'était pas pourvue de moyen de scellement adéquat."

Le conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, réplique comme suit :

"C'était une question qui était posée. Parler de diffamation me semble disproportionné.

Sur le plan technique, je me suis informé auprès d'une personne qui travaille dans le domaine des travaux publics. Le constat est pour moi relativement inquiétant. Au final, on n'est pas à un endroit où passent régulièrement des engins très lourds. Constaté qu'un déplacement partiel dû à un descellement est possible sur une installation qui n'est pas très vieille - je dirais 15 ans - mais sans certitude, c'est inquiétant. Je pense qu'on peut craindre que cela puisse se produire ailleurs.

Cela vaudrait la peine de vérifier ces trappes et d'être attentif. Il conviendrait que des consignes soient données."

S'ensuit un échange entre la présidente d'IPALLE et le conseiller communal Guillaume DENONNE.

Le **président** d'assemblée conclut cet échange comme suit :

"La démonstration, qui vient d'être faite, montre qu'il s'agit vraisemblablement d'un incident lié à un engin lourd.

Nous pouvons effectivement imaginer que si c'est arrivé là, il n'est pas impossible que dans le même périmètre, il y ait eu le même type d'incident. J'ai donc demandé à l'échevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, puisqu'il s'agit ici de la responsabilité du SPW, qu'une démarche soit faite par l'autorité communale et que nous écrivions au SPW en l'informant de ce que nous avons découvert et en l'invitant à prendre les mesures nécessaires. Ceci répond à la question que vous posiez."

**47. Approbation du procès-verbal de la séance publique précédente. Clôture de la séance publique.**

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 20 février 2017 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 21 heures 54, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le mercredi 3 mai 2017.

**Points complémentaires**

**97. Environnement. Opération « Communes zéro déchet ». Dépôt de candidature. Approbation.**

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, intervient d'emblée comme suit :

"Depuis 2008, la Ville de Tournai est engagée dans la protection de l'environnement. Dans sa déclaration de politique communale (2012-2018, pages 28 et 29, notamment), elle s'est fixé de nouveaux objectifs : renforcer les services existants, lutter contre les décharges sauvages, soutenir la construction des parcs à conteneurs, lutter contre les incivilités et également conscientiser la population...

Avec le concours de l'intercommunale IPALLE, la Ville de Tournai mène déjà un certain nombre d'actions qui limitent le volume de déchets et tendent à réduire la consommation de produits jetables ou à usage unique, en privilégiant le recyclage notamment. Tournai souhaite aujourd'hui amplifier le mouvement déjà engagé, en le structurant davantage, en valorisant les initiatives privées afin que l'ambition de la Ville devienne aussi celle de toute la population, de tous les partenaires, institutionnels, économiques, publics ou citoyens.

Des initiatives multiples existent : la Petite Constance qui a ouvert ses portes fin 2015 était le premier magasin zéro déchet wallon, la Maison de Jeunes Masure 14 développe le projet «REPAIR café», le Domaine de Graux s'est lancé dans la permaculture, l'intercommunale IDETA, la Haute Ecole Condorcet procèdent à des tris sélectifs poussés (déchets organiques, papier, PMC...) après une information à leurs agents ainsi qu'à travers l'installation d'un local adapté.

La Ville mène et soutient de nombreuses actions :

- collecte sélective des PMC auprès des écoles et des bâtiments publics; sacs enlevés par le sous-traitant d'IPALLE selon le calendrier de ramassage établi chaque année ; papiers/cartons peuvent également être collectés suivant la même procédure.
- voiries : lors de la reconstruction de voirie, à l'exception des couches de roulement, le Qualiroutes, cahier des charges type utilisé de manière systématique, privilégie l'utilisation de produits recyclés issus de la démolition et ce, de manière encadrée par des clauses techniques strictes. La majorité des projets de voirie s'inscrivent dans le respect des clauses techniques ; achat de matériaux recyclés chez RECYHOC pour des travaux de voiries (exemple : l'aménagement du Street Work Out près du hall des sports de la Ville de Tournai a été réalisé en 2015 par le personnel ouvrier communal. Il s'agit d'une voirie avec du mixte gravillons).

- espaces verts : utilisation de terre de curage de fossé propre par le service voirie pour des remblais ou les espaces verts pour des aménagements d'abords ; diminution de la mise en déchetterie grâce à l'acquisition d'un broyeur pour l'utilisation de la matière végétale en couvre-sol et mulching permettant ainsi d'enrichir le terrain et empêcher la prolifération des mauvaises herbes ; stockage intermédiaire sur une dalle pour bien laisser sécher la matière végétale afin de la mettre en déchetterie en condition sèche et ne pas payer pour de l'eau (diminution du volume de déchets).
- la convention passée avec l'ASBL Terre permet la collecte des textiles usagés.
- aide logistique aux projets de jardins collectifs ou partagés, soutien aux jardins partagés développés dans les écoles communales.

La démarche de compostage public ou privé de l'intercommunale IPALLE est soutenue par la Ville et se traduit par différentes actions :

- compostage de quartier au Pic au Vent pour 22 ménages
- compostage de quartier au Luchet d'Antoing pour 10 ménages
- compostage de quartier à la Place Verte pour 26 ménages
- promotion du compostage à domicile
- formation des guides composteurs
- intervention financière à l'achat d'un système de compostage en cas de suivi d'une séance d'information.

IPALLE souhaite mettre une nouvelle dynamique en place au niveau des déchets organiques par la mise en route depuis février 2017 d'un projet pilote de récupération de ce type de déchets auprès du recyparc Tournai 3 de la chaussée de Renaix. Une première évaluation sera faite après 6 mois et le projet sera étendu à tous les recyparcs après analyse de l'opération pilote.

L'intercommunale IPALLE participe activement à la réduction des déchets par la mise en place de plans d'actions et de prévention :

- Opération "Offrez une 2ème vie à votre vélo"
- Opération "Un livre sympa servira 2 fois"
- Opération "Un jouet sympa servira 2 fois"
- Campagne de prévention des déchets papiers
- Clips de sensibilisation et de prévention "Recyclons-nous".

La Ville de Tournai est engagée dans l'adhésion au parc naturel des Plaines de l'Escaut. Investie dans l'opération un Arbre pour la Wapi, la Ville de Tournai constate que nombre d'actions sont déjà menées en matière de préservation de l'environnement. C'est un levier de développement durable, de protection de l'environnement mais également d'appropriation citoyenne puisque ce projet ne peut être ambitieux et réalisable qu'à travers une implication de l'ensemble des acteurs : institutions, associatifs, citoyens.

Quels objectifs qualitatifs et quantitatifs la commune vise-t-elle en mettant en place une dynamique zéro déchet sur son territoire ?

- 1) Diminution conséquente du volume des déchets : 30% dans les 3 ans ;
- 2) Intégration du réflexe zéro déchet aux pratiques administratives (gestion des marchés publics, urbanisme, achats de matériel...) et mise en place de réglementations soutenant les projets positifs et sanctionnant les contrevenants (dépôts sauvages, notamment)
- 3) Soutien et développement d'initiatives citoyennes pour valoriser la pratique zéro déchet;
- 4) Multiplication du nombre de familles « pilotes ».

Voici en quelques mots les objectifs de ce projet que la ville de Tournai veut mener pour une ville zéro déchet."

Le **président** d'assemblée cède ensuite la parole au conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, qui avait posé une question orale sur ce sujet.

Sa question est formulée comme suit :

"Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins."

Dans ce cadre, la Wallonie lance auprès des communes wallonnes un appel à candidatures «Communes zéro déchet».

Passer au zéro déchet, c'est mettre en place une démarche collective permettant de réduire drastiquement la production de déchets, tout en économisant les ressources naturelles et en favorisant les circuits courts et le lien social à l'échelon local.

Notre commune a-t-elle introduit sa candidature pour cet appel ?

Si oui, quand ?

Si non, il est encore temps de le faire, les candidatures doivent être déposées pour le 3 avril prochain.

Pour être recevable, la commune candidate doit joindre au formulaire de candidature une délibération du conseil communal qui s'engage à :

- mettre en place une dynamique zéro déchet sur le territoire communal, en s'appuyant sur l'accompagnement méthodologique et technique mis à disposition par la Wallonie;
- mettre à disposition du personnel communal pour la gestion, le suivi et la mise en œuvre du projet sur le territoire communal : il s'agira d'au minimum 1/5 équivalent temps plein. Cette personne devra impérativement participer aux rencontres avec les autres communes lauréates : formations, visites, réunions de réseau, groupes de travail thématiques...

Pourrions-nous prendre cette délibération lors du conseil de ce 27 mars 2017 ?"

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, remercie Monsieur l'Echevin Philippe ROBERT pour sa réponse.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"Je suis sidéré parce que le conseiller communal Benoît MAT vient d'obtenir la réponse à la question que je me posais. J'ai entendu la réponse de Monsieur l'Echevin. Je me suis dit qu'elle était bien complète pour un dossier inscrit en urgence au conseil communal.

Je reste sur mon interrogation. Le conseiller communal Benoît MAT vient de dire que vous avez reçu le dossier, que vous êtes au courant de la situation depuis début février. Je continue à penser, même si on n'a pas le choix et qu'il faut s'inscrire dans la démarche, que ce dossier aurait pu être présenté de manière un peu moins urgente.

Dans la panoplie d'actions qui viennent d'être citées, et sans vouloir diminuer le mérite du collège et de l'échevin, je constate il y a beaucoup d'intervenants privés et publics autres que la ville. Notre intercommunale fait un travail extraordinaire. Une bonne partie de la lutte contre les déchets provient d'ailleurs de son action. Il me semble opportun de le préciser. Des privés interviennent. L'intercommunale intervient. Je ne dis pas que la Ville n'a pas une volonté de bien faire. Mais il y a aussi un ensemble d'opérateurs qui font que les choses peuvent évoluer positivement. J'ai pris la peine de lire le document. Il y est bien question d'un accompagnement pendant 2 ans de l'ASBL Espace environnement au niveau de la formation et de l'encadrement d'une partie du personnel communal. Nulle part, on ne précise le volume de travail que cela représente. On ne sait pas si c'est un agent qui va venir tous les jours pendant 15 jours, pendant 1 mois ? Pendant 2 ans, nous allons être aidés par l'ASBL. Mais on ne peut pas juger à quelle hauteur. Je lis que l'on s'engage à mettre au

minimum 1/5 équivalent temps plein à disposition pour remplir toutes ces missions. C'est donc une autre interrogation. Je pense qu'on a affaire à un projet confidentiel, qui ne va aborder qu'une petite partie de la problématique.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'objectif, je pense à titre personnel que l'objectif que nous devrions atteindre c'est qu'il y ait un jour zéro déchet dans les fossés, sur les bords des routes, dans la campagne. Cela ne correspond pas à l'objectif fixé dans le dossier qui nous est présenté. Ce n'est pas avec 1/5 temps et un accompagnement que nous allons y parvenir. Il faudra beaucoup d'efforts pour améliorer les choses. J'ai déjà posé la question plusieurs fois. Il y a 2-3 ans, deux agents avaient été affectés en permanence à l'entretien des abords de voirie, à la collecte des cannettes, des déchets. C'est un travail très peu agréable, mais qui a rendu des services. Honnêtement, je me demande où sont passées ces deux personnes. Il y a des mois que je ne les ai plus vues. Je me pose la question de savoir si ces personnes sont toujours opérationnelles sur le terrain. Je me demande parfois si elles n'ont pas été réintégrées dans d'autres équipes. Il y a un défi immense à relever. Nous allons voter pour le projet. Mais ce n'est pas avec ce projet que nous allons atteindre tous les objectifs qui ont été cités."

Le **président** d'assemblée intervient ensuite :

"Lorsque Monsieur l'Echevin ROBERT parle de ces acteurs, il se base lui-même sur l'appel à projet du Ministre DI ANTONIO. Je rappelle que nous avons reçu l'appel à candidature à la mi-février. Il n'était donc pas possible de le soumettre au dernier conseil. Que dit cet appel ? Que c'est un concept mobilisateur à l'échelle communale organisant la mise en réseau - une mise en réseau, pas de l'action directe - des différents acteurs des circuits courts. En devenant partenaires, les communes doivent s'engager. Avec qui ? Les entreprises, les commerces, les écoles, les associations, les citoyens. Il s'agit d'une mise en réseau. J'ajouterai, sans vouloir être désobligeant, que c'est un appel à projet intéressant sur le principe, mais qui n'agit aujourd'hui que sur la dimension de la formation et ne prévoit pas de moyens financiers pour aider les différents acteurs. J'ai entendu, et c'est un travail utile qui a été fait aujourd'hui, qu'on a pu mettre ensemble les différentes pièces du puzzle, car il y en a déjà qui agissent sur le terrain : les circuits courts, le parc naturel des plaines de l'Escaut avec lequel nous travaillons maintenant, IPALLE pour tout ce qui concerne le traitement des déchets en rappelant que cette intercommunale a été dénigrée par de nombreux Tournaisiens. On connaît bien les besoins du territoire. Pour le reste, nous avons des entreprises et des associations qui font déjà un travail de terrain. Je pense que le fait de les recenser était utile. C'est un travail qui, de toute façon, nous est aujourd'hui bénéfique, je le crois."

A la demande de Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, le **président** d'assemblée donne des précisions concernant le 1/5 temps prévu dans le projet.

Le conseil communal prend ensuite la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courrier de Monsieur le Ministre Carlo DI ANTONIO relatif à l'appel à candidatures pour l'opération « Communes zéro déchet » auprès des 262 communes wallonnes;

Considérant la volonté de la Wallonie de s'inscrire dans une dynamique active de réduction des déchets;

Considérant que le « zéro déchet » est un concept mobilisateur à l'échelle communale par la mise en réseau de tous les acteurs et qu'il favorise l'économie locale via les circuits courts;

Considérant que les communes devront s'engager avec leurs partenaires tels que commerces, entreprises, écoles, associations et citoyens;

Considérant que dix communes wallonnes seront sélectionnées sur base d'un dossier de candidature à déposer par voie électronique au plus tard le 3 avril 2017 à l'adresse [zerodechet@espace-environnement.be](mailto:zerodechet@espace-environnement.be);

Considérant que le choix se portera sur les dix communes motivées déjà actives dans la thématique et prêtes à mettre en place progressivement, dès le printemps 2017, une véritable dynamique « zéro déchet » sur leur territoire en bénéficiant gratuitement, pendant deux ans, d'un accompagnement de l'ASBL ESPACE ENVIRONNEMENT pour :

- la formation des élus et techniciens
- la coproduction d'un diagnostic de territoire
- l'assistance à l'élaboration d'un plan d'action sur mesure
- la coordination des activités de terrain et l'accompagnement des acteurs engagés
- la communication;

Considérant que la sélection s'effectuera sur base de différents critères, entre autres :

- le niveau de performance actuel de réduction des déchets
- la gestion différenciée des déchets organiques
- le type et l'ampleur des initiatives visant à réduire les quantités de déchets ménagers
- le niveau d'exemplarité de l'administration communale basé sur différents indicateurs tels que les marchés publics, la présence d'une personne/équipe au sein de la commune, la prise de toutes initiatives au sein des bâtiments publics...
- le niveau d'ambition de la démarche
- le niveau de mobilisation des acteurs du territoire;

Considérant que les communes lauréates devront respecter différents critères au niveau de la communication :

- intégrer le logo « Communes zéro déchet » et celui de la Wallonie ainsi qu'utiliser la charte graphique qui leur sera fournie en début de projet dans toutes leurs communications relatives au programme d'actions « zéro déchet »
- participer à la communication autour du projet
- fournir des informations pour partager et capitaliser les expériences menées en vue de leur diffusion;

Considérant que, par le dépôt de sa candidature, la Ville, qui doit joindre une délibération du conseil communal, s'engage à :

- mettre en place une dynamique « zéro déchet » sur le territoire communal en s'appuyant sur l'accompagnement méthodologique et technique mis à disposition par la Wallonie
- mettre à disposition du personnel communal pour la gestion, le suivi et la mise en œuvre du projet sur le territoire communal, au minimum 1/5 équivalent temps plein qui devra impérativement participer aux rencontres avec les autres communes lauréates pour des formations, visites, réunions de réseau, groupes de travail thématiques...;
- fournir les informations nécessaires en vue de partager et capitaliser les expériences menées par la commune en vue de leur diffusion ;
- participer à la communication autour du projet : réalisations de capsules vidéos, interviews pour la télévision locale, contacts presse et média...

Considérant que la sélection limitée à minimum une et maximum deux communes par intercommunale s'opérera en deux temps :

- une première étape de sélection visant à retenir sept communes
- une seconde étape visant à atteindre les dix lauréats;

Considérant que l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) est l'interlocutrice de la Ville au niveau de cette thématique et qu'elle participe activement à la réduction des déchets sur le territoire des différentes entités de Wallonie picarde par la mise en place de plans d'action et de prévention;

Considérant que différents intervenants sont sollicités pour fournir les informations sollicitées dans le formulaire à savoir :

- le service propreté publique pour la gestion de la collecte en porte-à-porte des ordures ménagères (OMB)
- l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) pour le volet tri sélectif, prévention et plan d'actions
- le service marchés publics pour l'intégration des clauses de prévention des déchets dans certains marchés publics
- le service stratégie et développement pour les objectifs définis sur le plan communal;

Considérant que la démarche actuelle de compostage public et privé atteint progressivement ses objectifs;

Considérant qu'en parallèle avec la technique de compostage déjà bien implantée auprès de la population, IPALLE a initié, depuis février 2017, une nouvelle dynamique au niveau des déchets organiques avec un projet pilote de récupération de ce type de déchets dans le recyparc de la chaussée de Renaix;

Considérant qu'une première évaluation sera faite après 6 mois;

Considérant que le projet sera prolongé suivant le degré d'adhésion de la population à la démarche visant à obtenir les +/- 35 % du compostage;

Considérant qu'il existe une collecte des PMC (ou bouteilles et flacons en plastique, emballages métalliques et cartons à boissons) au niveau des écoles et des bâtiments publics;

Considérant qu'en s'inscrivant dans la démarche "Communes zéro déchet", la Ville pourra amplifier les actions en cours en associant au processus à la fois les administrations publiques, les ASBL, les entreprises, les citoyens...

Considérant que la date limite de dépôt des candidatures a été fixée au 3 avril 2017 et que pour être recevable, le dossier de la Ville doit être accompagné d'une délibération du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

de poser la candidature de la Ville à l'opération «Communes zéro déchet» initiée par la Région wallonne.

#### **S'ENGAGE**

- à mettre en place une dynamique «zéro déchet» sur le territoire communal en s'appuyant sur l'accompagnement méthodologique et technique mis à disposition par la Wallonie;
- à mettre à disposition du personnel communal pour la gestion, le suivi et la mise en œuvre du projet sur le territoire communal, au minimum 1/5 équivalent temps plein qui devra impérativement participer aux rencontres avec les autres communes lauréates pour des formations, visites, réunions de réseau, groupes de travail thématiques...;
- à fournir les informations nécessaires en vue de partager et de capitaliser les expériences menées par la commune en vue de leur diffusion;
- à participer à la communication autour du projet : réalisations de capsules vidéos, interviews pour la télévision locale, contacts presse et média...

Par le Conseil :

Le Directeur général,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS



